

Bibliothèque de philosophie sociale et politique

**Andrea Cavazzini**

**Le printemps des intelligences**

**La Nouvelle Gauche en Italie**

**Introduction historique et thématique**

EuroPhilosophie



# LE PRINTEMPS DES INTELLIGENCES

LA *NOUVELLE GAUCHE* EN ITALIE

INTRODUCTION HISTORIQUE ET THÉMATIQUE

ANDREA CAVAZZINI

Le présent texte est édité par EuroPhilosophie et la  
**BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE SOCIALE ET POLITIQUE**

Les ouvrages publiés sur EuroPhilosophie sont protégés par le droit d'auteur.  
Conformément au code de la propriété intellectuelle, les courtes citations sont  
autorisées sous réserve de mention des auteurs et des sources.  
Toute autre reproduction ou représentation du contenu de cet ouvrage par quelque  
procédé que ce soit, doit faire l'objet d'une autorisation expresse de l'éditeur.  
Diffusion numérique interdite sur d'autres sites.  
Pour faire un lien ou citer ce texte :

Andrea Cavazzini, *Le printemps des intelligences*  
EuroPhilosophie 2010, Bibliothèque de Philosophie Sociale et Politique  
<http://www.europhilosophie-editions.eu>

Dépôt légal : Août 2009  
© EuroPhilosophie / BPSP

Site : [www.europhilosophie-editions.eu](http://www.europhilosophie-editions.eu)

Illustration de couverture : Installation de Yannis Gaïtis  
© Loretta Gaïtis

*Protégez nos vérités*

Franco Fortini,  
« Composita Solvantur »

*Ce qui importe est moins  
l'attente d'un nouvel  
événement que la fidélité  
à ceux qui ont déjà eu lieu*

Alain Badiou,  
entretien télévisé  
avec F. Taddéi

Cette Introduction est consacrée aux théories et aux pratiques politiques (donc aux deux formes d'existence de la pensée politique en tant que telle) de la Nouvelle Gauche italienne (dorénavant *Nuova Sinistra*), en entendant par ce nom l'archipel plus ou moins informel de groupes, « partis », revues et cercles qui chercha, dans l'Italie de l'après-guerre, d'élaborer une stratégie politique de dépassement à la fois des rapports sociaux propres au capitalisme des pays « développés », et des impasses de l'URSS post-stalinienne, tout comme du mouvement ouvrier toujours dominé par les schèmes tiers-internationalistes et kominternistes – un archipel politique et culturel d'une très grande richesse et vivacité, dont les dates conventionnelles de naissance et de mort sont respectivement 1956 et « un certain moment au cours des années 1980 », et dont la dissolution aura coïncidé avec, voire aura déclenché, la décadence

apparemment irréversible de l'espace italien, cet espace étant en revanche, entre les années soixante et soixante-dix, un *site* d'expérimentation politique et culturelle d'avant-garde, dont les créations furent étudiées et discutées à peu près dans le monde entier.

La *Nuova Sinistra* s'est constituée au cours de plusieurs étapes, dont la première – que les protagonistes faisaient eux-mêmes commencer en 1956 – prolonge en effet des tendances déjà actives à partir de l'immédiat après-guerre, voire des années 1930 et 1940, lors de la réorganisation clandestine des partis socialiste (PSI) et communiste (PCI). 1956 est une date symbolique pour la formation de la *Nuova Sinistra* à cause des deux événements qui marquent cette année-là : le « Rapport Khrouchtchev », qui, en légitimant la critique à l'égard de Staline et de l'URSS, avait sapé les fondements mêmes du monolithisme des PC et de leurs pratiques d'intimidation et chantage, et l'invasion de la Hongrie, qui avait par contre montré dans sa brutalité la réalité de la politique de grande puissance menée par l'URSS. L'Union Soviétique avait donc perdu son charisme : non seulement elle n'était plus guère présentable comme « modèle », indépassable et soustrait à toute critique, de socialisme réalisé, mais, de façon plus décisive, ce qui retrouvait une plausibilité face aux événements historiques et aux aveux demi-involontaires des dirigeants soviétiques eux-mêmes, c'était la thèse selon laquelle l'expérience soviétique dans son ensemble avait échoué à amorcer un processus de construction du socialisme, et cela justement à cause des pratiques staliniennes dénoncées avec encore trop de réticences par la formule mystificatrice du « culte de la personnalité » – symptôme, elle, d'un « clochements » bien autrement décisif dans la structure sociale et politique de l'URSS, dont l'invasion de la Hongrie témoignait avec éloquence.

La Guerre Froide commençait à laisser la place à une situation nouvelle, et les voix critiques purent refaire surface, ce qui presupposait leur existence préalable. En effet, sur la scène italienne, en particulier, l'existence de courants représentant une critique de gauche de l'orthodoxie soviétique et tiers-internationaliste était un facteur politique de longue durée. L'historien Diego Giachetti rappelle que les années soixante et la fin des années cinquante

avaient assisté à une reprise de ces courants « anarchistes et syndicalistes-révolutionnaires, anticapitalistes, antistaliniens et anti-réformistes », dont les racines historiques puisaient tant dans

« des affrontements opposant les trotskistes, les bordighistes, mais aussi les conseillistes, les luxembourgeois, et les anarchistes, à la ligne officielle des partis communistes de la IIIe Internationale [que] dans le radicalisme de classe manifesté, pendant la Résistance, par la naissance d'organisations politiques qui essayèrent de contraster la collaboration avec le parti bourgeois entamée par le PCI et le PSI »<sup>1</sup>.

L'aile gauche du Parti socialiste, en particulier, était caractérisée par une très grande vivacité d'élaboration culturelle et politique : elle comptait parmi ses dirigeants quelques-uns des plus grands théoriciens marxistes italiens de l'époque, tels que Lelio Basso et Rodolfo Morandi (et, plus jeune, Raniero Panzieri, l'une des figures centrales de la mouvance qui sera étudiée ici), et plusieurs de ses revues et courants internes se reconnaissaient dans une ligne d'affirmation intransigeante du primat politique de la classe ouvrière et de ses luttes par rapport à l'appareil du parti et à la politique des politiciens professionnels.

---

<sup>1</sup> D. GIACCHETTI, *Oltre il Sessantotto. Prima, durante e dopo il movimento*, BFS, Pisa, 1998, p. 21. Ce livre, déjà ancien, est, à notre connaissance, la meilleure synthèse historique concernant la « séquence rouge » italienne (bien que l'auteur soit relativement insensible aux questions proprement théoriques). Nous y ferons constamment référence. En général, avec ce livre, les sources historiques principales de cette Introduction seront : Nanni BALESTRINI et Primo Moroni, *L'orda d'oro. 1968-1977. La grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica ed esistenziale*, SugarCo, Milano, 1988 ; rééd. dirigée par Sergio BIANCHI (en collaboration avec Franco Berardi BIFO, Franca CHIAROMONTE, Giairo DAGHINI, Letizia PAOLOZZI), Feltrinelli, Milano, 1997 (il s'agit d'une œuvre inclassable et très riche, écrite par deux militants de l'Autonomie ouvrière, et qui unit le genre du témoignage à ceux de l'analyse historique et politique et de l'anthologie de matériaux d'archive) ; et Carmelo ADAGIO, Rocco CERRATO, Simona URSO (dir.), *Il lungo decennio. L'Italia prima del '68*, Cierre Edizioni, Verona, 1999 (il s'agit d'un panorama assez complet de l'Italie d'avant-1968, sans ambitions théoriques mais généralement sensible aux innovations politiques et culturelles de la période).

Une autre présence significative est celle des communistes « internationalistes » d'ascendance bordighiste : certaines de leurs branches consacreront des très importantes analyses historiques et théoriques à la fois aux comportements de la « base » prolétarienne des Partis de gauche, – dont il s'agissait de retrouver les formes d'opposition vis-à-vis des appareils et des cadres dirigeants –, aux positions réelles de Lénine et des bolcheviks d'avant la période stalinienne, et finalement à l'URSS dont les « internationalistes » avaient saisi la nature de régime à capitalisme d'État. On peut référer à cette mouvance Danilo Montaldi, militant politique et sociologue, animateur d'une série d'enquêtes novatrices sur les militants communistes de base, les ouvriers immigrés du Nord de l'Italie et les marginaux, qui sera – avec Gianni Bosio, Franco Fortini et Raniero Panzieri – l'un des « quatre mousquetaires » aux origines de la *Nuova Sinistra*<sup>2</sup>.

Il faut citer enfin le phénomène maoïste, dont on peut localiser l'essor entre 1962 et 1964. Le communisme chinois était vu surtout comme une critique des appareils étatiques et de parti du socialisme soviétique et de la gauche historique en Occident, comme une réaffirmation de l'initiative des masses et de la volonté militante *contre* le primat du Parti et le déterminisme économiste. Le maoïsme italien « officiel », celui des nombreux groupes marxistes-léninistes (souvent engagés dans des démarches très dogmatiques et sectaires), produira très rarement des contributions théoriques réellement novatrices, mais le discours maoïste, les positions de Mao et les leçons de la voie chinoise au communisme circulaient bien au-delà de ces milieux – chez les intellectuels animant les *Quaderni Piacentini*, tout comme chez les militants du mouvement des étudiants, ou encore des figures inclassables comme Franco Fortini,

---

<sup>2</sup>

La *Nuova Sinistra* fut une entreprise éminemment collective, qu'aucun nom propre ne peut résumer et épuiser. Néanmoins, ces quatre figures ont en commun la conscience très-claire que les enjeux fondamentaux de la culture de gauche depuis 1945 concernent la transformation de la pratique politique elle-même – une conscience dont les discours explicites au sein de la *Nuova Sinistra* ne seront que rarement à la hauteur, pris entre le retour du refoulé tiers-internationaliste, les fuites en avant spontanéistes, et les dérives étatiques ou terroristes.

on retrouvera une influence certaine des créations politiques chinoises. Si l'opéraïsme proprement dit sera toujours sceptique à l'égard de ce qu'il considérait comme le caractère « archaïque » du communisme chinois (et cette fascination pour la « modernité » sera l'un de ses points faibles, tout comme le mépris à l'égard des élaborations chinoises constituera une entrave à l'analyse des appareils de parti comme lieu de reproduction de rapports de classes), Raniero Panzieri saluera comme un événement historique la formation des premiers groupes pro-chinois italiens, et plusieurs militants des *Quaderni Rossi* (notamment Dario et Liliana Lanzardo) rencontreront, après la mort de Panzieri en 1964, la pensée de Mao et la pratique militante m-l. Néanmoins, ce ne sera pas le maoïsme qui fonctionnera ici comme point d'articulation entre le militantisme et les entreprises théoriques les plus ambitieuses (et les intellectuels universitaires) ; ce rôle du maoïsme, que l'opéraïsme jouera dans le contexte italien, sera par contre une caractéristique française, avec les passages extrêmement complexes entre structuralisme, psychanalyse lacanienne, et maoïsme dont les *Cahiers pour l'analyse* et l'UJCM-L seront les sites principaux, ou avec les interventions politiques et philosophiques du jeune Alain Badiou dans son passage des *Cahiers pour l'analyse* aux *Cahiers Yenan*.

Il faut en outre rappeler le rôle joué à l'époque par le radicalisme démocratique des intellectuels participant à la revue d'Elio Vittorini *Il Politecnico*, qui travaillait à une rénovation de la société italienne par une intervention politique directe des hommes de lettres, et par le libéral-socialisme, laïque et modernisateur, prôné par des intellectuels et politiques tels que Piero Calamandrei ou Ferruccio Parri.

Finalement, un rôle considérable fut joué par des mouvements d'inspiration religieuse : les milieux catholiques « dissidents » se développant dans le sillage du Concile Vatican II – et souvent critiquant ses limites et ses réticences – donnèrent lieu à des nombreuses expériences sociales et politiques, telles que les Communautés de Base (nées entre 1966 et 1968, lorsque l'Eglise, suite aux espoirs d'une rénovation radicale de la communauté ecclésiale que semblait légitimer l'Encyclique *Populorum*, entama

une inversion de tendance qui échoua pourtant à limiter la « dissension »). Dans ce contexte, un rôle majeur fut joué par des figures de prêtres dissidents (Ernesto Balducci et surtout Lorenzo Milani, qui fut l'un des inspirateurs des critiques des rapports de classe dans l'école italienne grâce à la célèbre *Lettera a una professoressa* écrite avec les élèves de l'école du petit village de Barbiana), ou d'hommes politiques et intellectuels « spirituels » (comme Giorgio La Pira, ou encore Aldo Capitini, l'animateur d'un mouvement pacifiste non-violent, s'opposant à la Guerre Froide et aux guerres dans le Sud-Est asiatique), et encore de pasteurs protestants – souvent inspirés par la théologie dialectique de Karl Barth, qui restait un exemple de résistance morale et de courage civil face au nazisme – opérant en faveur du dialogue œcuménique et de l'engagement social des chrétiens. Plusieurs militants de la *Nuova Sinistra* sont issus de ces expériences, qui contribuèrent à marquer leur action politique par une intransigeance caractéristique, une impatience face aux compromis, et un rigorisme éthique qui font de la *Nuova Sinistra* une des très rares mouvances politiques véritablement « jacobines » dans l'histoire de l'Italie<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup>

Chez les catholiques et les chrétiens en général, on trouvera des critiques des paradigmes théologico-politiques de la « doctrine sociale de l'Eglise » (« La doctrine sociale de l'Eglise se présente comme un système idéologique qui prétendrait appliquer les mêmes schémas de jugement à tout genre de situation historique, s'interposant entre les fidèles et leur participation directe aux processus historiques », R. CERRATO, « Dal Concilio al 68. Il mondo cattolico italiano negli anni sessanta », dans *Il lungo decennio*, cit. p. 311) et de la « chrétienté » (« La chrétienté est un modèle historique où la hiérarchie ecclésiastique cherche d'inscrire l'Eglise dans la société moyennant le pouvoir politique et social des classes dominantes, et qui tend en outre à organiser l'Eglise elle-même suivant ces mêmes modèles de pouvoir et domination. Par-là, le rapport Eglise-État, Eglise-pouvoir, en vient à représenter l'axe central de l'articulation entre l'Eglise, d'un côté, et, de l'autre, la société civile et politique (...) Le rapport Eglise-pouvoir se pose comme l'une des structures fondamentales de la chrétienté [et] comme le paradigme principal pour la définition des structures internes de l'Eglise », *ibid.*, p. 318). Dans ce contexte, où « pour la majorité des Italiens la religion (...) n'est que le support d'une culture de l'autorité et de l'ordre » (*ibid.*, p. 313), des positions se manifestent prônant le retour à une Eglise des pauvres, voire à une Eglise pauvre, à la « rencontre fraternelle entre

Une importance toute particulière eurent les activités de cercles d'intellectuels non-universitaires, réunis dans des revues à circulation souvent très limitée, et toujours extérieures aux formes institutionnelles du savoir. Cela correspond encore une fois à une structure de longue durée de la société italienne : l'inexistence d'un véritable « discours de l'Université » au sens lacanien, c'est-à-dire l'absence d'une forme de vie universitaire en tant que lien social à part entière (y compris du point de vue des rapports entre le savoir et la politique). La seule tentative, dans l'histoire italienne, de créer une institution universitaire régie par un projet politico-« anthropologique » visant la formation d'une subjectivité essentiellement référée à une organisation déterminée du savoir, reste jusqu'à ce jour la Réforme de l'éducation mise en place par Giovanni Gentile dans les années 1920. L'idéalisme italien, et en particulier sa version « actualiste », a été le seul courant à concevoir et à mettre en place un projet d'Université analogue à ceux qui furent réalisés dans l'Allemagne de Hegel et Humboldt, sous la Troisième République, et sous les ministères de Victor Cousin pendant la Restauration. Dans l'après-guerre, aucun projet de *Bildung*, de formation d'un « homme

---

croyants et non-croyants » (p. 312), à la dimension collective du sacerdoce commun des fidèles, et à une recherche spirituelle (parfois opposée à la « religion », selon une distinction provenant de Dietrich Bonhoeffer, très lu et commenté en ces années-là) en mesure de « renoncer à l'autorité provenant du pouvoir ecclésiastique afin d'endosser la signification et le rôle d'une véracité responsable » (p. 316). Critique de l'autorité, des médiations opposées à l'« engagement » spirituelle « à la première personne », et, enfin, constitution de groupes et cercles : « [Les groupes spontanés] qui deviendront l'expérience la plus emblématique de la période (...) n'ont pas de statut ni de formes bureaucratiques (...) ils partagent (...) le refus des structures traditionnelles et la recherche (...) de formes nouvelles de participation à la politique (...). Leur conviction implicite est que la vie politique et ecclésiale devrait connaître des horizons plus vastes que la sombre lutte pour le pouvoir qui taraude les partis et les organisations » (p. 313). Ces positions théologico-politiques sont aux antipodes de l'alliance perverse à laquelle on assiste aujourd'hui entre des institutions politiques en mal de légitimation et des religions (non exclusivement chrétiennes) jouant volontiers le rôle d'*instrumentum regni* et de piliers de l'ordre social.

nouveau » par l'éducation (et donc par l'État), n'a été confié aux institutions scolaires et universitaires<sup>4</sup>. La formation des subjectivités, la production et la circulation des savoirs d'avant-garde, furent l'œuvre d'appareils et dispositifs semi-étatiques, comme les grands Partis politiques de masse (Parti Communiste et Démocratie Chrétienne) ou l'Eglise catholique, et – selon une logique encore une fois de longue durée de la vie intellectuelle italienne – de cercles informels ou de revues « militantes », travaillant sur la littérature, la politique, ou la culture générale. Autrement dit, en Italie, les innovations dans la culture ne furent que très rarement un produit de l'Université, qui souvent leur opposa plutôt une fin de non recevoir. Les milieux proches de la gauche « critique » ne firent pas exception à cette règle : les années Cinquante assistèrent à l'essor d'un certain nombre de revues animées par des jeunes intellectuels-militants, sans liens directs avec l'Université, qui s'efforcèrent d'introduire des éléments nouveaux dans la culture sclérosée de l'époque de la Guerre Froide : « Dans la décennie 1950-1960 des groupes d'intellectuels critiques à l'égard de la culture officielle de la gauche italienne, se réunissaient dans les comités de rédaction de plusieurs revues. Ils jouèrent un rôle de stimulation vis-à-vis d'une culture marxiste caractérisée par son (...) provincialisme »<sup>5</sup>. Le champ thématique de ces revues pionnières

---

<sup>4</sup> Selon le grand historien de la philosophie et de la culture Eugenio Garin, la responsabilité de cet état de choses revient à la regrettable influence des « spiritualistes », c'est-à-dire des catholiques qui, déjà concurrents du fascisme quant à la formation des esprits par l'éducation, parvinrent à s'assurer l'hégémonie sur les structures de l'éducation publique dans l'Italie républicaine. Je dois à Charles Alunni la connaissance de cette position courageuse d'E. Garin.

<sup>5</sup> D. GIACCHETTI, *Oltre il Sessantotto. Prima, durante e dopo il movimento*, op. cit., p. 24. Pour comprendre ces lignes, et la situation dont elles font état, il faut avoir à l'esprit la signification exacte du mot *cultura*. Dans le langage des intellectuels italiens (et pas que des intellectuels), la *cultura* est un principe de totalisation anthropologique – elle régit le lien entre théorie et agir pratique, en exprimant le rapport total de l'homme à son monde. La « *cultura* » est à la fois un guide pour s'orienter et juger, l'expression rationalisée d'une *Weltanschauung* totale, et le principe d'identification de systèmes de valeurs distinguant et opposant des groupes sociaux et politiques (par exemple les débats, épuisants et épuisés, sur la

englobait la rénovation des études sur l'histoire du mouvement ouvrier (*Movimento Operaio*, publication dirigée par Gianni Bosio, l'un des pères de l'histoire orale et sociale et de l'étude des formes d'expression des classes populaires), le rapport entre politique et culture (*Discussioni*, revue animée par le poète et essayiste Franco Fortini et par Renato Solmi, qui sera le premier traducteur de Benjamin et Adorno), et celui entre marxisme, pragmatisme anglo-saxon et sociologie (*Opinione*, où l'on retrouvera F. Fortini, avec le philosophe Emilio Agazzi, Roberto Guiducci et le critique littéraire Gianni Scalia). Toutes ces revues entreprirent des tentatives d'introduire dans les débats culturels italiens tout ce que l'idéalisme de B. Croce avait excommunié pendant trente ans de refus à peu près total de la culture contemporaine : *Ragionamenti*, revue animée par Fortini, Guiducci, le philosophe L. Amodio, l'économiste Franco Momigliano et le sociologue Alessandro Pizzorno, publia des articles traitant

« d'économie et de philosophie, de sociologie et de linguistique. Des thèmes tels que le progrès technologique, le néocapitalisme, la planification économique, la répression en Hongrie, furent abordés, et un manifeste fut rédigé appelant à une réorganisation de la culture marxiste en Italie »<sup>6</sup>.

Ces groupes militaient surtout en faveur de la réouverture du dossier concernant le rapport entre politique et pratiques

---

« culture de gauche », la « culture de droite », la « culture catholique » ou « communiste », etc.). En tant qu'espace et vecteur de subjectivation, la « cultura » a une fonction analogue à l'usage qui est souvent fait dans la langue française du mot *savoir* (l'usage propre à Lacan ou à Foucault, par exemple). Mais, justement, la *cultura* n'est pas le *savoir* – elle ne passe pas par la discipline du concept, ni par le rituel matérialisé de l'écriture, mais plutôt par le primat de l'expression du sens vécu et de la *praxis* comme dynamisme producteur de toute objectivation signifiante. La différence entre *cultura* et *savoir* renvoie, du point de vue philosophique, à l'opposition de Giambattista Vico au cartésianisme.

<sup>6</sup>

*Ibid.*, p. 24-25. Sur le problème du lien marxisme/sociologie chez les revues de l'après-guerre et les *Quaderni Rossi*, cf. D. GIACHETTI, *Marxismo e sociologia nel pensiero della nuova sinistra in formazione* dans *Il lungo decennio*, op. cit., p. 205-228.

intellectuelles, sujet tabou à l'époque du jdanovisme. On reviendra longuement sur ce point fondamental dans tout ce qui suit.

### Tous ces milieux hérétiques

« n'ont pas eu besoin d'attendre le XX Congrès du PCUS pour soumettre à critique le stalinisme, le primat de la forme-parti (...), l'étatisme autoritaire, le culte économiste du développement des forces productives, le marxisme dégradé à philosophie de justification historiciste ; ils essayèrent en même temps de redéfinir une voie révolutionnaire à la démocratie socialiste, donnant lieu à des lectures "laïques" et "hérétiques" du marxisme et de l'histoire du mouvement ouvrier »<sup>7</sup>.

La circulation d'idées entre ces différents courants contribua à dessiner les contours d'une nouvelle synthèse théorique et politique, hautement instable, largement éclectique, mais néanmoins assez unifiée par des thèmes communs, et surtout presque impossible à relier à des versions préexistantes de la pensée marxiste, socialiste ou communiste. La gauche « critique » italienne n'était pas trotskiste, ni conseilliste, ni marxiste-léniniste<sup>8</sup> (bien qu'elle ait cherché d'articuler des aspects de tous ces courants) – elle a constitué presque dès ses débuts un processus continu d'invention et d'expérimentation, ce qui lui a permis d'assumer un visage, voire

---

<sup>7</sup> D. GIACCHETTI, *Oltre il Sessantotto. Prima, durante e dopo il movimento*, op. cit., p. 24.

<sup>8</sup> Elle n'est pas non plus entièrement identifiable au seul courant théorique né de la « séquence rouge » italienne dont la mémoire ait quelque peu survécu sous des formes parfois mythologisées : l'opéraïsme. L'opéraïsme fut une composante de la *Nuova Sinistra*, mais aucunement sa « conscience » théorique systématisée. Beaucoup d'expériences théoriques et pratiques (*Quaderni Rossi*, *Quaderni Piacentini*, *Lotta Continua*, le mouvement des étudiants) ne peuvent aucunement être assimilées aux mots d'ordre opéraïstes. Contrairement à ce que semblent suggérer certains théoriciens post-opéraïstes, il n'y a eu aucune harmonie préétablie entre les dispositifs théoriques et organisationnels opéraïstes et la longue séquence des mouvements sociaux italiens. D'ailleurs, l'opéraïsme lui-même se soucia toujours fort peu de questions de pureté et de systématisation doctrinaires, très différent en cela de la plupart des marxismes minoritaires.

plusieurs visages, largement inédits et singuliers. Plutôt, et moyennant quelques précautions, il serait possible de reconnaître une tendance caractéristique au « radical-socialisme » dans plusieurs courants de la *Nuova Sinistra*, y compris chez les groupes se réclamant le plus ouvertement du communisme : il s’agissait d’une attitude laïque générale, une attitude de critique envers les formules scolastiques et rituelles, soucieuse de la responsabilité éthique de l’action politique directe et de l’engagement en première personne, fascinée par tout processus de changement politique et social et par toute instance novatrice<sup>9</sup> (ce qui implique bien entendu le risque de l’apologie involontaire ou volontaire du capitalisme, mais aussi la possibilité d’élaborer une critique de celui-ci qui serait à la hauteur de son dynamisme réel...)<sup>10</sup>.

Mais l’Italie des années 1950 et 1960 ne fut pas que le théâtre de débats politiques et de crises idéologiques : elle fut également et surtout un pays en transformation rapide, toujours caractérisé par des rapports sociaux semi-féodaux, par des vastes zones rurales, en même temps que secoué par une grande vague d’industrialisation entraînant des changements radicaux dans la

---

<sup>9</sup> Piergiorgio Bellocchio et Grazia Cherchi, fondateurs des *Quaderni piacentini*, revendiquèrent leurs origines « radicales-marxistes, anticléricales, antistalinien » (cités par D. GIACCHETTI, *op. cit.*, p. 25-26). Les *Quaderni piacentini* furent la plus importante revue de la *Nuova Sinistra* ; consacrée à ses débuts principalement à la culture générale, à la théorie et à la critique littéraire, elle deviendra, en particulier après 1967-1968, un laboratoire pour le renouvellement de la politique et de la théorie marxistes. D’ailleurs, les problèmes fondamentaux des perspectives politiques et théoriques furent souvent débattus, en Italie, par le détournement de l’esthétique et de la critique littéraire (et notamment de l’étude de la littérature allemande) : héritage, bien sûr, de l’hégémonie crocée, de la circulation massive dans l’après-guerre des œuvres de Lukács, Adorno et Benjamin, mais aussi symptôme de la nature essentiellement *esthétique* (implicitelement schillero-goethéenne) des modèles par lesquels la fonction intellectuelle, et même la société émancipée, étaient souvent pensées.

<sup>10</sup> Telle sera l’alternative face à laquelle les protagonistes de cette phase se diviseront pendant les années 1960, les uns se ralliant à la « modernisation » capitaliste des gouvernements de Centre-gauche, les autres travaillant à l’élaboration d’une stratégie anti-capitaliste renouvelée.

composition démographique de la Péninsule, des mutations majeures dans les mœurs et les mentalités, des métamorphoses profondes dans la culture matérielle – ce qui changera rapidement la donne politique par rapport à la période 1945-fin années 1950. Les grandes villes industrielles du Nord de l'Italie devinrent les centres d'une modification profonde dans les habitudes de consommation et dans l'organisation technique et institutionnelle du travail, ce qui impliqua un changement anthropologique au niveau du quotidien. Le « miracle économique » des premières années soixante repréSENTA l'essor de la consommation de masse, le bouleversement de la vie par le flux de nouvelles marchandises, la rationalisation (capitaliste) des rapports sociaux, des styles de vie, des façons de travailler et de se rapporter aux relations de pouvoir innervant l'organisation de la production et de la consommation. La classe ouvrière changea d'identité : des grandes masses d'immigrés provenant du Sud rural furent absorbées par les villes et par les secteurs en expansion de la grande industrie – leurs conditions de vie (comme celles de toute vague de force de travail immigrée) étaient souvent aux limites de la simple survie, en dépit, ou à cause, de leur absorption dans le système de la production industrielle. Les organisations politiques et syndicales de la gauche historique furent très vite excédées par ces nouvelles figures ouvrières, à cause bien sûr de leurs propres limites culturelles et théoriques, mais aussi à cause de la nouveauté représentée par l'essor, rapide et violent, de l'« ouvrier-masse ». Les ouvriers qui formaient la base traditionnelle de la gauche politique et syndicale étaient des ouvriers-de-métier, possesseurs d'une maîtrise encore partiellement artisanale sur le techniques de travail, animés souvent par une défense orgueilleuse de leur profession et de leur savoir (ou savoir-faire). L'ouvrier-masse des générations plus jeunes n'a rien à faire de la qualité du travail et de l'objet produit ; souvent issu d'un milieu rural dont il a été brutalement déraciné, incorporé à un processus de production standardisé, parcellisé et mécanique, il est généralement une figure de l'anonymat urbain, parfois même de la marginalité sociale. Dépourvu de tout *ethos* artisanal à défendre, il ne demande qu'une amélioration de ses conditions de vie, sans affection ni pour le métier ni pour l'œuvre produite : il veut généralement gagner plus en travaillant moins, accéder aux objets de

consommation de masse en réduisant au minimum les ravages de cet enfer qui est le travail à l'usine. L'ancienne classe ouvrière est déconcertée par ces nouvelles figures, dont elle se méfie souvent ; parallèlement, les organisations de la gauche ont du mal à construire un rapport politique avec la nouvelle réalité des masses ouvrières<sup>11</sup>.

La modification des conditions objectives et subjectives de la classe ouvrière détermina un changement dans la façon habituelle de concevoir la société capitaliste, et par conséquent de se positionner politiquement à son égard. L'entreprise fordiste, son organisation scientifique du travail, sa rationalité administrative weberienne cachant l'arbitraire de son impénétrable hiérarchie, commence à assumer les traits d'une « institution totale », d'un « système » total et démoniaque, étendant son emprise à la société toute entière. Ses fonctions s'élargissent, ses organismes fusionnent désormais avec les lieux de la décision politique, ses instances accompagnent et déterminent l'individu dans sa vie privée, dans ses choix de consommateur, dans la gestion de son temps de vie. L'entreprise s'occupe aussi de la culture et de l'éducation des citoyens, elle promeut des initiatives culturelles, des stages et des séminaires pour ses employés ; la publicité joue également un rôle de plus en plus crucial. L'entreprise façonne les esprits, les langages, les goûts, la subjectivité jusque dans ses replis les plus intimes et quotidiens. Bref, elle apparaît comme une instance créatrice de formes de vie totales, sous l'emprise de laquelle il devient toujours plus difficile de sauvegarder une « niche » où se construire une existence libre, autonome et digne (ce qui était encore une possibilité concrète pour les ouvriers de métier). Dès lors, l'idée commence à s'imposer que la seule stratégie politique rationnelle consisterait à opérer un changement radical des rapports sociaux, de l'organisation de l'existence elle-même, en renonçant par là à toute illusion concernant la possibilité d'une vie humaine au sein d'un capitalisme industriel apprivoisé. On assistera donc à l'essor d'un cycle de conflictualité

---

<sup>11</sup> Sur ce passage historique, voir l'intervention de Maria TURCHETTO, « Intervention sur les opéraïsmes : émergences et trajectoires », Séminaire du Groupe de Recherches Matérialistes, 1<sup>ère</sup> année, séance du 26 avril 2008 : [http://www.europophilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM\\_16\\_26-04.pdf](http://www.europophilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_16_26-04.pdf).

ouvrière extrêmement radicale, impossible à encadrer dans l’ordinaire des relations syndicales, et échappant à l’intelligence des organisations de la gauche historique.

Dans cette conjoncture, les premiers groupes organisés de la *Nuova Sinistra* commencent à se former et à développer une stratégie politique inédite, en mesure de se confronter aux données réelles de la société italienne, tout en posant avec la plus grande décision le problème d’une direction ouvrière de la société (ce qui impliquait d’envisager les conditions d’une *révolution dans l’Occident capitaliste* de l’après-guerre) : au début des années 1960, les premiers collectifs liés à la revue *Quaderni Rossi* seront constitués. Animés par des jeunes intellectuels et militants, ils travaillent dans les usines – en autonomie vis-à-vis des partis et des syndicats, qui ne leur ménageront pas leur hostilité – afin de produire une connaissance des rapports capitalistes dominants à l’époque, en même temps que de travailler avec les ouvriers eux-mêmes à l’hypothèse d’un contrôle politique ouvrier sur la production et l’ensemble de l’économie, tant du point de vue des décisions politiques que de l’organisation technique et scientifique<sup>12</sup>. Sergio Bologna, l’un des témoins les plus lucides de cette époque, a résumé efficacement la pratique de la *conricerca* (« recherche-en-commun ») inventée par les *Quaderni Rossi* et le premier opéraïsme : « Le concept de *conricerca* (...) impliquait l’intervention de l’acteur politique-culturel au niveau de l’usine ou du quartier, non afin d’en tirer des renseignements grâce auxquels écrire un essai ou une thèse de sociologie, mais de collaborer avec les ouvriers ou les locataires d’un immeuble pour construire une pratique de négociation, de mutualité, de libération »<sup>13</sup>.

---

<sup>12</sup> Impulsés par Raniero Panzieri et les *Quaderni Rossi* dont le noyau était situé à Turin, ces collectifs connurent une scission majeure, lorsque le groupe qui se réunira autour de la revue *classe operaia* donnera lieu au courant « opéraïste » proprement dit, dont les figures principales seront Mario Tronti, Romano Alquati, Alberto Asor Rosa et Antonio Negri.

<sup>13</sup> S. BOLOGNA, « Industria e cultura », dans M. DE FILIPPIS (éd.), *Uomini usciti di pianto in ragione. Scritti in onore di Franco Fortini*, Manifestolibri, Rome, 1996, p. 24.

Cette mouvance – qui opérera dans les principales villes industrielles d'Italie – restera active et agissante jusqu'aux deux années décisives 1968-1969. L'automne 1969, resté dans l'histoire nationale sous le nom d'« automne chaud », assista au déclenchement massif de luttes ouvrières et de grèves dans lesquelles se déchargea de façon explosive toute la conflictualité – parfois patente parfois rampante – accumulée au cours des années soixante. L'automne chaud déboucha sur plusieurs améliorations dans les conditions des ouvriers – augmentations salariales égales pour tous, semaine de 40 heures, droit d'assemblée à l'usine, élection des délégués ouvriers, etc. Mais ces victoires débordèrent de loin le cadre strictement syndical et assumèrent une valeur explicitement politique. Nous citerons ici l'analyse de D. Giachetti :

« Derrière ces points (...) étaient reconnaissables des nouveautés en excès sur les simples revendications et qui investissaient les assises structurelles des rapports entre capital et travail (...). La demande d'augmentations salariales égales pour tout le monde, l'abolition des catégories professionnelles qui s'en suivait, étaient autant de caractères typiques de ce mouvement s'affirmant contre (...) l'ancienne pratique syndicale. Il s'agissait de la réponse que les ouvriers des chaînes opposaient à la déprofessionnalisation du travail introduite par le système tayloriste dans les usines italiennes (...). La division par catégories professionnelles et salariales était un héritage du passé qui, dans les années 1960, n'avait pour but que de diviser et de morceler les luttes des travailleurs »<sup>14</sup>.

La donne politique changea radicalement sous l'impulsion de ces luttes ouvrières :

« A la veille des luttes de 1969, les syndicats rassemblaient une partie très limitée de la classe ouvrière ; les organismes syndicaux dans les usines (...) n'avaient que des fonctions bureaucratiques, formelles. Les Comités internes, dont les élections périodiques n'avaient souvent d'autre but que de mesurer les rapports de forces entre les différentes organisations syndicales, n'étaient que des organismes "parlementaires", de plus en plus déconnectés de la base. En effet, bien qu'ils fussent élus par les ouvriers, ils n'étaient que des instruments des directions syndicales. Le PCI était le seul parti à

---

<sup>14</sup>

D. GIACHETTI, *op. cit.*, p. 65.

garder une présence militante dans les principales usines italiennes, mais ses cellules avaient perdu leur vitalité, ne faisant que diffuser mécaniquement la propagande du Parti sans intervenir dans les luttes, dont la gestion était entièrement confiée aux syndicats. Le changement rapide dans la composition de classe du prolétariat industriel avait amassé des milliers de jeunes travailleurs dans les usines, en substitution des précédentes générations d'ouvriers, chez lesquelles l'hégémonie du PCI et de la CGIL était plus forte. Ce phénomène avait sapé les fondements de l'hégémonie sur la classe ouvrière exercée par le PCI, ne se soutenant désormais que sur les cadres et les militants entrés au Parti entre 1943 et 1953. Les raisons de ce changement étaient liées aux exigences de la production ; il accompagnait les transformations technologiques tendant à effacer les tâches professionnellement qualifiées en élargissant par contre le rôle des tâches d'exécution, répétitives, le travail à la pièce ou à la chaîne. Dans ce vide politique, des tentatives furent mises en place de reconstruire des organisations autonomes de travailleurs pour diriger les luttes. Ces organismes furent les véritables protagonistes des luttes de cette période. Les syndicats et les partis eurent bientôt des difficultés à maintenir un contrôle sur ces luttes, les revendications étant souvent incompatibles, non seulement avec les lois de l'entreprise capitaliste, mais également avec la ligne des syndicats et avec les projets réformistes du PCI et du PSI et des gouvernements de centre-gauche – la prétendue nouvelle vague modernisatrice des années soixante. Ces luttes, les finalités et les idées qui se développèrent en leur sein, anticipaient des problématiques qu'on retrouvera au cours de toute la décennie 1970. L'équilibre social était brisé, une époque de crise systémique était en train de s'ouvrir. À travers la brèche ouverte par ces luttes et par le mouvement des étudiants, d'autres mouvements firent leur irruption sur la scène politique et sociale, déterminant une situation de mobilisation de masse, d'activisme, qui dura des années et qui n'a pas de comparaison dans l'histoire italienne récente »<sup>15</sup>.

L'histoire de la *Nuova Sinistra* est loin de s'arrêter là, au niveau (déjà considérable) de la participation aux luttes ouvrières. Le mouvement des étudiants éclatant entre 1967 et 1968 en constitua un autre volet. Les luttes étudiantes commencèrent au début de l'année académique 1966-67, dans un contexte qui voyait une croissance inédite (supérieure à 100%) de la population étudiante,

---

<sup>15</sup>

*Ibid.*, p. 68-69.

essentiellement à cause de l'accès des classes moyennes, petite-bourgeoises et prolétariennes à tous les niveaux de la scolarisation. Cette nouvelle population étudiante se trouva confrontée à une université qui, d'un côté, conservait des structures de pouvoir et d'organisation des savoirs largement inadaptées aux nouveaux rapports sociaux, et qui, de l'autre, était en train de devenir de plus en plus subordonnée aux exigences de la production capitaliste – d'où la possibilité et la nécessité à la fois, pour les étudiants, de se positionner vis-à-vis de problématiques tout à fait en excès par rapport à des simples exigences de démocratisation du système de l'éducation. Bientôt, les protagonistes du mouvement commencèrent à se poser les problèmes du rôle de l'école et de l'université dans la société capitaliste, du statut des *laureati*<sup>16</sup> dans les rapports de production, de la figure sociale de l'étudiant, du point de vue tant de sa place structurelle au sein de la société que des formes de sa conscience possible et des choix politiques virtuels qu'elle recelait.

Dans les analyses des groupes et des collectifs d'étudiants, on reconnaît aisément l'influence des thèmes mis en circulation par *Quaderni Rossi* et *Quaderni Piacentini*, par les œuvres de l'Ecole de Francfort, par les théories opéraïstes, concernant la dynamique « totalitaire » du capitalisme fordiste, la soumission à celui-ci de toute forme d'existence. On reviendra par la suite sur ces analyses du capitalisme de l'époque ; ici, il suffira de remarquer que les avant-gardes étudiantes interpréterent leur statut dans les termes établis par ces théories déjà existantes : l'étudiant était considéré comme de la force-travail en cours de qualification, non seulement destinée à occuper une place dans les rapports capitalistes, mais, déjà au cours de sa vie universitaire, soumise à la division du travail qui la renferme dans l'exécution de tâches sérialisées et coupées de toute vue d'ensemble. En s'inspirant du thème « francfortois » du déclin de l'intellectuel traditionnel – figure des priviléges de classe de la bourgeoisie en même temps que lieu d'élaboration critique de la contradiction immanente à l'universalisme bourgeois – en faveur du technicien, du spécialiste, du praticien de la

---

<sup>16</sup>

C'est-à-dire, en gros, les titulaires de diplômes de maîtrise, à l'époque (avant l'introduction du Doctorat) le titre d'études le plus important pour l'avenir professionnel.

manipulation, plusieurs groupes soutinrent que l'université n'avait plus pour tâche que de produire des hommes aliénés, incorporés au processus de production, exactement au même titre, bien que dans une autre position, que les ouvriers des grandes usines. L'université participait donc de l'« administration intégrale » produite par le capitalisme, et de la réduction à la valeur marchande des sciences et des savoirs pour lesquels la société bourgeoise classique avait ménagé une place indépendante et autonome : l'organisation capitaliste du savoir et de la culture avait commencé à apparaître, aux yeux des étudiants, comme n'étant guère plus réformable ou tolérable que ne le paraissait le travail industriel aux yeux des jeunes ouvriers<sup>17</sup>.

Un processus de politisation s'amorça, à la recherche d'une alternative radicale aux formes sociales existantes :

« Les luttes (...) partaient de revendications immédiates, par exemple de l'opposition à l'augmentation des impôts (...), aux critères de sélection, aux carences des structures matérielles [mais elle étaient également] des réactions face aux réponses autoritaires de l'institution scolaire ou à la répression policière. Le mouvement étudiant avait réussi à se consolider en rassemblant des larges masses dans les travaux des comités, des "cours alternatifs" [*controcorsi*], des groupes d'étude. Au printemps 1968 et avec le Mai français, le sommet de la protestation étudiante fut atteint. À la rentrée, un débat se développa entre les avant-gardes du mouvement afin d'établir les lignes d'une stratégie révolutionnaire supportée par des formes organisationnelles et des initiatives de lutte qui auraient dû être animées par d'autres couches sociales exploitées et opprimées. Le mouvement des étudiants souhaitait sortir de l'Université par des manifestations de masse et en donnant vie au "travail ouvrier" : chez plusieurs universités, des Comités sur les questions ouvrières et sur les usines se constituèrent, ayant pour but d'articuler et de coordonner l'intervention étudiante auprès des usines »<sup>18</sup>.

---

<sup>17</sup> Dans ces élaborations, un rôle majeur sera joué par les positions de Hans-Jurgen Krahl, théoricien précocement disparu du mouvement étudiant allemand et héritier de la théorie critique de l'Ecole de Francfort ; il devint très vite une référence tant de la mouvance opéraïste que des *Quaderni Piacentini*.

<sup>18</sup> D. GIACCHETTI, *op. cit.*, p. 42-43. Cf. p. 41-61 pour l'analyse du mouvement étudiant et la bibliographie.

Tout comme les groupes de *conricerca* avaient expérimenté des pratiques d'intervention politique directe – irréductibles à la médiation des structures des partis et des syndicats, de la politique parlementaire et de celle des secrétariats et des directions – le mouvement étudiant déclencha des expérimentations visant le renouvellement de stratégies politiques qui avaient épuisé leur potentiel. Bientôt, pour nombre de groupes et de collectifs, il s'agira de faire du mouvement des étudiants le ressort d'une reconstruction d'un parti politique de la classe ouvrière, préconisant une action révolutionnaire dirigée contre les rapports de production capitalistes, mais adaptée aux conditions des sociétés avancées. Le premier élan des luttes étudiantes devait être relayé quant à sa critique de la médiation institutionnelle comme cadre indépassable de la politique et de la représentation nécessaire par le Parti ou le Syndicat – donc, en ce qui concernait la prise en charge directe de l'agir politique, par des organismes de masse ancrés aux situations concrètes. Cet élan aurait dû s'émanciper de la tendance à la spontanéité, du refus préjudiciel de toute forme d'organisation, de la surestimation du poids des rébellions épisodiques. La rapidité avec laquelle le mouvement français semblait s'être embrasé puis éteint vint supporter la conviction que la seule façon de garantir une durée politique au mouvement aurait été son inscription dans une dimension stratégique et organisationnelle, mais à condition de repenser – au-delà et contre la sclérose de cette même dimension chez la Gauche historique – la signification théorique et pratique de ces mots.

La problématique organisationnelle<sup>19</sup>, indissociable du rapport avec les luttes ouvrières, aboutira, après l'automne 1969, à la

---

<sup>19</sup> Par « problématique organisationnelle » il faut entendre ici une problématique générale concernant la mise en place des formes « institutionnelles » à l'intérieur desquelles les points politiques décisifs surgis des luttes elles-mêmes peuvent être traités de la façon la plus adéquate. L'« organisation » n'est pas à considérer comme un outil extérieur par rapport à une ligne ou à un ensemble d'orientations politiques, mais plutôt comme l'incorporation à un processus stable et à une durée effective d'une telle ligne et des orientations qu'elle enveloppe. Bref, les décisions à l'égard du problème de l'organisation touchent

fondation de plusieurs organisations dont les activités couvraient tout le territoire national – non plus des groupes, mais pas davantage des partis au sens traditionnel du terme : la *Nuova Sinistra* entrait dans la deuxième phase de son histoire.

Entre l’automne 1968 et celui de 1969, les principales formations de la gauche extraparlementaire furent constituées (souvent précédées par la parution de revues, journaux et publications diverses qui restèrent parfois les seules formes d’existence institutionnelle des organisations correspondantes) : *Avanguardia Operaia*, *La Classe, il manifesto*, le Mouvement Etudiant de l’Università Statale de Milan, l’archipel marxiste-léniniste, et les deux formations politiques qui s’avéreront les plus marquantes de toute la période – *Potere Operaio* (dissout officiellement en 1973) et *Lotta Continua* (qui connaîtra une longue crise depuis le début des années 1970 jusqu’à sa dissolution à la fin de la décennie)<sup>20</sup>.

---

immédiatement à la capacité (ou à l’incapacité) de conférer une existence durable à une articulation déterminée de valeurs politiques, l’organisation n’étant que la forme d’existence d’une telle articulation. Donc, toute proposition au niveau organisationnel est à interpréter comme une réponse à des questions du genre : « Quelles pratiques collectives faut-il mettre en place afin que certains points politiques décisifs – qui sont aujourd’hui posés et traités en conjoncture et dans des sites politiques locaux – puissent être traités à un niveau plus général, développés, inscrits dans une durée, etc. ? ». Une structure organisationnelle est donc l’« outil » par lequel une déclaration politique, un principe, une invention, voire une trouvaille, se voient saisis, *rattrapés*, au niveau propre impliqué par leur nouveauté, et par-là même confirmés, variés, transformés, généralisés, etc.

<sup>20</sup> Pour une analyse historique et sociologique de tous ces groupes, cf. D. GIACCHETTI, *op. cit.*, p. 71-77. Les deux derniers groupes mentionnés représentent des exemples-types des organisations de la gauche extraparlementaire italienne : nés d’une rencontre politique entre luttes étudiantes et luttes ouvrières, plus ou moins directement liés aux mots d’ordre et aux analyses opéraïstes (pour *Potere Operaio* il s’agit d’une filiation directe), extrêmement libres vis-à-vis des identifications traditionnelles aux hérésies marxistes classiques, ils échouèrent à éviter le clivage entre des pratiques politiques novatrices qui cadreraient mal avec les formes organisationnelles existantes, et des solutions au problème de

L'impossibilité de rabattre ces formes politiques sur le modèle traditionnel du parti constitue le caractère le plus important de ces organisations. Historiquement, il faut dire que ces inventions politiques auront une vie assez brève : elles entreront dans une crise irréversible au début des années 1970, et leur progressive dissolution – plus ou moins longue selon les cas – fera place à l'Autonomie, une mouvance politique encore moins liée aux formes traditionnelles, voire parfois entièrement étrangère aux pratiques et aux discours du mouvement communiste et du marxisme. Mais la crise de ces groupes s'articula aussi à l'essor de la lutte armée, qui reste malheureusement jusqu'à aujourd'hui la seule trace dans le souvenir collectif de cette époque d'intense créativité politique et intellectuelle que représentèrent les années soixante-dix<sup>21</sup>.

Les raisons et les formes de ladite crise sont multiples, et il serait très imprudent de les renfermer dans un schéma univoque comme celui faisant de l'échec des groupes de la *Nuova Sinistra* un produit de l'apparition de nouvelles figures du travail collectif qui auraient rendu obsolètes les pratiques fondées sur l'ouvrier-masse. Cette thèse s'appuie principalement sur la donnée incontestable d'un changement social profond qui s'est produit au cours des années 1970. Mais ce changement produira des effets politiques dans un contexte déjà traversé par la crise des groupes.

D. Giachetti fait remarquer que

« la gauche historique (...) et notamment le PCI réussirent à tirer avantage, en termes de consensus électoral, d'un cycle de mouvements auxquels il n'avait guère contribué (...). La montée en puissance électorale était un effet du mouvement de masse dont le rôle de protagoniste au sein de la société italienne n'avait cessé de grandir et de se radicaliser à partir des

---

l'organisation qui reproduisaient implacablement les dispositifs tiers-internationalistes.

<sup>21</sup> D'où la sombre dénomination « années de plomb », qui est entièrement négative et ne saisit que le côté *désastreux* ou *obscur* de l'époque. Il faut remarquer que l'autre dénomination de « Mai rampant » est autant fourvoyante que la première : la conflictualité politique et sociale était loin d'être « rampante », étant plutôt virulente et ouverte tout au long des deux décennies considérées. Je proposerai d'identifier cette époque de l'histoire italienne tout simplement comme « séquence rouge ».

années 1968-1969. Ce mouvement (...) n'avait jamais subi de défaites pour l'essentiel (...) en devenant un point de repère pour de nombreuses couches sociales appartenant à la bourgeoisie petite et moyenne ou au monde catholique, qui avaient engagé un processus de radicalisation antagoniste vis-à-vis d'un système politique et social fermé. La société italienne était traversée par des mouvements sociaux (syndicats conseillistes, comités spontanés des quartiers, syndicats des locataires, collectifs féministes et étudiants, mouvement des chômeurs organisés, mouvements pour les droits civils, pour la démocratisation des forces armées, de la psychiatrie, de la magistrature, de la médecine), porteurs d'exigences de transformation, largement conscients du fait que la réalisation de ces exigences demandait une transformation profonde de la structure sociale capitaliste et du pouvoir politique »<sup>22</sup>.

En dépit de la radicalisation de ces mouvements, la formation politique qui apparaissait la plus en mesure d'articuler et de garantir le processus de réalisation de leurs buts était le PCI (surtout lorsque la crise économique amorcée au début des années 1970 renforça la demande de stabilisation institutionnelle des acquis sociaux de la période précédente) :

« Parmi les forces de gauche le PCI était en apparence l'interlocuteur le plus plausible, à cause tant de sa tradition de continuité historique que de son organisation capillaire, profondément enracinée parmi les couches populaires (...). Face au PCI, les jeunes organisations de la *Nuova Sinistra* ne pouvaient représenter une alternative organisationnelle réelle »<sup>23</sup>.

Le PCI jouissait donc des avantages de la forme-parti, à la fois militarisée (selon la logique d'ascendance tiers-internationaliste) et parlementarisée, qui lui permettait tant un enracinement populaire de masse qu'un ancrage institutionnel avec des perspectives d'accès au gouvernement de l'État ; il répétait donc le trajet de la social-démocratie allemande au début du XXe siècle, et cette répétition sera poussée jusqu'à l'identification complète à la logique de l'État et de l'économie capitaliste, et par là à la collaboration active avec la

---

<sup>22</sup> D. GIACHETTI, *op. cit.*, p. 144-145.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 145.

répression sanglante qui sera déchaînée contre la gauche révolutionnaire ou radicale.

Mais la question se pose de savoir pour quelles raisons les groupes de la *Nuova Sinistra* ne réussirent pas à se donner une structure organisationnelle et une perspective stratégique en mesure de constituer le référentiel politique des innombrables mouvements de l'époque. On avancera l'hypothèse que la crise des groupes (éclatée bien avant la captation des forces antagonistes de masse par le PC, et dont celle-ci sera plutôt un symptôme et une conséquence) était due à des raisons endogènes. En 1974 – en pleine montée en puissance du PCI tant parmi les masses qu'au niveau étatique et électoral, et en pleine crise économique qui venait inverser la tendance expansive du capitalisme italien et mondial – A. Negri, ancien dirigeant de *Potere Operaio* et théoricien de l'Autonomie Ouvrière, esquissait un bilan lucide et correct pour l'essentiel :

« Les groupes sont impliqués dans un mécanisme très lourd de dissolution, dont les seules issues semblent être la récupération d'une dimension institutionnelle-étatique, ou bien, à l'inverse, la détermination terroriste. De petits partis prennent naissance, et un sous-monde mobile, instable et dangereux se constitue. Le mot d'ordre de la constitution du parti et de l'organisation pour l'insurrection se décompose en une myriade de solutions minoritaires incapables de reproduction politique de masse. Néanmoins, tous ces camarades, ces acteurs politiques, ont fait l'expérience d'une phase réelle d'action politique révolutionnaire (...). Des milliers de camarades savent désormais ce que veut dire produire de l'agitation révolutionnaire et gérer des espaces de pouvoir ouvrier. Mais, même là où la classe ouvrière et certaines couches prolétariennes ont continué à agir sur ce terrain-là, le personnel politique des groupes a fini par éclater en morceaux (...). Il serait trop commode de répondre que la contre-attaque des réformistes et l'indiscutable vitalité des syndicats auraient réduit les marges d'expression et de lutte des groupes (...) et que, lorsqu'on enregistrait un progrès du processus politique, la répression a durement frappé des amples strates de cadres militants. Ni l'usage capitaliste de la crise, ni la dissymétrie

organisationnelle entre les moyens et les fins, ne suffisent pour donner raison de la phase actuelle de dissolution »<sup>24</sup>.

Pour Negri, la crise des groupes relève de, ou se manifeste par, la dissolution du rapport entre avant-garde et masses :

« [Dès le début des années soixante, et jusqu'en 1969], on assiste à la maturation d'un long processus d'insubordination ouvrière contre le plan capitaliste, contre le "socialisme du capital", contre le gouvernement capitaliste du développement. Le rapport entre les mouvements de la Classe et la position des avant-gardes politiques est total et spontané (...). L'avant-garde est complètement interchangeable avec le mouvement global, les temps et les formes de la circulation des luttes sont immédiatement des articulations du projet insurrectionnel (...). Avec la contre-attaque des patrons (...) et l'ouverture de la lutte autour des contrats, un processus contradictoire est ouvert (...). *La nécessité d'intégrer au mouvement spontané des masses la conscience des articulations tactiques et stratégiques du processus insurrectionnel* est mise au centre. À cette condition uniquement le mouvement sera en mesure de se dégager de l'étau où il est pris, d'un côté par les premiers coups de la contre-offensive patronale, de l'autre par les manœuvres d'encerclément et isolement menées par les syndicats. Ces problèmes sont mis à l'ordre du jour par le mouvement, et se développe la conscience du fait que le maintien et l'élargissement des espaces de pouvoir acquis ne peuvent avoir lieu qu'à la seule condition de re-articuler sur le plan organisationnel ce que le mouvement, en s'appuyant sur sa force et sur le facteur de surprise, avait fait coïncider dans l'enthousiasme. Mais la position du problème n'est pas sa solution. Au contraire, c'est justement sur ce plan qu'une *crise* profonde et douloureuse va s'ouvrir »<sup>25</sup>.

Selon Negri, à l'époque théoricien, justement, de l'Autonomie Ouvrière, la crise remonte à

« la constitution sectaire des groupes, à l'usurpation bureaucratique de la direction [du mouvement] contre les instances organisées de l'autonomie

---

<sup>24</sup> A. NEGRI, *Un passo avanti e due indietro : la fine dei gruppi*, dans N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 437-438 (extrait de Aa.Vv., *Crisi e organizzazione operaia*, Feltrinelli, Milan, 1974).

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 439-440.

ouvrière. *La tâche véritable – c'est-à-dire la re-articulation interne de la force ouvrière unifiée – se change en tâche extérieure de guide, de direction abstraite.* Le tiers-internationalisme le plus sombre triomphe (...), les groupes consolident une capacité d'initiative abstraite, incapable de toucher aux niveaux propres de l'action des masses, et qui devient une offensive impuissante qui se voudrait pourtant directement portée contre l'État »<sup>26</sup>.

Negri critique la « fuite en avant » insurrectionnelle de l'offensive militaire contre l'État et de l'alliance volontariste entre les groupes et les couches sociales marginales du Sud de l'Italie, qui avait profondément clivé *Potere Operaio* jusqu'à en déterminer la dissolution :

« La "descente au Sud" – loin de marquer une nouvelle articulation organisationnelle entre les luttes ouvrières dans les métropoles et les luttes ouvrières dans les aires du sous-développement, et donc un projet de passage entre action des avant-gardes et comportement des masses – reprend, d'un côté, l'idéologie spontanéiste de 1968, de l'autre – erreur encore plus grande ! – charge ladite idéologie d'une surestimation disproportionnée de la violence des sous-prolétaires contre l'État (ce qui est en effet une simple projection du subjectivisme et de la centralisation verticale des groupes). Le processus organisationnel qui demande que la continuité des passages organisationnels soit articulée à la discontinuité du mouvement des masses est radicalement brisé (...). Lorsque, en 1972, les groupes vivent l'illusion temporaire d'avoir remporté la victoire militaire (...) ils ont en réalité subi la plus dure des défaites à cause de leur existence séparée. Ils seront lourdement vaincus, la répression les trouvera isolés (...). Le détachement d'avec la Classe est totale : les groupes seront complètement absents de la lutte pour les contrats en 1972 »<sup>27</sup>.

Il serait trop facile de remarquer que les limites stratégiques des tendances exprimées par les groupes se retrouveront également au sein de l'Autonomie Ouvrière à la fin de la décennie 1970. Ce qui nous intéresse, dans le bilan critique esquisisé par A. Negri, est la conscience – à vrai dire sub- ou infra-théorique – de l'efficacité (négative) *d'effets d'appareil* spécifiques qui, dans la longue durée

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 440-441.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 441.

de l'héritage tiers-internationaliste, produisent des impasses politiques au niveau de l'organisation adéquate à la forme spécifique des luttes. Les groupes sont restés captifs d'un lien à la structure de la solution organisationnelle que le léninisme avait fourni au mouvement communiste lors du « sursis » entre l'échec de la Commune et la victoire d'Octobre 1917 : l'incapacité à inventer une forme alternative pour les pratiques politiques révolutionnaires – tout en ressentant la nécessité impérieuse de dépasser le modèle « classique », et même en amorçant une déconstruction de celui-ci – laissa la *Nuova Sinistra* désarmée face, non seulement à une conjoncture où les formes capitalistes de pouvoir et d'exploitation ne rendaient guère plausible l'efficacité du paradigme bolchevik, mais surtout à un contexte où des formes politiques émancipatrices avaient fait irruption, demandant des stratégies de consolidation et de généralisation, mais que les paradigmes tiers-internationalistes – les plus immédiatement disponibles en tant que paradigmes historiquement victorieux<sup>28</sup> – n'étaient plus en mesure de traiter convenablement.

---

<sup>28</sup> On rappellera ce jugement lucide de Robert Linhart à propos de la forme du pouvoir soviétique mis en place lors de la guerre civile : « Pour la première fois dans l'Histoire après l'écrasement de la Commune de Paris, une réponse concrète est apportée à la question posée depuis Marx : quelle peut être la forme concrète de la prise du pouvoir par le prolétariat ? Dans les conditions exceptionnellement difficiles de la première percée durable, Lénine apporte *pratiquement* une réponse radicale : *la transformation physique du prolétariat révolutionnaire en appareils du pouvoir d'État* – armée, administration, police, propagande. L'épopée de la guerre civile n'est autre que l'histoire même de cette fantastique transfusion » (R. LINHART, *Lénine, les paysans*, Taylor, Seuil, Paris, 1976, p. 154-155). On soulignera que Louis Althusser, lorsqu'il remontera de la crise finale du mouvement communiste jusqu'à la constitution de la forme-Parti comme analogue de la forme-État (cf. A. CAVAZZINI, *Crise du marxisme et critique de l'État. Le dernier combat d'Althusser*, Reims, Le Clou dans le Fer, 2009), et Alain Badiou, annonçant l'épuisement, dans l'échec de la Révolution culturelle, de la phase de suture étatique de l'hypothèse communiste, ne diront autre chose que Linhart. Il faut dire que la *Nuova Sinistra*, bien que *pratiquement* beaucoup plus engagée que n'importe quelle autre mouvance européenne dans la recherche d'une phase post-léniniste de la politique communiste, n'atteindra jamais ces niveaux de

Ces paradigmes seront bien entendus ébranlés au cours de la séquence rouge italienne, mais ils n'auront de cesse – telle est la dynamique implicite que les lignes de Negri semblent entrevoir – de refaire surface comme symptômes d'un refoulé historique et politique. C'est pourquoi le primat de l'appareil fera à nouveau surface à l'intérieur même de la pratique des groupes, et cela à chaque tournant décisif de leur histoire :

« C'est sur ce point que les deux voies de l'idéologie – la voie néo-réformiste qui affirme la nécessité de rouvrir le rapport aux masses, mais sans le placer ailleurs que dans la collaboration avec les syndicats, et la voie terroriste qui mise sur le caractère exemplaire d'actions offensives comme moment de rassemblement du mouvement de masse – nous font accomplir deux pas en arrière (...). Dans l'un cas comme dans l'autre, la nécessité de substituer à la continuité du projet ouvrier la cohérence d'une ligne "de sommet", "verticaliste", et une initiative toujours bureaucratique – eh bien, tout cela amène à exalter les fonctions groupales, la cohésion et l'homogénéité idéologique de la direction, de sa verticalité, etc. »<sup>29</sup>.

La crise des groupes ne relèverait donc pas d'une inadéquation unilatérale entre le « social » et le « politique », mais d'une inadéquation *du politique par rapport à soi*, d'un clivage interne entraînant, non pas l'incapacité du « politique » en tant que tel à rattraper le « social » et son « effervescence », mais les difficultés des groupes à régler pratiquement les rapports entre l'essor de nombreuses formes politiques novatrices et « expérimentales » et les solutions organisationnelles déposées dans la « mémoire » théorique et pratique du mouvement communiste – les seules à être historiquement disponibles en effet pour toute tentative de garantir un minimum de stabilisation et d'articulation aux expérimentations qui surgissaient partout. Ce dilemme – qui s'avéra être proprement tragique – relèverait donc d'une certaine « structure destinale » de la

---

lucidité *théorique* (que ces auteurs français doivent vraisemblablement à l'importance du maoïsme en France).

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 441-442.

politique d'émancipation entre le XIXe et le XXe siècles, dont la séquence italienne constituerait l'une des figures de dépérissement.

Dans l'analyse de Negri, deux solutions représentent les deux possibles lignes de fuite des groupes face aux impasses stratégiques : le réformisme et le terrorisme, l'État bourgeois et son simulacre clandestin. Il s'agit de deux voies symétriques et spéculaires, liées par l'exclusivité commune du référentiel étatique quant à l'agir politique, et dont les véritables bénéficiaires seront, d'un côté, les partis de la gauche historique, en premier lieu le PCI, de l'autre les Brigades Rouges et les autres formations armées. Le double étau constitué par ces deux pôles écrasera les formations de la *Nuova Sinistra*, dont ils se diviseront les dépouilles lors de la conclusion sanglante et tragique de la « séquence rouge » italienne. Pour comprendre cette dernière phase, il faut esquisser d'abord la généalogie et les caractères fondamentaux tant de la politique du PCI que des organisations de la lutte armée.

Le PCI tira de ses succès électoraux la conséquence que les temps étaient mûrs pour une intégration institutionnelle définitive et explicite, en se proposant directement vis-à-vis des classes dominantes comme la seule force politique en mesure de faire face à la crise et de re-établir la paix sociale, en intégrant les exigences des mouvements dans le cadre d'une modernisation démocratique de la société italienne et d'un pacte social renouvelé entre bourgeoisie « éclairée » et moderne et classes laborieuses. Afin d'accomplir ce programme, le PCI demandait désormais au parti dominant de l'échiquier politique italien, la Démocratie chrétienne, de lever l'interdit concernant la participation communiste au gouvernement. Cette ligne était un débouché assez naturel de la stratégie togliattienne dite de la « voie italienne au socialisme ». Avant même la fin de la guerre, le groupe dirigeant communiste avait explicitement accepté les institutions démocratiques d'une Italie républicaine à venir comme le cadre indépassable de son action politique. En renonçant à toute hypothèse de prise du pouvoir, de révolution communiste, et *a fortiori* de dictature du prolétariat, le Parti choisissait en un sens d'opérer pour accomplir la démocratie bourgeoise que les classes dominantes italiennes, vues comme

largement féodales, parasites et arriérées, étaient censées être incapables de mener jusqu'au bout. La démocratisation et la modernisation de l'Italie auraient dû devenir les tâches stratégiques des « classes productrices » (ouvriers, couches moyennes « laborieuses », bourgeoisie « moderne »), guidées et rassemblées par un Parti communiste représentant toute force sociale démocratique, toute tradition et courant progressiste, de la Péninsule : loin de se constituer en « contre-société », ce qui sera la stratégie du PCF, le PCI se présenta comme une sorte d'hyper-société, synthèse de toute tendance au progrès et à la démocratie dans un pays présenté comme une société bourgeoise perpétuellement en retard. Le rôle du Parti aurait dû être celui de représenter les classes populaires et progressives au sein des institutions républicaines – un rôle de médiation entre l'État et les masses – moyennant la construction d'un appareil institutionnel d'encadrement de ces dernières qui revenait à *répéter* celui de la social-démocratie d'avant la première Guerre mondiale.

Les conséquences de cette stratégie sont loin d'être négligeables pour ce qui concerne l'appréciation *post-mortem* de ce Parti qui est souvent considéré comme un modèle de communisme « démocratique » et éclairé, dont la mémoire plus ou moins déformée légitime toujours l'idée qu'une politique d'émancipation consisterait à se charger du « bien commun », et que l'universalité d'une telle politique coïnciderait avec la transaction entre le plus grand nombre d'intérêts sociaux « progressifs ». D'abord, l'identification de la politique du PCI à la loyauté constitutionnelle (le mythe de la « Constitution née de la Résistance antifasciste » !) et aux institutions républicaines impliquèrent d'ériger la politique parlementaire en cadre unique et exclusif de la politique en tant que telle (ce qui revenait à réaffirmer, par un détour « démocratique », le primat de l'appareil séparé du Parti). Deuxièmement, la stratégie visant l'accomplissement de la démocratie dans une Italie éternellement besogneuse d'une thérapie de modernisation entraînait la renonciation à toute réflexion réelle sur le statut et la signification d'un socialisme ou communisme possibles dans le contexte italien (ce qui à son tour impliquait le silence à peu près total sur le statut et la valeur du marxisme comme théorie, mais aussi sur une politique et

une culture socialistes qui prétendraient aller au-delà d'un catalogue bricolé des « tendances démocratiques » nationales). Les contenus autonomes d'une politique communiste restaient indéterminés, renvoyés à une phase, nébuleusement évoquée, dans laquelle les tâches démocrates-bourgeoises auraient été accomplies par la modernisation achevée de l'Italie<sup>30</sup>. Dans ce vide de détermination, d'ailleurs, les contenus spécifiquement communistes pouvaient continuer à être ceux de l'URSS, regardée comme un horizon d'attente mythique dont la lutte pour la démocratie aurait permis de s'approcher de plus en plus. Tout cela re-proposait en entier les plus banales des conceptions seconde-internationalistes quant aux stades nécessaires d'un progrès inéluctable (pas de socialisme avant d'avoir accompli la démocratie, le socialisme n'étant que le fruit le plus mûr de cette dernière), et permettait de sauvegarder la fidélité au modèle soviétique tout en s'engageant dans l'étatisation au sein des institutions italiennes. L'expression de « duplicité togliattienne », souvent invoquée par les adversaires anti-communistes du PCI, indiquait une attitude consistant à afficher une fidélité mensongère à l'État italien de la part d'une organisation toujours intentionnée à prendre le pouvoir par la voie révolutionnaire. Mais, de ce point de vue, le PCI n'était affecté par aucune duplicité : l'acceptation du cadre parlementaire de l'État italien était stratégique et irréversible. D'ailleurs, elle était parfaitement cohérente avec les politiques de « front populaire uni » que l'URSS demandait aux PC des pays occidentaux (et donc elle était parfaitement stalinienne...) :

---

<sup>30</sup>

Franco Fortini avait remarqué que, si le PCF avait choisi de se proposer comme un « État *in nuce* », comme préfiguration d'une société alternative (fortement modelée, bien entendu, sur l'exemple soviétique-stalinien, et donc assez peu ragoûtant...), le PCI avait opté au contraire en faveur d'une identification totale à l'État républicain issu de la Résistance – dont le parti fit semblant de ne pas voir ce qu'il était devenu sous le régime démocrate-chrétien – et à la société italienne. Or, cette option permettait aux communistes italiens, en effet, de mener une politique dont les contenus discernables étaient réduits au minimum, coïncidant en dernière instance avec la simple présence du Parti à l'intérieur du cadre établi par la constitution formelle et matérielle – un cadre qu'on renonçait d'ailleurs à questionner et à modifier, même d'un point de vue réformiste – et avec les négociations autour des positions de pouvoir et d'influence à l'intérieur de ce cadre.

« Suivant le marxisme soviétique, (...) la domination [du capitalisme des monopoles à hégémonie américaine] a ramené la dynamique révolutionnaire à une phase antérieure à la "révolution démocratique bourgeoise". La domination du capitalisme des monopoles sape les souverainetés nationales, les libertés démocratiques, les idéologies libérales (...). Dans ces conditions, la tâche du prolétariat et des partis communistes dans les pays opprimés devient de relever le "drapeau des libertés démocratiques bourgeoises", de "l'indépendance nationale et de la souveraineté nationale (Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*) (...). Le "programme minimum" des PC occidentaux se conforme ainsi à l'appréciation portée par les Soviétiques sur l'ensemble de la situation internationale et doit être considéré comme une caractéristique durable plutôt que comme un expédient provisoire »<sup>31</sup>.

En réalité, si duplicité il y avait, ce n'était pas à l'égard de la stratégie d'institutionnalisation et donc de la fidélité à la République italienne ; elle concernait plutôt l'attitude de ce parti à l'égard du camp qui était censé être le sien, et d'abord à l'égard de soi-même, de ses propres militants, de son propre discours officiel. D'abord, l'équivoque fut toujours savamment entretenue, entre la base et les dirigeants, à propos du statut de la « voie italienne au socialisme » : la base croyait (en effet, elle *voulait* croire contre toute évidence du contraire, et les dirigeants, soucieux avant tout de la vertu de l'obéissance chez leurs subordonnés, ne firent jamais rien pour l'en dissuader) que l'identification au cadre étatique bourgeois n'était qu'une mesure tactique, qui aurait bientôt laissé la place à la véritable action révolutionnaire. Par un jeux de miroirs que l'on peut bien qualifier de perverse, le PCI *simulait* donc sa propre duplicité à l'égard de l'État italien, pour des raisons de cohésion interne : l'adhésion authentique au cadre parlementaire devait se déguiser en ruse tactique (donc se déguiser... en déguisement, tout en étant en effet le vrai visage du Parti !) afin de conférer au PCI une force

---

<sup>31</sup>

H. MARCUSE, *Le marxisme soviétique*, Paris, Gallimard, 1963, p. 89-90.  
R. Panzieri rappellera, en 1962, que la « vocation démocratique » des PC occidentaux n'était que le couronnement... de la ligne stalinienne, Staline lui-même ayant lancé le mot d'ordre de « reprendre les drapeaux que la bourgeoisie a laissé tomber ».

suffisante pour se proposer comme organisme médiateur entre les classes populaires et l'État. L'URSS devait être érigée en modèle de socialisme pour cimenter l'identité d'une communauté politique entièrement engagée dans le jeu du parlementarisme, des élections, de la formation d'une « opinion » sympathisant avec le PCI, tandis que le choix de rabattre toute politique sur ce jeu rendait impossible, et d'ailleurs inutilement gênante, toute réflexion sérieuse sur la perspective politique communiste, les formes concrètes du modèle de socialisme proposé, la structure du Parti, le bilan de la Révolution d'octobre, la valeur analytique du marxisme théorique, etc. Donc, la « duplicité » consistait à tenir un discours officiel constamment décalé par rapport à l'agir politique réel, et à mettre en place une politique ne passant qu'insuffisamment dans le discours. L'accumulation de non-dits, de mensonges, de doubles vérités figées en méthodes de gestion politique, finira par rendre impossible toute élaboration explicite d'une ligne rationnelle, ce qui entraînera la réduction de toute finalité stratégique à la simple reproduction de l'existence du Parti, interprétée d'ailleurs comme une nécessité historique requise par la conservation du cadre démocratique italien.

– On voit très bien que ce mélange pervers de dogmatisme et de nihilisme sur fond de nécessitarisme historique ne ressemblait que trop à la situation de l'URSS elle-même : tout le monde finissait par ne plus croire aux raisons d'être affichées par l'appareil dont il faisait partie, mais cette « incroyance » se traduisait, plutôt qu'en rébellion ouverte, en adaptation cynique et clientéliste, en prise de distance privée ne renonçant pourtant aux avantages de toute sorte que l'appartenance au grand appareil de la communauté politique garantissait. Nulle part cette duplicité à la deuxième puissance n'émerge en pleine clarté plus que dans le champ de la politique culturelle. En se posant comme catalyseur des « tendances progressives » de l'histoire d'Italie, le PCI avait réussi à éviter un rapport aux intellectuels fondé sur l'intimidation et les prescriptions dogmatiques (pourtant nullement absentes dans les années de la Guerre Froide), et cela aura souvent permis, entre autres aux intellectuels français, de nourrir quelques illusions sur les vrais enjeux du rapport du PCI au monde de la culture :

« Pour ce qui concerne les intellectuels communistes, le droit à la liberté de recherche fut exercé au sein d'une organisation où les leviers de la production idéologique étaient sous le contrôle exclusif des politiciens professionnels. Cela impliqua une scission entre la vision politique d'ensemble et l'élaboration des intellectuels : d'un côté, le groupe dirigeant diffusa l'idéologie progressiste et historiciste de la voie italienne au socialisme, en l'imposant aux militants moyennant les écoles de cadres, les opuscules, les communications officielles ; de l'autre côté, les intellectuels obtinrent le privilège de l'autonomie théorique, qui était d'une certaine façon un statut d'exception octroyé à certains membres du parti »<sup>32</sup>.

Dans cette logique, l'ouverture à des tendances, par exemple artistiques, que le PC français de son côté continuait à proscrire et maudire, ne pouvait être qu'un éclectisme superficiel mis en avant au gré des alliances tactiques avec l'opinion démocratique et les classes « progressives », sous la condition d'une indifférence souveraine à la signification déterminée des contenus culturels en jeu :

« Les approfondissements et les innovations théoriques étaient acceptés par le sommet du Parti uniquement à condition de justifier et légitimer la stratégie de la voie italienne au socialisme. De cette façon (...) une hiérarchie se reconstitua par laquelle le parti classait les intellectuels selon l'adhésion plus ou moins totale à sa stratégie. Les intellectuels critiques ne subirent plus, en général, les rappels à l'ordre des années du jdanovisme, leurs travaux furent paternellement tolérés, mais à condition de rester renfermés dans les limbes des revues spécialisées et des colloque savants, où la production théorique n'aurait pas risqué de contaminer le corps de l'organisation »<sup>33</sup>.

L'intégration du PCI à l'État italien s'accompagnait donc d'une pratique de « double vérité » systématique et de myopie stratégique à peu près totale. La voie italienne au socialisme, régie par les postulats de la « politique (parlementaire) d'abord » et de l'incapacité du capitalisme à développer des dynamiques internes

---

<sup>32</sup> William GAMBETTA, *Alla conquista dei "nuovi intellettuali". La politica culturale del PCI nella via italiana al socialismo*, dans *Il lungo decennio*, op. cit., p. 302-303.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 303.

d'auto-réforme et d'auto-régulation, impliquait une attitude conservatrice ne voyant dans tout changement qu'une menace au schéma historiciste des « drapeaux » démocratiques que les robustes bras prolétariens auraient été, seuls, en mesure de ressaisir. D'où l'hostilité envers tout projet politique remettant en question les limites très strictes du cadre constitutionnel dont la constitution matérielle était donnée par le partage du champ politique entre communistes et démo-chrétiens<sup>34</sup>. À l'intérieur de ce cadre – le seul à être jamais sérieusement pris en considération par le PCI – la raison d'être de ce parti était de constituer « un organisme séparé de médiation entre les classes subalternes et le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie »<sup>35</sup>, et c'est finalement un bilan négatif de cette pratique de médiation qui s'impose, non pas au nom d'une fidélité « gauchiste » à des principes révolutionnaires abstraits, mais à partir d'un constat à l'égard des conséquences que le système de pouvoir mis en place par le PCI finira par produire. On a déjà remarqué que la stratégie sur laquelle le Parti construira ses formes d'organisation interdisait tout élargissement de la notion d'agir politique au-delà d'un parlementarisme réduit à système de transactions entre oligarchies, et d'un paternalisme pseudo-pédagogique oscillant entre le renfermement des classes exploitées dans les vertus impolitiques du « populaire » et l'exaltation par les

---

<sup>34</sup> Une hostilité féroce qui frappera bien entendu tant la *Nuova Sinistra* que les expériences réformistes du PSI, et, successivement, la montée en puissance des socialistes de Bettino Craxi – qui désarticula la convergence entre communistes et démo-chrétiens (le « compromis historique »). En effet, les dirigeants du PCI (puis PDS et DS) continuèrent jusqu'à des temps très récents à se considérer, avec les anciens de la Démocratie chrétienne, comme les porteurs des seules instances politiques légitimes du système italien – d'où l'hystérie à l'égard de toute opération, de gauche ou de droite, menaçant de remettre en question ce partage exclusif de la légitimité étatique ou para-étatique. Les réactions myopes et irrationnelles – entre hystérie et opportunisme – vis-à-vis de la formation, autour de S. Berlusconi et de la Ligue du Nord, d'un bloc social et politique stable et explicitement extérieur au cadre constitutionnel, ne sont que le dernier témoignage de cette connivence désastreuse entre le « plus grand parti communiste d'Occident » et l'un des États les plus inégalitaires et corrompus d'Europe occidentale.

<sup>35</sup> D. GIACHETTI, *Marxismo e sociologia*, op. cit., p. 211.

dirigeants d'un éternel « art de gouvernement » dont ils auraient été les dépositaires officiels<sup>36</sup>. Entre la médiation parlementaire et le culte initiatique de la Raison d'État, il n'y avait plus de place pour l'option d'une transformation de la politique en tant que telle à partir de l'universalité potentielle des pratiques d'opposition développées au sein même des conditions d'exploitation et de domination – tout ce sur quoi pariera au contraire la *Nuova Sinistra*. Mais le PCI fut également incapable d'entreprendre une démarche « rationnelle » de réformisme capitaliste, et cela non seulement à cause de son lien, très tardivement mis en question, avec l'URSS, mais aussi au nom de son interprétation « stagnationniste » du capitalisme (d'ailleurs, toute prise d'acte des capacités auto-réformatrices du capitalisme aurait tout simplement rendu absurde l'idée que seulement un parti communiste pouvait impulser un processus de modernisation démocratique). La mise en place de l'État-Providence italien ne compta aucunement parmi ses protagonistes le PCI, mais uniquement des réformateurs catholiques et libéraux, et cela non seulement à cause de l'exclusion des communistes du gouvernement, mais aussi à cause de leur incapacité à lire autrement qu'en des termes paternalistes et archaïques le rapport entre les masses des travailleurs et l'État. À une époque où des hommes politiques bourgeois habiles

---

<sup>36</sup>

D'où le mépris pour toutes les tendances minoritaires (« petites-bourgeoises ») des mouvements radicaux-démocratiques et socialistes de l'histoire d'Italie – stigmatisées comme velléitaires, idéalistes, incapables d'accepter les nécessités de la *Realpolitik* – et la vénération morbide à l'égard des grands « hommes d'État », porteurs d'un regard cynique et désenchanté sur l'art de gouverner – vertus morales pour l'âme innocente du peuple, le calice amer du pouvoir pour celle, damnée, des « professionnels de la politique » ! Il ne faut pas être animé par une malveillance particulière pour constater que cette vision hallucinante et hallucinée (qui hérite à la fois du stalinisme et de la Contre-réforme catholique) de la politique communiste et de la société italienne s'avérait complètement à côté de la plaque dans un contexte où le capital avait montré des capacités considérables de s'auto-gouverner et d'imposer sa propre loi aux professionnels de la politique parlementaire, et où le « peuple » imaginaire des brutes à l'âme pure était devenu un prolétariat moderne, urbain et industriel, posant directement la question de nouvelles formes de pouvoir politique à la hauteur des rapports de production actuels et de leur contestation en acte.

et des capitalistes intelligents établissaient les conditions pour intégrer le rapport entre capital et travail à un cadre institutionnel et social dynamique et novateur, fondé sur des pratiques d'encadrement institutionnel des masses travailleuses par les dispositifs contemporains de production et de consommation, le PCI continuait à se représenter « la participation des masses à la vie politique nationale » dans les termes d'une relation pédagogique unilatérale entre une petite élite de professionnels de la médiation et une vaste strate « populaire » que le « plus grand parti communiste d'Occident » continuait à fantasmer sous les traits du « peuple » de l'Italie rurale en voie de disparition rapide. Ayant réduit la politique à l'action d'un appareil séparé, le PCI en vint rapidement à identifier le maintien de cet appareil avec la lutte pour la démocratie et la défense du « cadre constitutionnel » : la reproduction de cet appareil devint donc le seul contenu reconnaissable d'une ligne politique par ailleurs assez floue. Dans un pays comme l'Italie, où l'identification à l'autorité des pouvoirs en place est très faible, et le pouvoir social se reproduit par des connivences informelles, voire des complicités désidéologisées, l'existence d'un puissant organisme para-étatique – dont le profil programmatique devenait de plus en plus incertain, tendant plutôt à coïncider avec le système politique en tant que tel, et qui garantissait à la fois un sentiment d'appartenance, une forme de protection contre d'autres innombrables instances informelles, et un espoir de promotion sociale dans le cadre de rapports sociaux profondément inégalitaires – aggrava sans aucun doute les phénomènes de corruption massive, de clientélisme et de servilité généralisés, de soumission à des hiérarchies officieuses, à des liaisons de pouvoir informelles, à des complicités cachées, caractéristiques de la longue durée historique italienne. Bref, le Parti Communiste Italien devint dès le début de l'après-guerre un puissant facteur de conservation sociale et de blocage des initiatives politiques émancipatrices.

Vers la moitié des années 1970, le Parti accélérera les démarches de sa « candidature » à gouverner la crise sociale et économique, qui apparemment échappait au pouvoir de maintenir l'ordre de la part des forces politiques bourgeois. Le succès électoral du juin 1975 – largement redévalable des espoirs en une

traduction politique des instances des luttes – poussa le PCI à franchir une étape décisive en direction d'une alliance avec les classes dominantes. « Le 22 juin, l'*Unità* [le quotidien du parti] publia la résolution de la Direction, affirmant la nécessité de collaborer avec toutes les forces politiques démocratiques afin de moraliser la vie publique (...) maintenir l'ordre public, mettre en place une politique économique "en mesure d'assurer la reprise de la production", en relançant les investissements et en facilitant les reconversions des entreprises, "afin de fournir aux entrepreneurs les points de repère et les garanties qui leurs sont indispensables pour programmer leurs décisions et développer leurs initiatives" »<sup>37</sup>. En 1976, le PCI entame sa politique de « solidarité nationale », c'est-à-dire, d'abstention « constructive » (donc de soutien larvé) vis-à-vis des gouvernements démo-chrétiens au nom d'une collaboration nécessaire à « sortir de la crise » ; les décrets et les lois économiques approuvés avec le consensus du Parti Communiste déchaînèrent une offensive capitaliste brutale contre les acquis normatifs et salariaux issus des luttes des années précédentes. Au fur et à mesure que le PCI était légitimé à pénétrer la sphère étatique et gouvernementale, il devint l'instrument, conscient et volontaire, d'une stratégie visant à faire reculer les positions des mouvements des années précédentes, en déchargeant sur les classes travailleuses, les ouvriers, les techniciens et les couches moyennes, les effets de la crise (« l'usage capitaliste de la crise » comme stratégie contre-révolutionnaire, pour reprendre le langage opéraïste)<sup>38</sup>. Lorsque la crise frappera surtout les jeunes générations, en produisant des couches sociales appauvries de plus en plus nombreuses et structurellement destinées à la

---

<sup>37</sup> D. GIACHETTI, *Oltre il Sessantotto, op. cit.*, p. 145. À la même époque, le PCI entame avec de plus en plus de décision sa métamorphose : il devient un gigantesque appareil administratif, gouvernant avec les partis « bourgeois » nombre de mairies et de régions, et participant à la répartition des priviléges, des postes, des charges publiques, de l'argent public. La fidélité au Parti de la part des militants et des cadres se fonde désormais largement sur des espoirs de promotion sociale par des postes dans l'administration ou dans les entreprises de services publics, voire sur une logique de clientèle remplaçant les fonctions officielles du *Welfare State* italien dont les instances régulières étaient relativement inefficentes.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 148.

précarité, voire à la marginalité, le PCI opposera un refus total aux instances portées par ces mêmes groupes, en lançant les mots d'ordre d'une « nouvelle » éthique du travail et de l'étude (voire d'une stigmatisation bigote des chômeurs, des précaires et, bien entendu, des jeunes militants) et en se proposant comme acteur direct de la répression par son appareil d'encadrement des classes travailleuses, en agissant comme une sorte de police parallèle à côté des forces de l'ordre. Le rôle joué par le PCI lors de la « période de l'état d'exception » sera donc celui d'un outil implacable de la répression étatique ; dans leur ensemble, ces choix auront pour conséquence rien de moins que la fin du mouvement ouvrier italien au début des années 1980, et le déclin sans retour de la gauche en Italie.

L'autre pôle du mécanisme implacable qui détermina la fin de la *Nuova Sinistra* fut l'essor de la lutte armée, une tendance née et développée lors de la

« phase virulente de la dissolution des groupes extra-parlementaires, vis-à-vis d'une vaste restructuration autoritaire dans les usines, à une époque où le gouvernement et le parlement étaient en train d'élaborer le tournant législatif-autoritaire qui passera à l'histoire comme "période de l'état d'exception" »<sup>39</sup>.

La lutte armée se propose comme solution « militaire » à la crise des groupes, mais elle s'enracine dans des débats plus anciens concernant l'usage de la violence organisée que les organisations politiques connurent incessamment depuis 1969. L'État italien et les forces de l'ordre avaient toujours tenu, face aux revendications des classes populaires et à leur initiative politique, une attitude de répression impitoyable, et cela au moins depuis l'unité nationale au XIX siècle. Il est difficile de dire si telle attitude fut plus ou moins accentuée par rapport à d'autres États, mais il est certain qu'à partir de l'immédiat après-guerre – des luttes des paysans du Sud pour la terre jusqu'aux manifestations contre le gouvernement de F. Tambroni en 1960 –, l'État italien a toujours opté pour une

---

<sup>39</sup>

N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 383.

utilisation massive de la violence répressive, souvent meurtrière, contre la contestation des pouvoirs en place. Du reste, les tâches répressives furent souvent confiés à des groupes criminels (par ex. les bandits de Salvatore Giuliano en Sicile) et à des organisations para-militaires néo-fascistes, souvent chargées d'exercer la répression sous le regard, et la protection, des forces de l'ordre. À ces pratiques brutales – qui contribuèrent à déclencher une situation extrêmement tendue déjà en 1969, lors de la conjonction entre les luttes étudiantes et ouvrières – le 12 décembre de la même année 1969 s'ajouta l'attentat sanglant à la Banque de l'Agriculture de Milan. De cette première « tuerie d'État » (comme on appelait jadis les mystérieux attentats qui plongèrent l'Italie pendant de longues années dans un climat de terreur favorable à toute réaction sécuritaire et répressive) les enquêteurs visèrent immédiatement les groupes anarchistes : on connaît la suite, dès la « mort par accident »<sup>40</sup> de l'anarchiste Giuseppe Pinelli, tombé de façon inexplicable (et à aujourd'hui inexpliquée) d'une fenêtre de la Préfecture de police au cours d'un interrogatoire, à l'arrestation d'un autre anarchiste, Pietro Valpreda, finalement innocenté. Aujourd'hui, les différentes Commissions d'enquête qui, au cours de plusieurs décennies, ont traité cette affaire reconnaissent que l'attentat avait été mis à exécution par des néo-fascistes liés à des appareils étatiques, qui détournèrent les enquêtes en direction des milieux anarchistes. À l'époque, la conjonction entre la vague de répression, la protection que les forces de l'ordre garantissaient aux escadrons fascistes qui agressaient les manifestations des ouvriers et des étudiants, les opérations de *depistaggio* autour d'attentats restant toujours sans coupables, et, finalement, les tentatives plus ou moins larvées de coup d'État militaire ou fasciste (ou les deux choses ensemble), engendra dans certains milieux politiques la conviction que la bourgeoisie italienne aurait essayé de fournir une solution autoritaire à la crise, et que les temps étaient mûrs pour se préparer à une réponse militaire organisée, une sorte de répétition (et de revanche) de la Résistance antifasciste, censée avoir été trahie par les forces

---

<sup>40</sup>

D'après le titre d'une pièce de Dario Fo, *Morte accidentale di un anarchico*.

politiques bourgeoises et par les partis de la gauche. Telle était la position des Gap (Groupes Armés Prolétariens), une organisation animée par l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli :

« Les Gap se manifestent en 1970, quatre mois seulement après la "tuerie d'État", lorsque (...) les groupes fascistes toujours protégés par la police deviennent de plus en plus arrogants (...). Leurs déclarations révèlent qu'ils reprennent les schèmes de la guerre dans les maquis pendant la Résistance : ils n'envisagent pas une guérilla urbaine, mais une guérilla "à la cubaine" dans les zones de montagne (...). Pour eux, le danger principal était la possibilité d'un coup d'État ; ils avaient été très frappés par la tentative de "golpe" du 7 décembre 1970 »<sup>41</sup>.

Après la mort violente de Feltrinelli en 1972, une partie des militants « gappistes » fusionnent avec les Brigades Rouges, dont la généalogie et la stratégie initiale étaient pourtant assez différentes.

Selon la reconstruction proposée par Balestrini et Moroni (qui se fonde à son tour sur des études menées au cours des années 1970, comme le livre *Brigate rosse*, édité par Soccorso rosso, Feltrinelli, Milano, 1976), les premières actions des Brigades rouges ont lieu à l'intérieur des usines, dans un contexte où, déjà depuis les années Soixante et l'Automne chaud,

« les pratiques du sabotage, des agressions des contremaîtres, de la destruction des voitures des dirigeants, de l'exercice d'un contre-pouvoir à l'intérieur de l'usine, sont très répandues et tout à fait habituelles »<sup>42</sup>.

La naissance des Brigades rouges est annoncée en 1970 par une revue militante, « *Sinistra proletaria* », organe de coordination et

---

<sup>41</sup> N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, *op. cit.*, p. 403-404. Il s'agit du coup d'État avorté (apparemment à cause de la défection, à la dernière minute, des « familles » de *Cosa Nostra*) animé par le prince J. V. Borghese, et impliquant des hauts fonctionnaires des services secrets italiens et de l'OTAN. Le mot espagnol *golpe* (*golpe de estado*, coup d'État) est couramment utilisé en italien pour indiquer un coup d'État, et notamment un coup organisé par des groupes militaires-fascistes « à la grecque » où « à la chilienne ».

<sup>42</sup> N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, *op. cit.*, p. 383-384.

information du Collectif politique métropolitain (Cpm), un groupe milanais qui sera l'une des matrices des BR :

« [Le Cpm] s'était constitué afin d'étendre l'action politique de l'usine à la société et de dépasser les contradictions inhérentes à la séparation entre les luttes à l'usine et les luttes des étudiants ou dans la société (...). Le Cpm devient très rapidement – surtout à Milan – un organisme de masse actif dans des dizaines d'usines et d'écoles »<sup>43</sup>.

À la fin de 1969, le Cpm organisera un colloque sur les problématiques organisationnelles et sur le recours à la violence :

« Sans aucun doute, tant le climat de répression étatique que l'émotion soulevée par la violence spontanée et de masse exercée par les ouvriers au cours de l'Automne chaud (...) exercent la plus grande influence sur leurs élaborations et sur leurs choix »<sup>44</sup>.

Ces choix consistent à refuser les solutions organisationnelles proposées par *Potere Operaio e Lotta Continua* – solutions visant « un développement organisationnel des luttes s'opposant aux organisations traditionnelles » et auxquelles le Cpm reproche d'interpréter l'autonomie de la classe ouvrière comme une simple indépendance par rapport aux partis et aux syndicats de la gauche historique – et à affirmer l'hypothèse d'une « guerre de position », une guérilla de longue durée au cœur des métropoles capitalistes :

« Pendant toute l'année 1970, le Cpm (...) dirige ou appuie plusieurs luttes dans les usines et des vastes occupations de logements dans les quartiers populaires de Milan (Gallaratese et Mac-Mahon), pour lancer ensuite une campagne de luttes pour les transports publics gratuits (...). Le Cpm exerce une action systématique d'intervention auprès des techniciens et des étudiants-travailleurs, en touchant par conséquent à l'un des nœuds sociaux les plus importants pour comprendre l'élargissement des luttes à l'usine et dans la société. La question des "techniciens" avait été déjà posée (...) par les opéraïstes (...). En novembre 1968, à Milan, une rencontre nationale des Facultés techniques et scientifiques en lutte avait eu lieu, produisant des

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 386-388.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 388.

analyses très importantes sur la restructuration technologique en acte, sur les tâches que le néo-capitalisme assignait aux techniciens, et sur la formation de ces derniers par l'école et l'université (...). Ces élaborations seront reprises par le Cpm suite à la grève nationale des techniciens au début de 1969, et grâce à une implantation très forte dans les organismes syndicaux de base des techniciens et des cadres dans les entreprises Pirelli et Siemens. À partir de ce trajet théorique et politique un Groupe d'étude est formé à l'Ibm, une entreprise qui, avec Olivetti, est le fer de lance de la production technologique avancée. Le Cpm-Sinistra proletaria, suivant son choix stratégique d'unification des luttes d'usines avec les conflits sociaux, instaure des alliances fréquentes avec *Potere Operaio* et *Lotta Continua* sur les problématiques du logement et des transports, et choisit (...) d'intervenir systématiquement dans les écoles technico-professionnelles, où les étudiants-travailleurs sont plus nombreux et le problème des destins professionnels est plus urgent. À Milan on trouve la plus grande concentration d'étudiants-travailleurs d'Italie (80.000 en 1970). À cause du caractère fortement industriel de la ville, les agitations des travailleurs-étudiants établissent un lien immédiat entre les luttes à l'école et celles à l'usine. Dès les premiers mois de 1970 le mouvement et les luttes des travailleurs-étudiants sont presque entièrement hégémonisés par le Cpm, qui avait fourni l'analyse théorique la plus complète de la fonction de ces figures sociales »<sup>45</sup>.

Jusqu'ici, le Cpm présente les caractères typiques de la plupart des organisations de la *Nuova Sinistra*. L'accélération en direction de l'offensive militaire fut impulsée par la crainte du coup d'État fasciste et par la réponse violente, déjà fortement caractérisée comme militaire, de la part de l'État confronté aux luttes. Elle le fut également par la fascination des luttes armées métropolitaines apparemment victorieuses (guérilla urbaine en Amérique du Sud, lutte des Palestiniens, premières actions de la RAF en Allemagne), qui étaient censés fournir des modèles pour s'affronter à l'État sur le plan qu'il avait choisi, celui de la puissance militaire. Elle le fut enfin par une lecture fortement simplifiée de la métropole capitaliste comme lieu de concentration et de direction verticale des rapports capitalistes, où s'unissent immédiatement l'exploitation du travail collectif et le despotisme étatique – un raccourci théorique

---

<sup>45</sup>

*Ibid.*, p. 388-392.

permettant de « résoudre », dans l'imaginaire qui soutenait l'action politique des militants, le problème des liens politiques entre les luttes. Lorsque, en 1971, un attentat incendiaire contre Pirelli rendra célèbres pour la première fois les Brigades rouges (dont les actions précédentes avaient soulevé beaucoup moins d'attention), *Lotta Continua* critiquera la tactique des actions « exemplaires » :

« L'organisation militaire des masses ne se construit pas tout simplement en vertu du fait que certains groupes mènent des actions militaires (...). Elle doit se construire à partir de la réalisation d'organismes politiques de masse stables et autonomes »<sup>46</sup>.

Mais la substitution progressive des actions militaires à toute autre solution des dilemmes stratégiques et organisationnels sera bien l'option décisive des Brigades rouges. Dans cette militarisation progressive de la pratique politique, jouera un rôle la fusion du noyau Cpm de l'organisation clandestine avec une mouvance scissionniste d'origine PCI, rêvant une réactivation du mythe de la résistance antifasciste, et relayant le mécontentement des courants d'anciens résistants qui n'avaient pas entièrement accepté l'issue de la lutte de libération, qu'ils avaient considérée comme le prélude à l'instauration révolutionnaire d'un État socialiste. Dans la période qui suivra la mort de Feltrinelli et la fusion du Cpm avec une partie des Gap,

« les caractères d'involution autoritaire du système démocratique italien sont lourdement accentués. La pensée politique des BR semble subir une accélération soudaine et profonde. Elles regardent aux patrons et à la bourgeoisie sous un angle millénariste : l'histoire est en train de tourner la page, et la révolution est une force de la nature qui frappe à la porte »<sup>47</sup>.

La perspective d'une guérilla urbaine de longue durée est abandonnée en faveur d'une préparation au « grand soir », à l'affrontement direct avec l'État sur le plan de la pure puissance militaire. Une métamorphose inquiétante s'amorce : dans leurs

---

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 400.

<sup>47</sup> *Ibid.* , p. 412.

actions contre cadres industriels, patrons et syndicalistes, les BR « utilisent le même langage que les appareils étatiques (...) une tendance qui s'accentuera progressivement au sein de la pratique armée - la tendance à se constituer en "contre-État", en organisation autoritaire et verticalisée, en "forme-Parti" bureaucratique et verticale qui, au cours de son développement, conduira aux "prisons du peuple", à la pratique du "procès prolétarien", et à des véritables "exécutions", produit inévitable de la "clandestinisation", qui prévoit des règles rigides et des militants durs, obéissant sans discussions aux ordres. Cette dynamique fera progressivement des BR l'image spéculaire de l'État, en les rendant toujours plus difficiles à déchiffrer pour le mouvement », qui, pourtant, ne les avait pas privés d'une vaste sympathie, à cause d'une compétence indiscutable à l'égard des conditions de vie à l'usine et d'un recours limité à la violence (le premier attentat mortel n'aura lieu qu'en 1974, et il sera suivi d'une autocritique)<sup>48</sup>. La tendance armée constitua par conséquent un autre genre de clôture du processus d'invention de formes politiques nouvelles qui était le cœur même de la longue « séquence rouge » italienne. La crise progressive des perspectives politiques du mouvement à partir de la moitié des années 1970, la restructuration capitaliste annoncée par la crise, le climat de répression et d'autoritarisme qui frappait les militants et les avant-gardes ouvrières, déclenchèrent une entrée en masse des acteurs des mouvements et des luttes dans les organisations armées. Les Brigades rouges sont la formation armée la plus importante et redoutable. À la fin des années soixante-dix, elles semblent occuper toute la scène politique, dans un affrontement direct à l'État qui prend progressivement les caractères d'une ressemblance, presque d'une assimilation, entre les deux puissances qui se partagent désormais le champ de l'initiative politique. Les Brigades rouges en vinrent rapidement à poser « l'organisation armée comme moment hégémonique du processus révolutionnaire global »<sup>49</sup>. La "lutte armée" était envisagée comme

---

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 414-415.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 667.

« ligne stratégique unique de l'affrontement des classes, (...) tendant à absorber en elle-même toute expérience produite par la complexité du mouvement réel. Ce choix stratégique ne pouvait qu'opérer une réduction de la richesse des trajets organisationnels »<sup>50</sup>.

L'enlèvement et l'assassinat d'A. Moro visaient ouvertement à « anticiper la guerre civile » jugée imminente, et à prendre la direction – par cette action « exemplaire » – de la totalité du mouvement, dont les BR fantasmaient un consensus spontané et homogène à l'égard de leurs propres pratiques. La concentration exclusive sur la puissance militaire coupa les formations armées de la réalité contradictoire du processus politique global, et les entraîna dans un effrayant mimétisme vis-à-vis de l'appareil répressif d'État. L'option militaire fut commune à l'État et aux Brigades rouges, et leur convergence contribua à la destruction féroce des innombrables expérimentations politiques de la séquence rouge : le paradigme de l'affrontement final, de la confrontation massive entre deux puissances matérielles, avait fini par se substituer à toute invention politique possible. Les pratiques de la « tendance armée », et des BR en particulier, représentent une version extrême (tragiquement caricaturale) de la suture étatique des processus politiques révolutionnaires. Le prix à payer pour ce déplacement progressif de la pratique politique sur le seul terrain de la puissance militaire fut l'accélération de la dissolution désastreuse des groupes, et l'identification, qui dure encore aujourd'hui, de toute politique extra-étatique à une violence meurtrière auto-référentielle dont les motivations restent opaques et l'ancrage à une quelconque stratégie rationnelle inexistant. La lecture de la lutte armée italienne par le biais de la pathologie psychique ou du malaise existentiel est sans doute inacceptable, et une lecture morale reste trop facile. Mais il faut éviter toute ambiguïté concernant les résultats et les principes de ces pratiques : l'option exclusive pour la violence organisée sous sa forme militaire fut, face à l'impasse de l'organisation politique, une fausse solution, qui en dernière analyse revenait à gaspiller et à effacer le processus – long et difficile – de la critique à l'égard du

---

<sup>50</sup>

*Ibid.*

paradigme tiers-internationaliste. Les tentatives – infiniment complexes et subtiles, et demandant une patience infinie – d’articulation entre des expérimentations politiques hétérogènes et inédites, et entre des sites sociaux disparates, furent brutalement escamotées par le raccourci fantasmatique d’une harmonie préétablie entre un mouvement homogène et monolithique (qui n’existant nulle part) et une direction militarisée, progressivement séparée des sites des luttes réelles, mais se considérant néanmoins légitimée à les totaliser en quelque sorte de l’extérieur. L’interprétation de la situation historique, des rapports sociaux, du contexte des mouvements, qui inspirait cette tendance devint de plus en plus arbitraire et coupée de la réalité au fur et à mesure qu’elle se réduira à un instrument de légitimation après-coup d’un choix militaire irréversible et s’auto-alimentant. Même sous cet aspect, une certaine tradition de la Troisième Internationale était conservée, menant tout droit à des positions subjectives nihilistes.

Mais l’étatisation autoritaire et la militarisation n’étaient que deux formes de renversement *obscur* de la dynamique politique de la séquence rouge. Une autre tendance, dont la signification est entièrement différente, fit son apparition au milieu des décombres de la *Nuova Sinistra* dans sa phase organisationnelle. De la crise des groupes, l’Autonomie fut le principal nouveau sujet politique à surgir :

« Des milliers de militants des groupes en dissolution entraient dans des centaines de collectifs, de comités et d’assemblées autonomes, de logements occupés qui, dans les années suivantes proliféreront dans toutes les villes d’Italie en donnant lieu à une véritable *scène* du mouvement de libération. L’expression même de "mouvement de libération" était née comme indice d’une identité nouvelle, d’un processus qui ne se limitait plus à la sphère du conflit pour assumer la sphère de l’auto-constitution (...). L’Autonomie constitua une aire vaste comme une galaxie, à l’intérieur de laquelle on aurait pu reconnaître certaines constellations, certains réseaux dont les trajets politiques étaient très différents, avec des formations culturelles et des imaginaires disparates »<sup>51</sup>.

---

<sup>51</sup>

*Ibid.*, p. 444-445.

Ce « processus foisonnant d'auto-organisation diffuse », qui semblait vouloir couper avec toute forme organisationnelle connue jusqu'à ce moment pour procéder à une refonte totale et immédiate des formes de la politique, avait comme protagonistes absolus « des jeunes prolétaires, marginaux par rapport aux groupes organisés, mais actifs à l'intérieur de dynamismes d'agrégation spontanée, magmatique, impossible à contrôler »<sup>52</sup>. L'Autonomie s'est constituée à la jonction d'une mobilisation politique de masse qui avait duré de longues années, et de l'impasse irréversible des formes organisationnelles qui avaient essayé de la traiter convenablement. Elle trouvera dans les pratiques des groupes en dissolution une image-repousoir qui lui servira à définir sa propre singularité – l'Autonomie pourrait donc bien être considérée comme une tentative extrême de reprendre, par-delà l'échec des groupes organisés et à partir des caractères de cet échec, la recherche d'une *forme* adéquate aux processus de création politique dont l'Italie avait été le théâtre. Rien d'étonnant, donc, dans les modalités chaotiques et « sauvages » de ses pratiques politiques :

« La nouvelle génération du mouvement, qui fait son irruption sur la scène politique à partir de 1975, critique radicalement les stéréotypes idéologiques, les modèles, les rites et les mythes de la tradition tiers-internationaliste assumés par les groupes nés après 1968-1969. Cette critique radicale (déjà amorcée précédemment par le mouvement féministe) était centrée sur les problématiques du "politique-personnel", des rapports entre les sexes, du refus des hiérarchies figées et du volontarisme aliénant. Ces problématiques (...) finiront d'achever les organisations extra-parlementaires »<sup>53</sup>.

La « crise du militantisme » trouve un débouché dans un vaste « passage à l'acte » visant la transformation immédiate de la politique, par un refus global des médiations et des contraintes. Ce qui est visé dans les expérimentations innombrables qui sillonnent l'Italie vers la fin de la décennie 1970, c'est souvent une

---

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 445.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 504.

transformation radicale, à accomplir ici et maintenant, de l'existence et de la subjectivité. Cette dernière phase de la séquence rouge redécouvre les contre-cultures des années soixante, la critique du quotidien, de la famille, du savoir, des formes normalisatrices de la subjectivation. Mais tout cela est réinvesti politiquement : la substitution du « vécu » à la stratégie, de la spontanéité à l'encadrement organisationnel, de l'immédiateté à la construction d'une durée politique, visent enfin – et pour la dernière fois – à trouver la manière de traiter ces points politiques (l'égalité, l'action directe et collective) dont les groupes n'ont pas su sauvegarder la vérité essentielle :

« La crise du militantisme (...) détermine l'obsolescence d'une interprétation de la réalité qui restait renfermée à l'intérieur des schèmes rigides des analyses idéologiques préfabriquées et des structures élitistes des groupes. En plein essor de ce processus, des individus déjà marqués par des expériences militantes, souvent très jeunes, et très politisés, expérimentent les tensions d'une réalité juvénile retentissant des immenses transformations induites par les luttes (...). Cette vague ininterrompue de politisation de masse touche aux racines de la société, c'est-à-dire aux structures mêmes de la formation de l'identité sociale des jeunes : la famille et l'école. La famille comme lieu du dressage disciplinaire aux valeurs dominantes et l'école comme lieu de formation d'un savoir professionnel que l'étude permet d'acquérir afin de le réemployer au travail. Pour les masses de jeunes, la critique de ces deux institutions (...) commence par se traduire en refus pratique, par l'abandon, la migration, la lutte ouverte, et par la recherche d'une sociabilité alternative, d'un savoir différent »<sup>54</sup>.

Mais cette métamorphose de la subjectivation politique, chez une génération nouvelle par rapport à celle des groupes et des premières luttes ouvrières et étudiantes, est surdéterminée par des conditions sociales d'extrême difficulté. La dernière flambée des expérimentations politiques amorcées au cours des années 1960 a été déterminée, ni seulement par une fidélité implicite et contradictoire à des axiomes émancipateurs dont les formes d'existence avaient échoué à traiter convenablement ces mêmes principes

---

<sup>54</sup>

*Ibid.*, p. 508-509.

d'émancipation, ni par une simple longue durée de la politisation des masses. Le recentrage du politique sur l'existential, de la constitution organisationnelle sur l'agrégation moléculaire et fragmentaire, de la fidélité à une politique d'émancipation sur l'intensité et l'authenticité de l'expérience vécue – ce recentrage-là était bien sûr un mouvement, presque inconscient, visant à rattraper l'éclat des principes politiques que la faillite des groupes était en train d'obscurcir ; mais il était aussi le produit d'une transformation sociale déterminée par la contre-offensive du capitalisme face aux luttes qui l'avaient ébranlé. La condition des jeunes en ces années-là est souvent une condition de malaise extrême :

« Entre 1975 et 1976 (...) des vastes strates de jeunes mettent en place de façon spontanée des formes d'agrégation à partir de la critique de la misère que représente leur existence : la condition d'étudiant pour certains, de chômeur pour d'autres, celle d'ouvrier précaire pour la plupart. Pour tous, indifféremment, se pose le problème du temps libre, d'un temps vécu comme (...) vide, ennui, aliénation »<sup>55</sup>.

Le *mouvement de 1977*, qui représentera le moment où les pratiques politiques de l'Autonomie connaîtront la plus grande diffusion, sera animé par « des étudiants, des jeunes prolétaires, des femmes, dont la situation sur le marché du travail était précaire et non garantie »<sup>56</sup> ; ces vastes strates de précaires étaient le résultat des politiques de restructuration menées par le capitalisme italien :

« Cette restructuration (...) démarra en 1974 (l'année de la crise du pétrole) ; il fut immédiatement évident qu'elle constituait une attaque à la composition technique et politique de la classe ouvrière des grandes usines. Le dispositif de la caisse d'allocations aux chômeurs (*cassa integrazione*) fut le premier des moyens par lesquels les patrons entreprirent la liquidation du cycle de luttes de l'ouvrier-masse en en brisant la "rigidité", donc l'homogénéité matérielle et politique dont il tirait les conditions pour exercer un contre-pouvoir à l'usine et dans la société. L'effet principal de cette restructuration fut la constitution d'un réseau de décentrage, de diffusion, de fluidification, de dispersion dans le tissu social de nombreuses

---

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 509.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 528.

composantes essentielles du processus de production et de reproduction. Des figures sociales nouvelles, traditionnellement extérieures au marché de la force-travail, furent absorbées par ce réseau, au sein duquel les conditions de travail prirent les formes extra-normatives et extra-légales du demi-chômage et de la précarité »<sup>57</sup>.

Selon l'analyse, d'origine opéraïste, qui inspira le discours et l'action de l'Autonomie, et que Balestrini et Moroni acceptent dans leur ouvrage, ces figures inédites sont de nature

« ouvrière, car c'était d'elles que la plus-valeur était extraite ; ces figures étaient une composante fondamentale d'une nouvelle composition de classe façonnée par les rythmes d'une métamorphose du processus de production impliquant un rétrécissement des travaux d'exécution traditionnels et un élargissement du travail intellectuel massifié »<sup>58</sup>.

Cette lecture insiste beaucoup sur la caractérisation *positive* des pratiques que ces figures développèrent lors du mouvement de 1977 :

« Si la restructuration, en rendant fluide le marché de la force-travail, avait mis en place un nouveau dispositif de production, au sein duquel l'activité laborieuse était déterminée comme précaire, temporaire, indifférente vis-à-vis d'une interchangeabilité entre fonctions manuelles et intellectuelles, les acteurs du mouvement de 1977 assumèrent ce terrain de mobilité, de brouillage des confins entre des travaux différents et entre travail et non-travail, en considérant les prestations au travail comme des données contingentes plutôt que comme le fondement de leur propre existence »<sup>59</sup>.

Si l'ouvrier-de-métier était défini par la défense d'une savoir-faire spécifique qui lui appartenait de façon exclusive, et l'ouvrier-masse par le caractère massif et homogène de la collectivité ouvrière constituée en forteresse d'un contre-pouvoir permanent, les nouvelles figures du travail étaient dépourvues de toute territorialisation de ce

---

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 529-530.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 530.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 531-532.

genre : elles ne possédaient que leur temps et leur vie, c'est-à-dire les données élémentaires de leur existence – une existence, par conséquent, entièrement livrée aux impératifs de plus en plus fluides, accélérés et arbitraires de la valorisation du capital et de l'exploitation de la force-travail. Ces nouvelles figures furent *créées* par des stratégies de *social engineering* (dont les laboratoires furent les pays de l'Amérique Latine tombés dans les mains des dictatures soutenues par les USA) qui déchirèrent profondément le tissu social issu des années du miracle économique et des luttes ouvrières et étudiantes, et bouleversèrent la vie de milliers d'individus, dont le destin bascula brutalement dans une condition de désorientation et de désespoir. L'interprétation – sociologue et moralisante à la fois – des comportements de la jeunesse de cette époque fut avancée par des théoriciens du PCI, et notamment par l'ancien opéraïste A. Asor Rosa, qui appela « deuxième société » ces strates livrées à l'anomie sociale, expulsées des identités politiques et sociales caractérisant traditionnellement la classe ouvrière, et dont les pratiques n'étaient, à son avis, qu'autant de manifestations d'irrationalisme auto-destructeur. Face à cette lecture, qui autorisait les pires mesures répressives et dépolitisa radicalement ces mouvements, l'attention à la signification *politique* de ces comportements « irrationnels » est une position absolument juste. Néanmoins, le souci de ne pas réduire ces pratiques à des explosions de colère et de folie, et de réaffirmer le lien des conduites apparemment « irrationnelles » à la vague politique des années précédentes et à ses impasses, ne devrait pas faire oublier le désespoir et la dévastation subjective qui frappèrent ces individus pris entre une condition sociale en voie de rapide détérioration et l'impossibilité de faire « redémarrer » le processus de construction d'hypothèses politiques novatrices. Donc, il faudrait nuancer certains jugements de Balestrini et Moroni (et propres dans une certaine mesure à la position de l'Autonomie) :

« Ces sujets étaient le dernier résultat (...) de l'accumulation d'un savoir et d'une mémoire organisés d'un cycle ininterrompu de luttes anti-institutionnelles, donc autonomes et radicales (...). Comme ils étaient principalement le résultat historique, le produit cohérent de l'ouvrier-masse

du point de vue du rapport dialectique à la restructuration capitaliste, ces sujets s'avèreront très agressifs dans leurs expressions politiques »<sup>60</sup>.

On peut se demander si cette lecture, outre qu'elle sous-estime la composante subjective de déchirure et de souffrance dans ces pratiques radicales, ne conduirait pas à affirmer une continuité trop linéaire entre les différentes phases de la vague politique italienne. Si les comportements agressifs de la phase finale eurent certainement une valeur politique, cette valeur ne peut guère être appréciée en dehors du rapport aux luttes des années précédentes, et sur ce point il n'y a rien à objecter. Or, ce rapport est marqué par l'échec de ces luttes à déclencher une constitution de formes politiques stables, et par la recherche frénétique et désordonnée d'une solution à l'enlisement des tentatives de solidifier ce processus constituant. Autrement dit, les « comportements agressifs » ne furent pas que la manifestation positive et libératrice d'une nouvelle composition de classe enfin libérée des fantasmes tiers-internationalistes que les groupes avaient reproduits. Ils furent en même temps le symptôme d'une impuissance politique profonde à retrouver une orientation valable sur fond d'un paysage social ravagé par l'offensive du capital et de l'État. C'est pourquoi la redécouverte « joyeuse », « désirante » et « positive » du corps et du vécu recelait en effet une charge immense de négativité. Le culte de l'immédiateté – protestation impuissante contre la faille de la longue préparation stratégique à un processus politique global qui n'avait pas eu lieu – prit dès le tout début de ces mouvements des allures auto-destructrices, soutenues par un *cupio dissolvi* plus ou moins explicite ou avoué, mais omniprésent<sup>61</sup>. Ce qui est certain, c'est que l'affrontement entre ces

---

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 531.

<sup>61</sup> D'où la redécouverte, ou la répétition des gestes situationnistes, décadents-imbaldiens, surréalistes, médiatisés par les contre-cultures. En 1978, dans son intervention au colloque de Venise sur *Pouvoir et opposition dans les sociétés post-révolutionnaires*, Franco Fortini parla du « retournement nihiliste et désespéré qui est intervenu parmi toutes ces couches de jeunes qui avaient courageusement proclamé l'identité du privé et du public » (F. FORTINI, "La contemplation horrifiée de la contradiction ne me suffit pas", dans *Pouvoir et opposition dans les sociétés post-révolutionnaires*, Paris, Seuil, 1978). Plus récemment, un auteur proche de

sujets « perturbants » et l’État (y compris la gauche historique, qui soutiendra et appuiera pratiquement la répression) fut impitoyable et sans ménagements : le bilan du mouvement de 1977 fut de

« 40. 000 inculpés, 15. 000 arrêtés, 4000 condamnations à des milliers d’années de prison, et puis des morts et des blessés, par centaines, des deux côtés »<sup>62</sup>.

L’une des images emblématiques de l’année 1977 en Italie restera la ville de Bologne, la principale parmi les mairies communistes italiennes, en état de siège, présidée par la police et les *carabinieri* occupant militairement la zone autour de l’Université. Des « lois d’exception » furent promulguées, laissant la main libre aux forces de police et à une magistrature qui, depuis toujours politiquement orientée plutôt à droite, commençait en ces années-là à se rapprocher d’un PCI s’identifiant à la légalité et à l’ordre moral (les deux seuls principes affichés par ce parti sous la calamiteuse direction d’E. Berlinguer)<sup>63</sup>. L’État d’exception eut l’effet de rétrécir les garanties démocratiques déjà fragiles de la République italienne : l’ordre public, garanti par la police et les procureurs, devint le pivot de la politique de l’État et le souci majeur des partis ; l’action des forces de l’ordre et de la magistrature se libéra progressivement de tout contrôle démocratique ou simplement « garantiste », en finissant par déstabiliser le système politique et par constituer la magistrature

---

l’Autonomie d’aujourd’hui, et insoupçonnable de complaisances moralisantes, a parlé de « côté obscur de la Force » (citation de *Star Wars...*) à propos de l’élément nihiliste omniprésent dans les discours radicaux des années 1970 (A. ILLUMINATI, *Percorsi del '68*, Roma, Derive Approdi, 2008).

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 532.

<sup>63</sup> Proche du PCI fut P. Calogero, procureur de Padoue et maître d’œuvre du « procès 7 avril 1979 » intenté aux chefs de l’Autonomie ouvrière (Negri, O. Scalzone, F. Piperno, et al.) qui coûta des années de prison à la plupart des animateurs du Collectif de recherche sur les sciences de l’État de l’Université de Padoue. Lorsque le juge G. Palombarini refusera de ratifier le « théorème » de Calogero concernant une prétendue direction par les théoriciens de Padoue de toute activité subversive, y comprise celle des Brigades rouges, le procureur recevra le soutien du quotidien du PCI dans sa protestation contre l’irresponsabilité laxiste de son collègue...

en centre de pouvoir à part entière. Des innombrables arrestations arbitraires frappèrent les milieux radicaux ; dans les usines les licenciements « politiques » et les dénonciations des ouvriers turbulents se multiplièrent, avec l'appui zélé des syndicats et des militants du PCI :

« C'est la période la plus sombre dès l'après-guerre (...) La "lutte contre le terrorisme" est utilisée (...) d'un côté, pour éliminer du paysage politique italien les forces d'opposition révolutionnaires, de l'autre, pour liquider les avant-gardes ouvrières dans les usines (...). À cette fin, des dispositifs législatifs et juridiques détruisant l'État de droit furent mis en place, avec le soutien de l'appareil médiatique, qui imposa sa façon de lire et de falsifier l'histoire des années 1970 afin d'effacer de la mémoire historique tout sujet politique antagoniste »<sup>64</sup>.

La pente autodestructrice s'accélère :

« Parmi les jeunes militants s'impose l'idée de l'inutilité de toute forme d'auto-organisation de base. Les options (...) se réduisent à un état où, d'un côté, on trouve la diffusion massive de l'héroïne (...) en tant que négation radicale de l'existant, de l'autre, on trouve l'adhésion également massive aux formations armées (...). Dans les organisations principales, on assistera à une levée de centaines de militants venant de l'autonomie diffuse et d'avant-gardes ouvrières »<sup>65</sup>.

Le travail patient, au cours de presque deux décennies, pour construire une alternative politique réelle à partir des luttes dans la production et dans la société, est abandonné, et ses acquis se délitent ; mais la constitution matérielle et formelle « progressive » de la République italienne est elle aussi démantelée – l'affrontement de deux puissances exclusivement militaires écrase les conditions de tout projet politique expansif et rationnel. L'assassinat d'A. Moro par les BR et du magistrat E. Alessandrini par « Prima Linea » accélèrera la criminalisation de toute position politique antagoniste, la théorie complotiste d'une direction unique à la fois du mouvement et des

---

<sup>64</sup> N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, p. 665.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 666.

formations armées – d'abord avancée uniquement par les porte-paroles du PCI – fut acceptée même par les juristes et les intellectuels démocratiques que les mesures d'exception de 1977 avaient agacés : la transformation autoritaire de l'État et la dérive terroriste du militantisme se renforcent réciproquement en étouffant les derniers vestiges, ou décombres, des mouvements. La fin des années 1970 voit la multiplication des suicides parmi les militants et les ouvriers (plus de 200 entre les chômeurs turinois). Toute opposition aux nouvelles exigences du capital issues de la restructuration est écrasée. Une nouvelle génération de capitalistes, agressifs et sans scrupules, se fraye une voie au sommet du capitalisme italien :

« La "culture d'entreprise" et l'"individualisme propriétaire" deviennent des valeurs positives, dont l'apologie est organisée par les médias et les intellectuels (...) des centaines de milliers de jeunes non-garantis deviennent l'assise, dépourvue de toute visibilité et de représentation politique, de la nouvelle richesse. Dans les immenses labyrinthes métropolitains le silence de la séparation et de l'impuissance règne sans partage ; les visages "en série" des politiciens répètent des mots insensés depuis les écrans de la télé. Ce fut le début de la décennie 1980. La décennie du cynisme, de l'opportunisme et de la crainte »<sup>66</sup>.

Ces années-là n'en sont, aujourd'hui, qu'à leur propre couronnement ; leur fin n'est toujours pas discernable.

Il faut maintenant tenter d'esquisser un bilan de cette histoire qu'on vient de rappeler brièvement : la crise et la dissolution de la *Nuova Sinistra* en tant que champ politique organisé se produisent au carrefour d'une pluralité de circonstances, que ni les transformations sociales et économiques ni la féroce répression étatique ne suffisent à épuiser. On pourrait suggérer que l'incapacité de donner lieu à une dynamique politique et organisationnelle en mesure d'articuler la rupture par rapport au modèle tiers-internationaliste à une certaine stabilité des nouvelles formes d'action, a joué un rôle dont l'importance n'aura pas été inférieure à celle de l'essor de nouvelles

---

<sup>66</sup>

*Ibid.* pp. 669.

figures sociales produites par la restructuration capitaliste ou de la criminalisation des mouvements. Cette impasse contribua à laisser désarmées les organisations face à la restructuration capitaliste et à l'offensive de l'État. Vraisemblablement, l'impasse en question fut un symptôme de l'épuisement du mouvement communiste du XXe siècle, à l'intérieur duquel la *Nuova Sinistra* continuait à inscrire ses innovations. De ce point de vue, la crise de la *Nuova Sinistra* n'a rien d'un phénomène spécifiquement « italien » : elle est contemporaine des échecs irréversibles des trois tentatives – la Révolution Culturelle (et en général la « voie chinoise » au communisme), les mouvements anti-coloniaux, et les mouvements radicaux dans l'Occident capitaliste – visant à « faire repartir », à l'intérieur même du mouvement communiste, le processus des créations politiques révolutionnaires qui s'était enlisé dès l'époque stalinienne. Dans les mêmes années (moitié 1970-début 1980), la Révolution Culturelle est liquidée, des régimes d'extrême droite, néo-libéraux et fondamentalistes commencent à s'établir en Amérique Latine, au Proche-Orient et en Asie, et l'impuissance politique avérée des mouvements de gauche en Italie, en France, en Allemagne, donne lieu à des formes de marginalité sociale ou de dérive nihiliste. Après la chute de ces dernières vagues d'expérimentation politique, la contre-révolution néo-libérale est mise en place, et le dynamisme du mouvement communiste s'épuise définitivement. Il n'en restera que le simulacre cadavérique dans la méprisable survie des États et des Partis dont les années 1990 amèneront la dissolution officielle. Dans la dernière phase de cette séquence finale de l'histoire du communisme, des formes inédites d'action politique, violemment contradictoires et ambiguës, feront leur apparition, parfois en effaçant celles du mouvement communiste et en en prenant la relève (c'est le cas de la mobilisation contre le Shah d'Iran en 1979<sup>67</sup>), parfois au contraire en se développant au sein même du mouvement mais en accélérant sa décomposition (c'est le cas de la Révolution Culturelle et de l'Autonomie italienne). Notre époque est toujours

---

<sup>67</sup>

Dont le lien à la crise des notions habituelles de “révolution” et de “mouvement” avait été parfaitement saisi par M. Foucault (cf. le dossier *Foucault, l'Islam e la rivoluzione iraniana*, Milan, Mimesis, La Rose de Personne/La Rosa di Nessuno, 2005).

marquée par l'apparition de pratiques et de discours – antagonistes par rapport aux pouvoirs en place et animés par des formes de mobilisation des masses – impossibles à reconduire à l'expérience communiste, bien que cette impossibilité soit à peu près tout ce qu'il nous est possible de dire à leur égard, quant à leur pouvoir d'expansion et à leur valeur émancipatrice<sup>68</sup>. La *Nuova Sinistra* exhibe la logique de ces processus de dissolution sous une forme particulièrement évidente et virulente : sa crise et son échec gardent donc une grande signification du point de vue de l'intelligibilité de notre histoire récente, qui débouche sur une *impossibilité politique*, voire une impossibilité *de la* politique (de s'y orienter et d'y agir) – situation peut-être provisoire mais que pour l'instant rien n'a encore démenti.

Mais ce trajet historique qu'on vient brièvement de rappeler n'est pas suffisant pour introduire la *Nuova Sinistra*. La décision d'entreprendre une recherche d'ampleur considérable sur cette expérience historiquement *close* – bien que riche en enseignements et passionnante tant qu'on voudra – n'a rien d'évident. Associée de la façon la plus étroite aux mouvements sociaux des années soixante et soixante-dix, inspirée par des formes différentes de marxisme critique ambitionnant la rénovation de la théorie de la société capitaliste et de la pratique politique du mouvement ouvrier, la Nouvelle Gauche italienne semblerait par conséquent appartenir à un monde dont plus rien aujourd'hui ne subsiste, balayé par la dissolution du communisme du XXe siècle et par l'effacement presque total des repères qui lui étaient associés (à cette situation globale s'ajoutant la persistance de l'oubli – organisé par les appareils de l'État italien, dont les partis politiques, y compris l'ancien Parti Communiste et ses héritiers, et par « l'industrie culturelle » – qui a frappé cette expérience et toute la longue

<sup>68</sup>

Cf. par exemple *Pouvoir destituant. Les révoltes métropolitaines*, Milan, Mimesis, La Rose de Personne/La Rosa di Nessuno, 2008, pour une tentative de saisir la signification politique des émeutes dans les banlieues parisiennes en 2005. Les interventions d'E. Balibar, A. Brossat, S. Mohamed Barkat, et d'autres, témoignent, par la diversité même des approches, de l'opacité de certains phénomènes contemporains.

séquence de l'histoire italienne dont elle a été la protagoniste politique et idéologique indiscutée).

Pourtant, il n'est pas difficile de renverser l'argument, et de suggérer que les caractères qui rendent apparemment inactuelle la *Nuova Sinistra* constituent autant de raisons pour essayer de lever le voile de l'oubli sur ses pratiques, son histoire et ses discours théoriques et politiques. Mais cela présuppose un bilan d'ensemble afin d'apprécier la nature et la portée des problématiques principales soulevées et traitées au cours du trajet historique qu'on vient de reparcourir. Il nous faudra par conséquent risquer quelques répétitions (que nous espérons mineures) afin d'approfondir la signification de cette longue Séquence rouge.

Premièrement, la *Nuova Sinistra* a représenté le « lieu » politique où une rencontre tout à fait inédite et porteuse de conséquences inouïes a eu lieu entre pratiques théoriques, ou « fonctions intellectuelles », d'un côté, et militantisme de base, de l'autre. D'où la forme souvent très singulière de l'intervention théorique et de sa circulation : micro-revues, groupes informels, opuscules militants, recensions polémiques, plutôt qu'efforts de systématisation et tendance à formaliser des concepts ou àachever des œuvres. Le milieu politique et intellectuel de la *Nuova Sinistra* ne connaîtra jamais rien de semblable ni à la tentative althussérienne de redécouvrir (en effet, de produire pour la première fois) la rigueur théorique de l'œuvre de Marx, ni aux monuments philosophiques de la « séquence rouge » de la philosophie française – c'est-à-dire aux œuvres de Foucault, allant de *Folie et déraison* jusqu'à *l'Histoire de la sexualité* en passant par *Surveiller et punir*, et aux deux grands livres de Deleuze-Guattari. Mais les analyses, les concepts et les mots d'ordre, souvent même les tics et les jargons, produits dans les principales revues de la période, *Quaderni Rossi* et *Quaderni Piacentini*, deviendront le patrimoine commun d'au moins deux générations d'intellectuels-militants, circulant librement entre les expériences politiques les plus variées (on ne citera ici que l'influence du marxisme critique issu de G. Lukács et de l'Ecole de Francfort à la fois sur l'œuvre de Franco Basaglia, les productions

théoriques du mouvement étudiant, et les analyses sociologiques de l’entreprise capitaliste fordiste).

Cette dispersion apparente, et ce manque de systématisation, voire de rigueur formelle, au niveau du discours théorique, sont en effet les symptômes d’un aspect singulier de la *Nuova Sinistra* : chez elle, la question posée par le jeune Gramsci « ordinoviste » concernant la fonction intellectuelle est relayée et devient un pivot de toute tentative de bâtir une stratégie politique renouvelée. On pourrait dire que, dès ses débuts, voire dès sa préhistoire entre 1945 et 1955, l’un des problèmes cruciaux des courants qui donneront naissance à la *Nuova Sinistra* aura été celui d’une transformation et d’une généralisation de la fonction intellectuelle – en entendant cette expression au sens (gramscien) d’une fonction de décision, d’organisation, de contrôle rationnel sur la société, mais également d’élaboration et traitement de principes et de stratégies capables d’orienter des pratiques d’émancipation. La fonction intellectuelle ne coïncide donc pas avec la réalité sociologique des « intellectuels » : elle est plutôt un moment structurel de toute forme imaginable des rapports sociaux, tendant par ailleurs à coïncider – sans jamais s’y identifier – avec la fonction politique (en entendant celle-ci encore une fois non pas au sens d’une activité spécialisée, monopolisée par une caste de professionnels ou par un appareil séparé, mais comme le moment général d’élaboration stratégique des perspectives guidant les formes de la vie collective). La tâche de la pratique politique socialiste ou communiste sera, par conséquent, de travailler à la construction de formes politiques et sociales en mesure d’impulser une généralisation de cette fonction à tous les hommes – ce qui presuppose l’invention de nouvelles formes de production et de circulation des idées, de nouvelles pratiques de décision et d’organisation, visant la coïncidence tendancielle des masses les plus larges possibles avec des rôles de direction et de responsabilité, et d’abord tout simplement avec un exercice généralisé et égalitaire de l’intelligence et de la rationalité.

Ce souci à l’égard de la fonction intellectuelle marquera profondément plusieurs expériences liées au devenir de la *Nuova Sinistra*, telles que les deux revues majeures, *Quaderni Rossi* et *Quaderni Piacentini*, avec leur insistance sur la signification

politique de l'enquête sur les lieux de travail et sur l'incorporation capitaliste des intellectuels au processus de valorisation. Mais le même souci hantera les débats du mouvement des étudiants entre 1967 et 1969 concernant tant la critique du statut des spécialités disciplinaires dans le capitalisme contemporain, que la façon la plus juste d'organiser les assemblées générales afin d'éviter la reproduction du morcellement des savoirs universitaires et les priviléges liés au savoir – d'où aussi l'importance de la problématique concernant les « techniciens », les porteurs des savoirs techniques et spécialisés liés à l'industrie, à l'administration et à l'industrie culturelle : quel est leur statut ? Sont-ils une fraction du prolétariat ou des classes exploiteuses ? Quelle organisation sera susceptible de transformer leur mécontentement en alliance avec les ouvriers ? Toute réponse à ces questions présupposant bien sûr une connaissance des formes spécifiques assumées par le capitalisme dans la phase historique que l'Italie traversait. Toujours dans la même perspective, il faudra rappeler la thématique du « contrôle ouvrier » développée par la revue théorique du PS, *Mondoperaio*, dirigée par R. Panzieri, entre 1957 et 1959, et centrée sur une coïncidence tendancielle, dans les mains de la classe ouvrière, entre gestion technique et direction politique de l'ensemble du processus productif. Tout cela jouera par ailleurs un rôle crucial dans la critique de la forme tiers-internationaliste des organisations politiques et syndicales de la Gauche historique, fondée sur la scission entre direction et exécution, entre militants et dirigeants (et donc sur l'avilissement intellectuel de la classe ouvrière et des masses, réduites, dans les pratiques post-stalinien, à « se faire organiser » d'en haut moyennant la répétition rituelle d'une série de dogmes figés). On reviendra là-dessus en traitant de la critique menée par la *Nuova Sinistra* des impasses du mouvement ouvrier international. Pour l'instant, on se limitera à remarquer que, au cœur de la pensée et de l'action de cet archipel culturel-politique, il y a eu la question du statut et de la place du savoir et de l'intelligence (au sens cartésien de « bon sens » rationnellement éduqué), et cela non seulement dans les sociétés capitalistes contemporaines, mais aussi et surtout dans le mouvement qui vise l'abolition des rapports actuels d'exploitation et de domination. Quel rôle joue la fonction

intellectuelle dans une politique d'émancipation ? Comment régler les priviléges auxquels elle est historiquement associée ? Comment faire d'une pratique politique d'émancipation des masses par elles-mêmes l'exercice collectif d'une pratique universaliste de la pensée, d'une généralisation de la rationalité et de l'intelligence ? Quelles conditions d'existence de la pensée et du savoir faut-il construire afin de faire de ces fonctions autant de vecteurs d'émancipation et non plus de priviléges et de domination ? Voilà des questions que la *Nuova Sinistra*, au moins dans ses aspects les plus féconds et novateurs, aura su poser avec une intensité qui tolère peu de comparaisons dans l'histoire du mouvement communiste (on peut citer, comme autant de cas analogues, presque uniquement le jeune Gramsci découvrant la classe ouvrière des grandes usines turinoises, et les débuts de la Révolution culturelle chinoise – tant l'une que l'autre de ces expériences étant d'ailleurs mal connues ou mal aimées par beaucoup des protagonistes des débats de l'époque, surtout par la mouvance opéraïste).

Rien d'étonnant donc dans le fait que ce soit autour des thèmes mis en circulation par les publications et les groupes de la *Nuova Sinistra* qui se construiront les conditions pour la rencontre stratégique entre le mouvement étudiant issu des luttes de 1967-1968 et la vague de grèves, d'occupations d'usines et de conflictualité ouvrière généralisée qui culminera dans l'« automne chaud » de 1969. Rétrospectivement, on peut dire que la rencontre entre étudiants et ouvriers – qui sera le véritable écueil du Mai parisien, encore aujourd'hui évoqué et discuté – a bien eu lieu en Italie, et que cette rencontre a « fait prise » (pour reprendre les termes du « matérialisme aléatoire » des derniers textes d'Althusser) en produisant des effets politiques dans la (relativement) longue durée de l'entièvre séquence 1960-1980 (délimitée par l'année où le gouvernement clérico-fasciste de Fernando Tambroni sera forcé à la démission par des émeutes et des révoltes souvent animées par une génération de jeunes prolétaires, et l'année où la défaite d'une grève aux usines FIAT de Turin, exprimant une nouvelle génération hautement conflictuelle de jeunes ouvriers, entraînera l'éclipse sans retour des travailleurs salariés de la scène politique). Le mouvement

étudiant italien, on l'a vu, s'est posé très tôt les problèmes du « rapport avec les ouvriers » et de l'inscription dans la durée des luttes à l'intérieur de l'Ecole et de l'Université. Les concepts et les mots d'ordre qui ont accompagné, et qui dans une certaine mesure ont rendu possibles ce contact et cette inscription, dont le résultat sera la naissance des groupes politiques organisés tels que *Potere Operaio* et *Lotta Continua* au lendemain de 1968-1969, avaient été élaborés au moins depuis le début des années Soixante.

La *Nuova Sinistra* représente par conséquent une expérience tout à fait rare d'articulation (souvent difficile, voire contradictoire) entre des milieux sociaux différents autour d'une orientation politique partagée. Pour reprendre encore une fois les mots de D. Giachetti, les années soixante-dix, marquées par une grande effervescence de la « société civile », sont caractérisées par

« des grandes luttes sociales, politiques, syndicales, par la présence de nouveaux mouvements, d'idées nouvelles (...) entrelacées à la naissance, au développement et aux élaborations des différents groupes politiques de la *Nuova sinistra*, établissant une continuité par rapport aux luttes des étudiants en 1968 et à celle des ouvriers en 1969 »<sup>69</sup>.

Cette continuité imposera comme une urgence la formation des organisations, et continuera à soutenir leur activité, la dimension de masse des luttes ouvrières et étudiantes ne pouvant plus être ni encadrée par les organisations historiques, ni bornée à des flambées locales et éphémères :

« La rencontre entre les luttes des étudiants et celles des ouvriers, qui avait eu lieu non sans difficultés, avait montré aux acteurs que des perspectives de lutte de longue durée allaient s'ouvrir, que ce qui avait été déclenché en Italie ne se serait pas épuisé rapidement, au contraire de ce qui s'était passé lors du Mai français »<sup>70</sup>.

---

<sup>69</sup> D. GIACHETTI, *Oltre il Sessantotto. Prima, durante e dopo il movimento*, *op. cit.*, p. 14.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 73.

La lecture de D. Giachetti restituait, en 1998, c'est-à-dire lors des célébrations du trentenaire de 1968, aux groupes organisés de la phase de l'après-69 leur rôle crucial dans la transformation d'une « effervescence » en une perspective politique rationnelle, bien que radicale. Giachetti et d'autres auteurs, tels que S. Bologna<sup>71</sup> et Attilio Mangano<sup>72</sup>, considéraient l'essor des formations extraparlementaires – en tant que produit de la *double rencontre*, entre étudiants et ouvriers, d'un côté, et, de l'autre, entre les luttes engendrées par la mutation de la société italienne et les idées et les pratiques nées et développées entre 1956 et 1967 – comme un événement historique décisif : résultat d'un enchevêtrement de conditions (de contradictions, aurait-on dit autrefois...) qui, s'il ne peut pas être considéré comme télologiquement pré-ordonné, n'est pas non plus réductible à une trahison du moment « magique » de la spontanéité du social. Lesdites lectures s'opposaient à la lecture dominante opposant « l'effervescence de la société civile », les vœux de rénovation des jeunes générations de l'après-guerre, l'explosion des mouvements spontanés et la critique des mœurs « bourgeoises », à la construction d'un projet politique comprenant notamment d'abord l'articulation aux luttes ouvrières, ensuite l'alternative aux Partis politiques de la Gauche Historique (Communistes et Socialistes, PCI et PSI, tous les deux étant également incapables de sortir de l'oscillation entre stalinisme tiers-internationaliste et réformisme), et finalement la reconstruction d'une théorie marxiste en mesure d'orienter l'action dans la société contemporaine. Ce projet ne pouvait pas éviter de s'inscrire dans une durée différente de celle – en effet largement *imaginaire*, voire *imaginée* dans l'après-coup du « reflux » – de l'explosion « créative » et libératrice : comme on a déjà eu l'occasion de le remarquer, il lui fallait se

---

<sup>71</sup> S. BOLOGNA, *I riti della memoria e la storia espropriata. L'autunno caldo è ben altro che archeologia*, in “IL Bimestrale” n. 6, supplément à “il manifesto” du 12 décembre 1989.

<sup>72</sup> Dont D. Giachetti cite en exergue ce propos: « Nous ne sommes pas du nombre de ceux qui ne voient dans les organisations qu'une forme de régression et de fausse conscience, selon la position naïve consistant à attribuer toute vertu au mouvement et tout vice aux organisations » (*op. cit.*, p. 71).

traduire dans la position explicite des problèmes concernant l'organisation des pratiques politiques aptes à généraliser cette « effervescence », et les rencontres inédites dont elle avait été porteuse. D'où

« l'interaction entre l'effervescence de la société civile et la recherche de formes nouvelles d'organisation politique et syndicale (...) et surtout une puissante demande de transformation profonde et radicale des structures fondamentales de la société bourgeoise et capitaliste »<sup>73</sup>.

Le nouage de l'« effervescence » et de la problématique organisationnelle (avec tout ce qu'elle entraîne d'inévitable *disciplinarisation* de l'action politique directe) est devenu à un certain moment la condition même des rencontres entre des réalités sociales qui étaient auparavant (et qui sont redevenues aujourd'hui) absolument séparées. Il faut donc le replacer dans la perspective de cette recherche de nouvelles formes *politiques*, donc *d'organisation* et de *pouvoir* (même si l'un des enjeux de toute la séquence sera aussi de définir les contenus d'une nouvelle notion de pouvoir révolutionnaire et de pouvoir de la classe ouvrière) :

« l'entrelacs entre mouvements, groupes de base et formations politiques de la *nuova sinistra* n'était dans son ensemble que l'expression d'un essor du conflit et de l'antagonisme de classes, à l'intérieur duquel le rôle de protagoniste de groupes sociaux spécifiques – étudiants, ouvriers, magistrats, psychiatres, soignés, femmes – se manifestait »<sup>74</sup>.

Si pour le Mai français il a été possible de parler de « rupture de l'ordre symbolique »<sup>75</sup> comme clé de l'intelligibilité de

---

<sup>73</sup> *Ibid*

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>75</sup> Boris GOBILLE, *Mai 68*, Paris, la Découverte, 2008 : « C'est l'existence préalable d'une "crise sensible" et d'une "sensibilité de crise" en milieu étudiant qui explique l'écho qu'y reçoivent des théories qui (...) mettent en crise l'ordre social et symbolique (...). Les conditions sociales sont alors rassemblées pour permettre, en mai-juin 1968, un arrachement des subjectivités à leur ancrage social objectif et un dépassement politique des situations personnelles, et pour autoriser leur découverte du sens comme

problématique et du monde comme énigme. Quelles que soient alors les idéologies investies pour penser cette ouverture du pensable, ce mouvement est fondamentalement démocratique en ce qu'il soumet à la délibération publique la question des fondements de l'ordre social et symbolique » (p. 18 et p. 20). Par conséquent, la signification de Mai 68 ne peut être que celle d'une « prise de parole » où les discours politiques, les références aux théories marxistes ou anarchistes et aux pratiques politiques (passées et présentes) du mouvement communiste ne peuvent avoir qu'une valeur de prétexte pour exprimer – de façon inadéquate – *autre chose*, que le langage de la sociologie pourra venir codifier de façon apparemment non-problématique : « Mai 68 (...) fait entendre publiquement des paroles auparavant refoulées, réduites au silence ou même pas imaginées (...) il inscrit sur la scène du visible et dans l'arène publique, des acteurs, des sujets, des enjeux et des pratiques qui n'y avaient pas droit de cité jusqu'alors. "L'ordre social, écrit P. Bourdieu, doit pour une part sa permanence au fait qu'il impose des schèmes de classement qui, étant ajustés aux classements objectifs, produisent une forme de reconnaissance de cet ordre, celle qu'implique la méconnaissance de l'arbitraire de ses fondements". À ce titre, "tout ce que peut avoir d'inoui, d'ineffable la situation créée par la crise", son caractère de "rupture hérétique avec l'ordre établi", tient précisément à la découverte démultipliée, en mai-juin 1968, de cet arbitraire » (p. 101, la référence est à P. BOURDIEU, "Le moment critique", dans *Homo academicus*, Paris, Minuit, 1984). Tenant explicitement la révolte en milieu étudiant (et donc la situation d'anomie d'une génération qui, en se découvrant plongée dans un vide d'identification à l'ordre social, s'invente en même temps pour la première fois comme subjectivité « juvénile ») pour le paradigme de la signification historique de Mai 1968, cette lecture ne suffit pas pour rendre compte de la situation italienne (quoi qu'il en soit de sa pertinence à l'égard de la France) : d'abord, de sa multiplicité d'origines sociales, où les ouvriers des grandes villes industrielles auront finalement joué un rôle crucial en tant que porteurs virtuels (et reconnus comme tels par tous les acteurs, y compris par les patrons et l'État) d'un projet politique global, voire d'une « alternative de pouvoir », à la fois politique, technique, économique, etc., en pleine cohérence avec les positions de R. Morandi et R. Panzieri ; ensuite, de sa politicité radicale – la perspective bourdieusienne avancée par B. Gobille semble bien appauvrir cette dimension d'expérimentation de nouvelles configurations de l'agir politique (ce qui entraîne du même coup la proposition et l'invention de nouvelles formes d'exercice du pouvoir) – ; enfin, du rôle du marxisme et du mouvement communiste dans les fins et les auto-représentations des acteurs de cette « séquence rouge » : tout comme la proposition de nouvelles formes de pouvoir (et dans la plus stricte liaison à celle-ci), le renouvellement de la théorie et de la pratique du mouvement ouvrier était

l'événement, en Italie – où plutôt que d'événement il faudrait parler d'une superposition de conjonctures (crises économiques, transformations du capitalisme, scénario international en voie de bouleversement rapide, chacun de ces noeuds conjoncturels étant en soi-même surdéterminé) dans une séquence étendue – le constat s'impose d'une signification plus directement *politique* des différentes pratiques et expériences. Une signification explicitement assumée comme principe d'orientation par les acteurs eux-mêmes, et qui, loin de se réduire à un épiphénomène de l'effervescence sociale, voire à son *caput mortuum*, a fini par constituer à un certain moment le moteur et le ressort de la déstabilisation des partages et des cloisonnements de l'ordre social<sup>76</sup>. Autrement dit, la *Nuova Sinistra* déploie une configuration à l'intérieur de laquelle un processus de changement du « social » a eu pour condition préalable une série de *declarations* concernant une orientation politique<sup>77</sup>. On pourra donc

---

un enjeu explicite et crucial, bien loin de fournir le cadre extérieur et contingent d'une situation de crise symbolique. Le langage marxiste n'était pas un emprunt destiné à formuler *autre chose* ; plutôt, la réalité des luttes sembla pouvoir départager entre ce qui du marxisme était périmé et ce qui était au contraire à ratifier, en consentant, par-là, une *réinvention* de la théorie marxiste dont la seule comparaison plausible est avec l'entreprise de rigorisation du marxisme menée par L. Althusser (et ses élèves), ou par Ch. Bettelheim.

<sup>76</sup> Ce qui est prouvé *a contrario* par la « misère italienne » qui, dès années 1980, mène à la situation actuelle : une fois accomplie la dé-légitimation (souvent par la répression brutale et avec la collaboration des organisations « historiques » de la Gauche) de toute intervention politique des masses, de toute proposition de changement radicale dans la gestion et la production du pouvoir politique, la « société » italienne s'est refermée sur elle-même, cautionnant les inégalités les plus scandaleuses, l'hégémonie des discours les plus obscurantistes, la circulation de fantasmes raciaux et racistes, etc. Démonstration éclairante du fait que l'autonomie du « social » n'est souvent que la liberté de « vivre et penser comme des porcs » (ou comme des chiens enragés), si ce « corps social » n'est pas investi, traversé, et donc *morcelé*, par l'impulsion de maximes politiques d'émancipation et d'égalité.

<sup>77</sup> Il ne faut pas oublier que la lecture sociologique du « Mai français » est loin d'être la seule plausible : Alain Badiou a affirmé que la valeur des processus amorcés en Mai 1968 consisterait plutôt dans la rencontre, sur le terrain politique, entre la jeunesse scolarisée et les ouvriers des usines – rencontre dont la mouvance maoïste aurait constitué, dit-il, le site politique

en tirer une leçon : une politique d'émancipation n'est jamais, ou très rarement, un produit spontané de la « société », ce prétendu réservoir de formes de vie qui est en effet le creuset de tous les conformismes et de toutes les inégalités. Afin que l'universel politique puisse obtenir une existence auprès du plus grand nombre d'acteurs, il faut mettre en place des procédures de *nomination*, de *décision*, qui viennent *diviser* le corps social d'avec soi-même. Il faut donc prendre le risque (qu'aucune prétendue garantie inscrite dans une dynamique sociale quelconque ne peut réduire) de traiter des points, tenir des positions, déclarer des coupures et des scissions – bref, afin qu'un processus proprement politique ait lieu, il faut interrompre la circulation indifférente des opinions et des transactions qui traversent l'existence sociale ordinaire, désarticuler les hiérarchies qui structurent le corps social dans sa dimension d'homéostasie. Ce n'est qu'à ces conditions qu'un processus pourra s'amorcer qui, tout en s'inscrivant dans les relations internes à une formation sociale, n'en sera pas moins gouverné par une logique propre, spécifiquement politique, que ni l'ordre ni le progrès internes à une société donnée n'autorisent<sup>78</sup>.

L'orientation politique qui structurera les pratiques dont il est question ici commence à s'élaborer déjà à la sortie de la Guerre mondiale, surtout dans les courants de gauche du Parti socialiste italien (d'où sont issues deux figures parmi les plus grandes de la *Nuova Sinistra*, mais aussi de la gauche marxiste italienne, et j'oserais dire de l'histoire et de la culture italiennes : Raniero Panzieri et Franco Fortini). Elle pourrait être convenablement caractérisée comme une visée explicite de dépassement des rapports de production capitalistes et de la domination par l'État de classe (c'est-à-dire par l'État tout court), mais dans le cadre, qui faisait

---

par excellence (cf. A. BADIOU, *La révolution culturelle : la dernière révolution ?*, Paris, Conférences du Perroquet, 2001, recueilli dans *L'hypothèse communiste*, Paris, Lignes, 2009).

<sup>78</sup> Cf. les œuvres d'Alain Badiou et Jacques Rancière, qui thématisent depuis longtemps cette disjonction entre la politique et les dynamismes de la vie sociale (disjonction étroitement liée à celle entre la perspective de l'émancipation et le discours marxiste du XXe siècle).

également l'objet d'un consensus relatif, d'un diagnostique assez lucide sur l'irréversibilité des impasses de l'expérience soviétique (considérée dès les années cinquante par nombre des « fondateurs » de la *Nuova Sinistra* comme une expérience épuisée ou tout au moins bloquée) et des lignes théoriques et pratiques du communisme de la Troisième internationale. D'où la recherche systématique d'une troisième voie en mesure de sortir de l'oscillation perverse entre, d'un côté, le maintien des schémas staliniens du Parti-guide, du Parti en tant que conscience, sublimation et totalisation des pratiques politiques des masses et des classes exploitées, avec son articulation caractéristique du « verticalisme » militarisé au dogmatisme théorique, et, du côté opposé, de l'intégration réformiste à la logique des rapports sociaux capitalistes et de son expression politique parlementaire.

La *Nuova Sinistra*, en tant qu'expérience relativement organisée, se construit et se définit à partir du constat de la fin de l'hégémonie du Parti-guide et de l'État-guide sur le mouvement socialiste et communiste. L'une de ses racines les plus importantes fut l'aile gauche du Parti Socialiste Italien, qui avait accepté et soutenu la rupture opérée par la Révolution d'Octobre avec le parlementarisme et le réformisme, tout en soutenant très tôt (dans les années 1930-1940) les limites de la généralisabilité du modèle soviétique. Une autre composante généalogique, les communistes Internationalistes, unissaient l'étude rigoureuse des positions de Lénine et du premier léninisme à la critique virulente de l'URSS en tant que régime à capitalisme d'État. En renouant, de façon plus ou moins explicite et consciente, et non sans plusieurs prises de distance, avec le Gramsci ordinoviste et celui d'*Américanisme et fordisme*, plusieurs théoriciens et militants qui joueront un rôle dans la construction ou dans la préparation de l'essor de la *Nuova Sinistra*, essayèrent d'articuler le problème de la fonction intellectuelle (au sens vu précédemment) virtuellement portée par la classe ouvrière et les masses populaires à la question concernant l'invention des formes politiques capables d'amorcer un processus révolutionnaire dans des sociétés à capitalisme avancé, ce qui entraîne nécessairement une redéfinition de la notion de « révolution », et impose assurément de repenser le rapport au pouvoir qui a dominé le mouvement

communiste au XXe siècle – le pouvoir étant bien sûr celui exercé par l’État capitaliste qu’il s’agissait de renverser, mais aussi et surtout celui que le mouvement communiste aurait mis en place *après ou au cours de* la révolution proprement dite (et bien entendu aussi celui que le mouvement communiste exerçait déjà bel et bien en son propre sein, dans ses organisations politiques et syndicales, dans sa façon d’établir un certain rapport à la théorie et aux décisions stratégiques, et de mettre en place et traiter le lien entre les militants et l’appareil organisationnel). La *Nuova Sinistra* aura donc été aussi le lieu d’une tentative, non seulement de mener une (auto-) critique du mouvement communiste fondée sur un constat lucide à l’égard de la crise<sup>79</sup> de ses réalisations historiques, mais également et surtout de faire repartir le mouvement sur des nouvelles bases, en réinventant par là tant l’idée de politique (et précisément de politique *d’émancipation*), que l’analyse des sociétés capitalistes contemporaines.

Dans les moments les plus lucides de ce processus critique, une rupture s’imposera vis-à-vis des organisations de la gauche historique sur au moins *trois* points.

Le *premier point* concerne la question de l’organisation et du statut de la forme-parti. Tant dans le « système » leniniste (tiers-internationaliste) que dans le « système » social-démocrate (seconde-internationaliste)<sup>80</sup>, le Parti, appareil séparé modelé d’après la forme étatique de l’agir politique, est le seul titulaire des activités de décision et d’élaboration stratégique. Fondé sur la scission radicale entre tâches d’exécution et tâches de direction, le primat du Parti peut s’incarner dans la concentration exclusive sur la politique

---

<sup>79</sup> Crise éclatée dans les années 1970, mais qui, selon Louis Althusser, datait déjà des années 1930, refoulée, voire aggravée par l’issue stalinienne, qui, quarante ans après, continuera toujours à marquer, jusque dans sa dissolution, le mouvement.

<sup>80</sup> Le premier représentant à plusieurs égards une « revanche posthume » du second, selon le mot de Louis Althusser. Sur la légitimité d’attribuer à Lénine la paternité du « leninisme », cf. notre intervention au Séminaire du Groupe de Recherches Matérialistes, 1<sup>ère</sup> année, février 2008 : [www.europophilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/Cavazzini\\_Althusser.pdf](http://www.europophilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/Cavazzini_Althusser.pdf).

parlementaire (point sur lequel R. Panzieri rompra définitivement avec le PSI en 1959-1960), ou bien dans la construction d'une forteresse idéologique et organisationnelle dont le seul but deviendrait de reproduire sa propre cohésion interne, sa « monolithicité » idéologique, ses rapports hiérarchiques figés et irrémédiablement inégalitaires (point sur lequel Panzieri s'opposera toujours aux pratiques politiques des différents PC). D'ailleurs, par justice poétique, ou inversion dialectique, le primat de l'appareil militarisé a fini – et ce déjà dans les années 1950 marquées pourtant par les affrontements de la Guerre Froide – par amener les communistes à se réduire eux aussi à des professionnels de la politique parlementaire. Convaincus (au moins dans les rituels publics, ce qui constitue le noyau de n'importe quelle église...) du déclin inévitable du capitalisme, lui-même identifié par ailleurs aux États du bloc atlantique, et de l'inéluctable marche triomphale du système soviétique, les responsables du PCI ne pouvaient que borner leur action réelle à la pure et simple conservation de l'existence et de l'unité du Parti, cet annonceur *in partibus infidelium* du glorieux avenir que les peuples de l'URSS pouvaient déjà commencer à voir surgir. Toute *pratique* réelle de transformation de la réalité sociale donnée, toute action envisageable dans le *hic et nunc*, ne pourrait alors que devenir secondaire et subordonnée face au maintien et à l'expansion du grand appareil du Parti. Telle sera après tout la tâche et le chef d'œuvre de Palmiro Togliatti, et du groupe dirigeant communiste issu des années de guerre qui, par trop de fidélité au socialisme réalisé *ailleurs ou autrefois*, s'interdisait de se mesurer aux conditions d'autres réalisations, différentes de celle, mythique, qui avait été dressée en modèle et paradigme justement afin de ne pas se poser des questions sur son trajet, sa situation actuelle, son potentiel d'universalité, sa structure sociale réelle.

À partir de ces prémisses, le PCI ne pouvait que devenir, d'un côté, l'instrument fidèle de la politique de puissance de l'URSS, et rester aveugle, voire hostile, à l'expérience chinoise, aux mouvements de libération du Tiers-Monde, aux phénomènes de contestation dans les pays capitalistes de l'après-guerre – trois nœuds qui inspireront par contre l'essor de la *Nuova Sinistra*, et que celle-ci cherchera à sa façon d'articuler (sur ce point, encore une fois, une

figure clé reste R. Panzieri). Et, de l'autre côté, il ne pouvait qu'entreprendre sa « voie italienne au socialisme » et s'intégrer progressivement, avec son appareil gigantesque, hiérarchisé, oligarchique, à l'État italien (par ailleurs traditionnellement corrompu et inégalitaire) – ce qui avait déjà été fait, notamment sous l'impulsion de Pietro Nenni, par le Parti Socialiste, le « petit frère » méprisé à cause de son éclectisme idéologique et de la multiplicité anarchique de ses courants, en réalité beaucoup plus vif et dynamique sur les plans politique et intellectuel que les molochs stalinien, mais aussi très exposé aux sirènes de la modernisation capitaliste incarnée par le *Welfare State* et l'institutionnalisation « ford-keynésienne » du *labour*. Dans ce cadre, ce qui restait impensable pour les organisations de la Gauche « historique » était justement la possibilité d'inventer des nouvelles pratiques politiques ne faisant qu'un avec le dépassement, à amorcer ici et maintenant, des rapports *actuels* d'exploitation et domination.

Les organisations de la *Nuova Sinistra* ont cherché, au contraire, de construire des pratiques d'intervention politique novatrices par rapport aux modèles de la gauche historique, et surtout en mesure de sortir de l'alternative bloquée (mais dont la persistance surdétermine la dialectique même du paradigme tiers-internationaliste *dans la mesure où celui-ci contient ses propres points d'hérésie interne*) entre « partitisme » et conseillisme : c'est-à-dire, entre une vision selon laquelle l'appareil du Parti est le lieu d'élection de l'agir politique, le seul point de totalisation d'une praxis autrement dispersée, inefficace et irrationnelle ; et une autre vision – spéculaire à la première – selon laquelle l'organisation ne serait qu'une expropriation « léviathanique » de la spontanéité vitale des masses, seules titulaires de la politique proprement dite. Le conseillisme en tant que paradigme – dont les années autour de 1968 verront une renaissance, non sans impliquer des formes d'ontologie de la praxis collective (pour exemple les cas emblématiques de C. Castoriadis et Cl. Lefort) – présente le point faible de ne pouvoir se définir que par opposition vis-à-vis du grand Autre représenté par le Parti. L'affirmation d'une spontanéité créatrice, auto-organisatrice et auto-gestionnaire, des masses a toujours besoin de la référence négative à un Appareil et à une Bureaucratie, pour leur opposer la

promesse toujours inaccomplie, voire ontologiquement inaccomplissable (une certaine considération de l'inachèvement comme essence de l'Etre ou de l'Homme n'est jamais très loin de ces positions politiques) d'une puissance praxique qui serait bien, elle, créatrice de mondes et de formes de vie et par conséquent porteuse d'émancipation, s'il n'y avait pas malheureusement d'organisation pour l'en empêcher (mais aussi pour garder du même coup intacte sa valeur de promesse...).

Les organisations de la *Nuova Sinistra* incarnent par contre une tendance à dépasser cette opposition bloquée. Pour elles, dès le début des années 1960, il s'agira d'inventer des formes organisationnelles, voire de produire des nouvelles définitions, à la fois théoriques et pratiques, de l'organisation elle-même, afin de garantir l'existence dans la durée des acquis de luttes qui sont déjà, en elles-mêmes, entièrement *politiques*, et non « sociales » ni « trade-unionistes », tout le problème de l'organisation étant celui, non pas de « politiser » les conflits, mais d'en assurer l'articulation à un niveau supérieur. Il s'agissait donc moins de diaboliser le Parti pour lui opposer la plénitude des formes de vie dont les masses seraient spontanément capables, que de ré-inventer la signification que les pratiques politiques peuvent assumer dans le contexte de l'Occident capitaliste, face à la forme étatique du *Welfare State*, de l'entreprise fordiste et de l'industrie culturelle. Les résultats de ces efforts sont évidemment susceptibles d'un bilan hautement aporétique. La question concernant la forme d'organisation la plus adéquate à assurer le lien entre les différents niveaux des luttes – question sur laquelle les groupes se livreront aux plus durs affrontement et à d'innombrables clivages internes – ne trouvera jamais de solution définitive jusqu'à la fin de la « séquence rouge » italienne.

Le seuil sera pourtant définitivement franchi au-delà de la « forme-parti » traditionnelle. Les groupes resteront les porteurs principaux d'un style d'action politique dont les traits resteront dans un état inchoatif, mais dont la tendance sera par contre claire et univoque : une tendance qu'on pourrait appeler « universaliste », au sens justement de l'universalisation de la responsabilité politique et de l'intervention en situation, par-delà les médiations et les

hiérarchies des appareils traditionnels. Au sein de ces expériences, on trouvera le primat de l'intervention directe contre la logique de la représentation parlementaire, celui des « échanges d'expériences » entre des individus très différents par leur extraction sociale et générationnelle, ou par leurs origines culturelle et géographique, contre les cloisonnements inégalitaires qui traversaient la société, et finalement celui du traitement politique ici et maintenant d'une situation actuelle qu'il fallait apprendre à connaître de l'intérieur, en ne s'autorisant que de soi-même et de ses propres pratiques d'enquête, contre la pratique du compromis et du renvoi indéfini aux « bon moment » et aux instances « légitimes » de l'appareil. Bref, il s'agissait d'expériences collectives d'égalité, d'engagement, de découverte de formes d'intelligence, d'action et de pensée auparavant insoupçonnées, et certainement impossibles à mettre en place de l'intérieur des formations de la Gauche historique. Nous citerons une dernière fois D. Giachetti à propos des caractères inédits des organisations de la *Nuova Sinistra* :

« Je crois que le moment est venu d'attribuer une valeur sociologique et politique positive à la notion de "groupe". [Les organisations de la *Nuova Sinistra*] étaient, plutôt que des Partis, des véritables groupes, des associations informelles, sans règles formelles, ni divisions hiérarchiques des tâches et des fonctions. (...) Ce phénomène se manifesta comme un foisonnement de lieux de rencontre, de débat, de réflexion théorique et d'intervention politique immédiate. Il s'agissait souvent de cercles, de centres de documentation, bref, de formes organisationnelles surgies par nécessité et dans l'urgence, afin (...) d'intervenir dans les écoles, dans les quartiers populaires, dans les usines. Ces formes représentaient autant d'outils du travail politique, se mettant en place avec la même désinvolture avec laquelle elles se dissolvaient juste pour se recomposer sous d'autres formes et animés par de nouveaux membres. Une sorte de nomadisme politique de masse caractérisa cette phase de militantisme politique, plusieurs jeunes cadres et militants se déplaçant d'un groupe à l'autre, d'une expérience politique à l'autre (...), dans une succession souvent chaotique de quête et de "boulimie" politiques, théoriques et idéologiques (...). Il s'agissait d'un phénomène qu'on pourrait définir (...) d'établissement de rapports multiples et simultanés, qui toucha une génération entière, libérée tant du catholicisme borné des villages et des paroisses que de l'emprise étouffante – à la fois hypocrite dans la pratique politique et stérile dans

l’élaboration culturelle – du stalinisme (...). Le groupe politique était d’abord envisagé comme un prolongement de la participation au mouvement (...). Les militants étaient tous ceux qui participaient à n’importe quel titre à l’activité politique du groupe ; un système de gestion interne était mis en place, se fondant sur la participation active et directe, une sorte d’assemblée générale permanente se réunissant plus ou moins régulièrement mais qui n’avait ni dirigeants ni secrétaires. Les lieux où les réunions se déroulaient étaient appelés "sièges" (*sedi*) et non "sections" ; les militants intervenants dans une école ou une usine déterminée étaient les membres d’un "comité", et non d’une "cellule", ce dernier mot évoquant une pratique politique trop rigidement liée à l’appareil d’un parti. Les confins idéologiques entre les groupes n’étaient pas toujours nettement marqués, et, même lorsqu’ils l’étaient, cela n’empêchait l’irruption d’une foule de jeunes traversant les groupes politiques les plus différents »<sup>81</sup>.

Cette analyse – valable, à quelques détails près, tant pour les groupes d’analyse et d’intervention des années 1960 que pour les organisations des années 1970, au moins dans leur première phase – montre la tendance, propre à la *Nuova Sinistra*, à proposer des nouvelles dynamiques organisationnelles plutôt qu’à se livrer à une détestation apriorique de la notion même d’organisation. Les débats autour de cette problématique se poursuivront jusqu’à la fin de la séquence en question, sans jamais se stabiliser ; le seul modèle général qui caractérisera à peu près tous les groupes de la *Nuova Sinistra* est celui qu’on vient d’esquisser, ouvert et fondé sur des liens informels – un modèle qui marquera bien sûr un point de non-retour par rapport aux formes anciennes de l’organisation, mais d’où aucun nouveau paradigme organisationnel partagé, en mesure de briser l’hégémonie de la forme-Parti, ne surgira pour se fixer dans la longue période. Bien entendu, on pourrait toujours objecter que la proposition d’un paradigme organisationnel hégémonique serait déjà un fantasme tiers-internationaliste dont il faudrait se débarrasser ; et que la nature des luttes dans le capitalisme avancé est justement celle d’être « rhizomatiques », plurielles, impossibles à unifier. Mais ces objections – qui ressuscitent enfin l’opposition entre la spontanéité vitale et son aliénation par l’Appareil – méconnaissent le fait que,

---

<sup>81</sup>

D. GIACCHETTI, *op. cit.*, p. 79-81.

pour les militants de la *Nuova Sinistra*, il s’agissait précisément de construire des formes d’organisation nouvelles faute desquelles les luttes elles-mêmes auraient gaspillé leur force initiale (ce qui se produira, en effet). Plus généralement, et si l’on accepte notre définition précédente de la problématique organisationnelle, on pourra dire que la mise en place d’une organisation en ce sens élargi est la condition nécessaire de la signification spécifiquement politique des luttes. Ce n’est qu’en donnant lieu à un processus *sui generis*, autonome par rapport aux contraintes sociales, et gouverné uniquement par la logique de ses propres axiomes, qu’une situation conflictuelle devient politique. Mais ce processus ne peut réellement se constituer sans la construction d’un *site* explicitement consacré au traitement des points politiques surgis au cœur des luttes elles-mêmes : ce site inévitablement décalé par rapport à la vie sociale ordinaire est ce que nous appelons « organisation ». Sans la fixation d’un site de ce genre – ce qui implique des mesures organisationnelles au sens le plus strict et (faussement) banal du terme – il n’y a pas de dynamique proprement politique. D’où non seulement la légitimité, mais la positivité inconditionnelle des débats parfois épuisants sur l’organisation et de la construction difficile et déchirante des groupes de la *Nuova Sinistra*. L’impossibilité de produire une nouvelle synthèse politique et théorique, après l’enlisement des solutions tiers-internationalistes, était considérée à juste titre comme un *manque* qui aurait, à terme, entraîné l’épuisement de l’« effervescence » sociale et de la conflictualité spontanée. La thèse selon laquelle cet échec n’en serait pas un, mais plutôt un acquis ouvrant la voie à la prise de conscience du caractère heureusement non-structuré, dispersé et proliférant des « multitudes », relève d’une très douteuse stratégie historiciste de justification après-coup. Il faut par contre reconnaître la signification d’impasse et de défaite – du point de vue des acteurs mêmes de ces projets politiques – de l’incapacité à soustraire à la gauche historique le primat dans le champ organisationnel (ce qui signifiait aussi un enracinement plus solide parmi les classes exploitées, et une puissance supérieure d’initiative sur le plan de la stratégie politique d’ensemble). Et il faudra surtout considérer cette impasse et cette défaite comme des symptômes de l’impossibilité, pour le mouvement

communiste, de se réformer en profondeur après l'époque stalinienne, donc de sortir de l'alternative (et de la solidarité cachée) entre dogmatisme autoritaire et incorporation à l'État capitaliste.

Le problème des formes organisationnelles aura donc bien constitué une pierre d'achoppement pour les groupes. Il faut considérer sérieusement l'hypothèse que dans l'impasse et l'échec de la *Nuova Sinistra*, l'incapacité à traiter convenablement la question de l'organisation ait joué un rôle non négligeable. Finalement, la *Nuova Sinistra* elle-même aura été incapable de sortir d'une oscillation tout à fait traditionnelle entre, d'un côté, la cristallisation des formes organisationnelles en appareils dominés par des chefs charismatiques et gouvernés par le fonctionnement auto-référentiel d'un jargon ésotérique, et, de l'autre, un culte de la spontanéité des masses (ou de la Classe selon le jargon légèrement théologique d'origine opéraïste) de plus en plus creux et impuissant au fur et à mesure que les ouvriers et les classes laborieuses se détournaient de ces formations instables pour revenir aux certitudes des puissants appareils de la gauche historique. L'insistance de Negri, et de Moroni et Balestrini, sur la nature « tiers-internationaliste » des dérives organisationnelles des groupes est peut-être à interpréter moins comme un expédient polémique que comme la prise d'acte d'une incapacité à « régler les comptes » avec les formes d'existence précédentes du mouvement communiste, qui étaient, elles, destinées par conséquent à refaire surface dans les symptômes de la crise stratégique de la *Nuova Sinistra*.

Néanmoins, la tentative fut bien amorcée de donner lieu à une critique pratique des anciens partis et syndicats en direction de la création de nouvelles formes d'organisation à la fois structurées et virtuellement expansives. Finalement, il faut dire que, si les groupes en tant que tels ne purent se soustraire, ni survivre, à leur propre crise, les anciennes formes d'action politique n'en furent pas moins définitivement ébranlées. Afin de sauvegarder le primat de l'appareil dans l'élaboration de la stratégie politique, et de poursuivre son projet d'institutionnalisation complète, le Parti Communiste fut forcé de renoncer à tout rapport avec sa propre base de masse, en dehors de l'interpellation électorale (de moins en moins efficace, par ailleurs). Les partis et syndicats de la gauche historique ne réussirent à

conjurer toute contestation de leur primat que par la destruction féroce et impitoyable, menée en s'appuyant sur l'appareil répressif d'État, de toute participation des masses à la vie politique. Cela permit leur résorption institutionnelle en tant qu'appareils d'un État toujours plus corrompu, clientéliste et oligarchique, mais déclencha en même temps leur déclin irréversible. La gauche historique, en collaborant à la destruction des expériences politiques liées d'une façon ou de l'autre à la *Nuova Sinistra*, ne parvint finalement qu'à se suicider misérablement, entraînant par-là la clôture du système politique italien, la dépolitisation de la population, et l'écrasement de toute pratique collective d'émancipation sous le poids du conservatisme borné et du nihilisme massifié. Finalement, les pratiques propres aux organisations de la gauche historique ne survécurent pas, elles non plus, à l'étouffement de cette « effervescence » dont on a vu la signification de poussée vers un renouvellement de l'agir politique. Les solutions sociales-démocrates proposées par le PCI et le PSI, tout comme leur pouvoir d'encadrement des classes laborieuses, victorieuses à court terme, n'eurent aucune postérité – elles ne constituent plus depuis longtemps des options dans le champ politique italien, entièrement dominé (surtout « à gauche ») par un consensus néo-libéral caricatural, provincial et borné. Le PSI, devenu le principal acteur de la corruption politique des années 1980, n'existe plus aujourd'hui, emporté par les enquêtes judiciaires. Le PCI, au bout d'une longue série de « blanchissements » d'un passé impossible à traiter et d'adaptations à des faits accomplis de moins en moins anticipés et maîtrisés, est aujourd'hui un contradictoire « Parti démocrate » – en réalité un agrégat de vieux routiers parlementaires post-communistes ou démo-chrétiens et d'oligarques régionaux corrompus, totalement autistique, déchiré par d'innombrables luttes internes ayant pour enjeu la répartition d'un appareil qui se décompose rapidement, dépourvu de toute grille de lecture de la réalité sociale et politique (exception faite pour l'idéologie spontanée des experts de marketing électoral, des télé-journalistes ou des sémiologues de la communication médiatique). Quant aux syndicats, ils ont dès la fin des années 1980 renoncé à toute lutte pour l'amélioration des conditions salariales et normatives des travailleurs, se satisfaisant de

co-gérer, à la table des patrons et des gouvernements, les processus de restructuration des rapports de production et du marché du travail. Comptant parmi leurs adhérents désormais surtout des retraités, ils ressemblent de plus en plus à des organisations charitables (à la gratuité du service près), aidant les personnes âgées ou illettrées à faire face à l'innombrable paperasse de la chaotique administration publique italienne. Leur coupure avec les nouvelles générations de travailleurs, et avec les nouvelles figures du salariat, est totale. Leur soutien très actif aux politiques de précarisation du travail – d'ailleurs mises en place par les gouvernements de Centre-gauche des années 1990-2000 – les a rendus totalement incapables d'une représentation quelconque des figures sociales engendrées par ces mêmes politiques<sup>82</sup>.

Le bilan de la gauche historique depuis les années 1980 montre donc que, si la *Nuova Sinistra* aura bien échoué à produire une synthèse inédite sur le plan des pratiques organisationnelles, il n'en reste pas moins qu'elle aura constitué le dernier site historique où ce problème aura pu être posé. Sa décomposition, loin de démontrer la validité des pratiques de la gauche historique, marque tout simplement la fin provisoire, au moins en Italie, de toute possibilité de mettre en place une pratique collective d'émancipation – et, par conséquent, de toute politique créatrice de nouvelles formes, virtuellement universalistes, de l'action et de la pensée. D'où les interrogations sur lesquelles débouche toute cette histoire : quel genre de pratique politique est aujourd'hui praticable ? Quelle compréhension de la politique nous a légué la séquence rouge des années 1960-1970 (en Italie et ailleurs) ? Quel destin de la politique s'est accompli dans la seconde moitié du XXe siècle ? Quelle place et quelles formes restent pour la politique dans notre époque et dans nos sociétés ?

---

82

La seule exception (partielle) à cette situation assez pénible est représenté par le syndicat FIOM-CGIL, qui réunit les travailleurs des usines « traditionnelles ». En tant que composante de CGIL, l'organisation FIOM a pris des décisions autonomes et davantage conflictuelles que celles de sa propre Confédération. Elle représente pourtant moins la possibilité d'une politique expansive que les vestiges d'une résistance héroïque.

Ces mêmes questions ont été au cœur des réflexions de plusieurs théoriciens français qui ont répondu, à des époques et dans des conditions différentes, à la situation ouverte par la crise du marxisme. On pourra citer, bien entendu, la tentative menée par Deleuze et Guattari d'un renouvellement d'ensemble de l'analyse du capitalisme et de la pensée politique qui devrait y correspondre, et la confrontation foucauldienne avec des phénomènes de « pouvoir » et de « résistance » que les pratiques et les théories marxistes traditionnelles n'étaient pas en mesure de saisir et de traiter. Mais il ne faut pas négliger les analyses – souvent liées à la mouvance althüssérienne – inspirées par le communisme chinois et surtout par la critique maoïste de l'expropriation des pratiques révolutionnaires par l'appareil étatique ou para-étatique du Parti. Et il faudrait bien sûr relire les positions d'Althusser face à la crise du marxisme (et au déclin du PCF) pour y retrouver une reformulation de la « dictature du prolétariat » en termes de pratique politique non-étatique et de masse, nécessairement décalée par rapport au Parti<sup>83</sup>. Toutes ces interrogations sur les conditions d'une politique d'émancipation, et sur la façon de dé-suturer cette dernière du rapport à la forme tiers-internationaliste du mouvement communiste, peuvent être utilement rapprochées des problématiques de la *Nuova Sinistra*. Et il en va de même pour les élaborations récentes d'auteurs tels qu'A. Badiou et J. Rancière : partis d'une critique radicale à l'égard des appareils du mouvement communiste, ces auteurs semblent bien avoir entrepris de dégager les axiomes fondateurs de toute politique d'émancipation, en en saisissant la structure générique au-delà des sutures à des formes historiques déterminées. Ces axiomes – concernant essentiellement l'égalité, en particulier l'égalité des intelligences – s'opposent de toute évidence aux pratiques fondées sur le primat du

---

<sup>83</sup> Cf. notre intervention au Séminaire du Groupe de Recherches Matérialistes, 1<sup>ère</sup> année, février 2008 : [www.europophilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/Cavazzini\\_Althusser.pdf](http://www.europophilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/Cavazzini_Althusser.pdf), où il est question notamment du débat à distance entre Althusser et Nicos Poulantzas ; et A. CAVAZZINI, « Il buon uso della distanza », Introduction à l'édition italienne de S. ZIZEK, *Mao : De la pratique et De la contradiction* (avec une lettre d'Alain BADIOU et une réponse de S. ZIZEK), La Fabrique, Paris, 2009 (Edition italienne : Mimesis, Milan, 2009).

Parti et sur l'exclusivité du terrain étatique comme forme indépassable de l'agir politique. Par conséquent, on pourra suggérer la fécondité d'une comparaison entre les trajets, d'un côté, de la *Nuova Sinistra* italienne, et, de l'autre, de certaines démarches théoriques et politiques françaises, sur la base d'une interrogation commune – bien que menée dans des contextes très différents et sous des formes considérablement divergentes – concernant le statut et la possibilité d'une politique d'émancipation, dont le nom générique semble ne pouvoir être que *communisme*<sup>84</sup>.

Le *deuxième point* concerne les principes et les outils qui devraient structurer l'analyse de la société capitaliste, en même temps que de concevoir son possible dépassement. La gauche historique est restée, sur ce point, captive de l'image tiers-internationaliste et stalinienne d'un capitalisme définitivement incapable de « développer ses forces productives », de survivre à ses crises, donc périclitant et en voie de décadence rapide. La conviction dogmatique que le capitalisme était incapable de « résoudre ses propres contradictions » (paupérisation, crises, anarchie du marché, baisse du taux de profit) était bien démentie par les politiques keynésiennes et la production fordiste qui caractérisaient les société d'après-guerre, où des formes de planification et d'intervention étatique de plus en plus massives et décisives avaient fait reculer les crises et relancé les profits, tout en garantissant un niveau de vie plus élevé aux travailleurs salariés et en intégrant leur conflictualité dans l'institutionnalisation des syndicats comme instance de représentation collective de la force-travail. Face à ces nouvelles données, deux réponses étaient envisageables de l'intérieur du marxisme traditionnel de la gauche historique : ou bien le déni dogmatique des rapports capitalistes actuels, dont la nouveauté était déclarée être une pure et simple apparence, voire une façade ou un sursaut désespéré d'un système social que l'on voulait à tout prix croire pourrissant – telle était la position du PCF, mais (avec quelque souplesse jésuite en plus) finalement aussi du PCI – ; ou bien la fascination « moderniste » pour les caractères du capitalisme

---

<sup>84</sup>

Cf. A. BADIOU, *L'hypothèse communiste*, Paris, Lignes, 2009.

contemporain, donc la conviction que l'intervention de l'État dans l'économie, la planification poussée jusqu'au contrôle de la vie quotidienne, le développement technologique entraînant une dimension toujours plus collective et intégrée du processus de production, fussent les signes d'un dépassement immanent du capitalisme qu'il s'agirait de gouverner et soutenir, en faisant par conséquent l'économie d'une révolution – telle sera la stratégie du PSI de Pietro Nenni et des premiers gouvernements de Centre-Gauche. Il faut remarquer que le PCI adoptera ces mêmes positions dans les années 1970, grâce aussi à la théorie trontienne de l'« autonomie du politique », en se présentant explicitement comme la seule force politique en mesure de gérer un État considéré, lui, comme virtuellement porteur des conditions aptes à garantir une institutionnalisation des exigences de la classe ouvrière. L'assise théorique de cette ligne stratégique restait une vision plutôt simplifiée et tout à fait traditionnelle des rapports entre l'État et l'économie capitaliste, le primat du politique étant garanti par une sorte de dépérissement de la dynamique spécifiquement capitaliste, forcée de s'appuyer sur l'intervention de plus en plus massive d'une rationalité administrative et étatique plus weberienne que smithienne. Le développement de cette rationalité gestionnaire et « technocratique » aurait donc fourni au Parti – lieu géométrique de la rationalité politique en tant que spécialité technique – l'occasion de contrôler les rapports économiques, à condition de savoir manier les outils techniques de la gestion politique des sociétés modernes (d'où l'urgence d'une alliance avec les spécialistes possesseurs du *know-how* propre à la régulation des systèmes sociaux). Ce schéma – dont on ne soulignera jamais suffisamment le caractère vétuste, kautskien ou saint-simonien, même si maquillé par des jargons néo-hégéliens, néo-weberiens, néo-schmittiens, etc. – présuppose implicitement l'idée d'un capitalisme réduit à l'anarchie de la circulation marchande, et structurellement incapable de gérer ses propres restructurations sans l'intervention d'une instance « technique » neutre (la politique comme *art du gouvernement* – un autre *novissimum*, directement emprunté aux théoriciens de la Raison d'État !).

La *Nuova Sinistra* fut, par contre, le lieu d’élaboration d’une nouvelle vision du capitalisme, élaborée à partir de la donnée incontournable de son dynamisme et de son pouvoir intégrateur, et visant son dépassement, à partir de cette même donnée, par la prise du pouvoir sur la société tout entière de la part d’une classe ouvrière dont les formes d’action politique auraient dû subir un renouvellement conforme à cette tâche historique. Les *Quaderni Rossi*, en particulier grâce aux travaux de Panzieri, Tronti, Alquati, furent le laboratoire où s’élabora cette connaissance de ce qui fut baptisé « néo-capitalisme », suivant le fil d’une relecture des textes de Marx constamment confrontée tant à l’analyse de l’organisation des entreprises capitalistes qu’à la lecture critique des théoriciens « bourgeois » du capitalisme (Schumpeter, Berle, Keynes, Galbraith, Weber) et des critiques marxistes de la rationalité capitaliste (le jeune Lukács, Adorno – celui-ci étant considéré à l’époque comme un marxiste légèrement hérétique). La technologie cessa d’être considérée comme neutre par rapport aux rapports de production capitalistes, et l’innervation de la rationalité organisationnelle et de l’appareil technique par le pouvoir du capital sur le travail fut analysée comme manifestation du « despotisme dans l’usine » découvert par Marx sous la surface de l’égalité formelle<sup>85</sup>. Par conséquent, l’État cessa d’être opposé abstrairement à l’« anarchie du marché », on apprit à lire l’enchevêtrement entre l’État et l’économie comme une forme de reproduction des rapports capitalistes, ce qui permettait en même temps de concevoir l’unité entre, d’un côté, la lutte contre ces rapports dans les lieux mêmes de la production, et, de l’autre, l’affirmation d’une alternative politique « ouvrière » en mesure d’investir la société toute entière par une recomposition des savoirs politiques et techniques au sein du collectif ouvrier. La critique de l’étatisme (stalinien ou réformiste) de la gauche historique renouait avec la critique de l’État du capital – de la « forme-État » (pour citer Antonio Negri et le Collectif de Sciences de l’État de Padoue), c’est-à-dire la forme étatique, voire étatisée des rapports de production à l’époque fordiste-keynesienne, et la forme

---

85

Cf. l’article cité de M. TURCHETTO, *supra* note 11.

que l'État doit assumer sous l'impulsion des rapports capitalistes et des luttes ouvrières.

En outre, les œuvres de l'Ecole de Francfort permirent aux milieux de la *Nuova Sinistra* d'analyser la culture contemporaine autrement que comme « décadence bourgeoise », mais plutôt comme « industrie culturelle », donc à la fois en tant que secteur de la production capitaliste, et qu'instrument de contrôle du capital sur des individus de plus en plus gérés et manipulés jusque dans leur subjectivité. Par-là, l'analyse du capitalisme, la théorie critique de l'État, la démystification de l'idéologie, purent retrouver leur historicité et se confronter aux tâches posées par la conjoncture actuelle. Ce mouvement de renouvellement théorique permit, non seulement une relecture créatrice de Marx fondée sur une pratique de « démontage » et de sélection des composants de son œuvre directement orientée par l'expérience pratique des groupes et des collectifs, mais également l'introduction dans la culture de la gauche italienne de pans entiers de la culture contemporaine que l'idéalisme triomphant (et puis la construction togliattienne du « national-populaire ») avait tenu à l'écart. Ce furent tout d'abord la sociologie anglo-saxonne, les techniques empiriques de rationalisation du travail d'usine et de gestion sociale (utilisées comme source de renseignements mais aussi interrogées comme objet d'analyse en tant qu'instruments du néo-capitalisme), les théories non-marxistes de l'économie portant sur la dimension sociale et politique de celle-ci (Keynes, Schumpeter). Ensuite, ce fut le tour des théories réalistes du politique : Carl Schmitt, Max Weber, Hans Kelsen, un peu plus tard Niklas Luhmann ; sans oublier le marxisme critique de la *New Left Review*, l'anti-psychiatrie anglaise, l'histoire sociale, l'ethnologie, et d'autres innombrables courants et tendances. S'il ne faut pas se cacher les limites de cet éclectisme, qui seront patentées surtout lors de la crise de la *Nuova Sinistra* et dans les opérations de liquidation de ses instances culturelles qu'orchestreront des personnages comme Massimo Cacciari, il faut avant tout reconnaître l'importance et la fécondité de ces utilisations, certes très éloignées des bons procédés de l'herméneutique universitaire, mais qui donnèrent lieu à des inventions théoriques et à des ouvertures politiques dont la culture marxiste du PCI, avec son provincialisme arrogant, son jésuitisme

hypocrite et ses doubles vérités systématiques, n'aurait jamais été capable<sup>86</sup>. Il faut souligner que la signification de toute cette vivacité théorique et culturelle est loin de se réduire à un *aggiornamento* gratuit et éclectique de l'outillage mental marxiste. Les théories et les courants les plus disparates étaient mis en jeu sur le plan de l'action politique ; elles subissaient des glissements non simplement par le biais des élaborations savantes, mais surtout à cause de leur implication directe dans des tâches d'orientation rationnelle d'une stratégie politique. La connaissance de la société et des mécanismes du pouvoir économique, idéologique et politique, était transformée et produite dans et par l'agir des travailleurs eux-mêmes, au sein d'un mouvement de transformation des structures sociales qui engageait immédiatement un travail collectif jusque dans les tâches les plus intellectuellement raffinées et réfléchies. Si les techniques sociologiques et les méthodes d'enquête historique et ethnographique, expérimentées par les *Quaderni Rossi*, par Danilo Montaldi et l'« Istituto Ernesto de Martino » fondé par Gianni Bosio, représentaient autant de moyens de saisir la façon dont les classes exploitées et dominées produisent elles-mêmes un savoir critique à leur propre égard, un savoir dont il fallait dégager la signification virtuelle de pratique politique antagoniste, les opéraïstes parvinrent à mettre en place un paradigme de lecture de Marx, des « classiques » du marxisme et de la pensée politique capable de se transformer et de se développer par une confrontation directe aux luttes ouvrières. Dans l'histoire du mouvement ouvrier, rares auront été les occasions d'une pratique théorique si étroitement articulée à une prise de parole

---

<sup>86</sup>

Bien au contraire, le “réveil” théorique des intellectuels du PCI de leur interminable sommeil dogmatique sera décisivement impulsé par les thèmes et les références imposés par la *Nuova Sinistra*. D'ailleurs, Mario Tronti, rentré au PCI, jouera un rôle décisif dans la formation d'une culture théorique plus dynamique parmi les intellectuels proches du Parti. Néanmoins, lorsque, à la fin des années 1970, ces mêmes intellectuels s'engageront dans la légitimation théorique (souvent très spéculative) du « compromis historique » et de la stratégie d'accès au gouvernement, force sera de constater que la sophistication des appareils conceptuels n'aura rien changé à la fonction grégaire et mandarinale que le « Prince éclairé » persistait à assigner aux intellectuels.

collective<sup>87</sup>. Par contre, au fur et à mesure que les organisations de la *Nuova Sinistra* s’effondraient en perdant leur ancrage dans des pratiques de lutte partagées, leur jargon théorique devint de plus en plus auto-référentiel, rigide et grotesque<sup>88</sup>. Ce qui reste au-delà de tout échec, c’est l’affirmation pratique de l’égalité des intelligences, et la conscience du fait que le développement des virtualités qu’enveloppent ces intelligences égales implique l’organisation égalitaire des rapports au sein desquels la pensée se déploie. C’est au nom de ces axiomes – constituant sans aucun doute l’un des noyaux essentiels de la *Nuova Sinistra* – que la critique envers les appareils séparés du mouvement ouvrier rejoint et nourrit la critique envers l’hétéronomie que la rationalisation capitaliste impose aux esprits. Dans les deux cas, il s’agit d’affirmer l’autonomie de la pensée, dont la condition est la construction égalitaire de son exercice. Cette conclusion n’est pas sans impliquer le statut des sciences sociales qui, comme chacun sait, se trouvent aujourd’hui plongées dans une crise radicale. Autour des innovations théoriques et militantes de la *Nuova Sinistra* la question fut posée de savoir si les sciences sociales auraient pu être autre chose que des techniques de régulation et normalisation sociales, inévitablement asservies aux stratégies des classes dominantes – un rôle auquel, bien entendu, le capitalisme fordiste les destinait, et qui était en même temps responsable de leur importance grandissante parmi les savoirs et dans la sphère publique, tout comme une exigence analogue de la part du capitalisme sécuritaire d’aujourd’hui contribue à expliquer leur substitution progressive par des pures techniques de dressage « comportemental ». La réponse que l’époque dont nous parlons apporta à ce dilemme fut que les sciences sociales auraient pu exercer une fonction critique et émancipatrice à condition de s’incorporer au processus politique que les exploités étaient en train de constituer : et cela impliquait de répondre différemment qu’auparavant à la question *Qui parle ?* dans le discours des sciences

---

<sup>87</sup> Sur ce point, les nombreuses contributions de J. Rancière.

<sup>88</sup> Les *tics* expressifs d’origine opéraïste sont toujours reconnaissables chez plusieurs groupes politiques d’aujourd’hui, et, à un niveau plus folklorique, dans la rhétorique des universitaires de gauche de certaines villes du Nord-Est italien.

sociales. Est-ce que ce discours doit rester nécessairement celui d'un savoir en surplomb, où la pensée et la rationalité du chercheur-savant ne se trouveraient confrontées à aucune intelligence autonome venant des discours et des pratiques étudiées ? Est-ce que l'infériorisation, et donc la manipulation et la gestion, de l'objet d'étude seraient le lot inévitable des sciences sociales ? La pratique de la *conricerca*, les travaux d'enquête des *Quaderni Rossi*, de Bosio et de Montaldi, apporteront des réponses négatives à ces interrogations : les discours des chercheurs sont toujours confrontés sur un plan d'hétérogénéité et, paradoxalement, de parité à d'autres discours, porteurs d'une rationalité qui est, non seulement irréductible à toute infériorisation fondée sur les couples idéologiques immédiat/réfléchi, folklore/histoire, culture dirigeante/culture subalterne, mais aussi à proprement parler toujours impossible à *objectiver*, telle une simple donnée au sein de la série indifférenciée des faits sociaux – et cela justement à cause de son inscription virtuelle dans un processus d'auto-détermination politique<sup>89</sup>.

Pour conclure sur ce point, il faut dire que le bilan global de ce foisonnement d'initiatives théoriques reste très difficile. En première approximation, on fera remarquer que, en général, l'image du capitalisme qui résultera souvent de ces recherches est celle d'un système total, voire « totalitaire », capable de mettre en place des puissants dispositifs d'auto-régulation, et caractérisé par une plasticité pratiquement illimitée. La vision d'un capitalisme épuisé et stérile fut remplacée par de très importantes analyses des stratégies technologiques, financières, idéologiques, institutionnelles, grâce auxquelles le « travail mort » continuait à exercer son pouvoir sur le « travail vivant », en colonisant la subjectivité et en se soumettant les « puissances intellectuelles » de la science et de la culture. Ces positions mériteraient d'être mieux connues aujourd'hui, lorsque des discours sur la « crise irréversible » du capitalisme ont déjà recommencé à circuler, et à légitimer toute sorte de verbiage « anti-capitaliste » de toute évidence très peu « nouveau ». Mais le

---

<sup>89</sup> Tous ces problèmes sont de façon notoire au cœur de plusieurs travaux de J. Rancière.

renouvellement de l'analyse des structures capitalistes avait aussi pour tâche de repérer les points de fracture du capitalisme, les endroits où la réduction de la vie sociale à sa logique commençait à clocher. C'était à ces endroits que l'opposition collective aux rapports capitalistes pouvait devenir davantage que la virtualité immanente à un dysfonctionnement, et que le problème d'une alternative globale pouvait être posé en des termes concrets de pouvoir et d'organisation sociale. À la base de ce pari, il y avait l'idée que le capitalisme est un système intimement dissymétrique, incapable de réduire à soi ses opposants parce que d'abord incapable de *coincider avec soi-même*, de concilier ses propres contradictions. L'articulation entre *l'incomplétude de la structure* – qui empêche au Capital de boucler sa propre auto-valorisation – et la *constitution d'un sujet antagoniste* – qui est la traduction en termes de subjectivation de cette impossibilité du bouclage – a connu plusieurs variantes, chacune étant théorisée, remaniée, ajustée à n'en plus finir par les théoriciens opéraïstes, pré-opéraïstes et post-opéraïstes. Au fur et à mesure que le dépassement de l'organisation sociale capitaliste s'éloignait, et qu'une organisation alternative devenait de plus en plus impossible à repérer concrètement dans la réalité, les dérives immanentes à cette lecture du capitalisme prenaient progressivement le dessus. Finalement, le Capitalisme apparaissait comme une *structure complète*, parfaitement en mesure de boucler sa propre boucle et de se constituer en système total, sans dehors<sup>90</sup>. À partir de ces prémisses, plusieurs voies furent parcourues, au cours desquelles l'articulation entre connaissance positive du capitalisme et stratégie politique rationnelle fut complètement perdue, et qui retentissent toujours dans certaines philosophies jouissant aujourd'hui d'un crédit considérable. La première voie fut celle de l'adaptation au système total et à l'impossibilité de le dépasser : la « pensée négative », tendance développée surtout par des anciens opéraïstes rentrés au PCI (A. Asor Rosa, M. Cacciari, en partie

---

<sup>90</sup> Ce paradigme analytique conditionna bien entendu la réception du structuralisme (y compris Althusser), auquel fut attribué l'apologie d'une clôture systémique sans reste (position correspondant plutôt à des risques immanents aux paradigmes francfortois et opéraïste, dont le mot-valise du « structuralisme » fut à la fois l'épouvantail et le bouc émissaire).

seulement M. Tronti, qui en fut pourtant l'une des sources décisives), affirma la nécessité de borner l'action politique à l'utilisation de techniques et de savoirs particuliers en renonçant à toute hypothèse de dépassement de la « cage d'acier », sinon par la ruminat<sup>90</sup>ion perpétuelle d'une altérité impossible toujours évoquée et toujours insaisissable. La théologie négative, le jeu esthétisant avec des images religieuses, et parfois des « conversions » ambiguës, furent les débouchés naturels de cette apologie du conformisme à l'ombre du pouvoir.

Une autre option tendait par contre à faire coïncider l'absorption de toute forme de vie par la logique de la valorisation capitaliste avec la conversion immédiate de cette totalité de la subsomption au capital en totalité communiste du « travail vivant ». Cette lecture de la société contemporaine, élaborée surtout dans les milieux post-opéraïstes proches de l'Autonomie, pouvait coexister avec une version « différentialiste », qui voyait comme unique opposition à la totalité capitaliste de l'abstraction et du « travail mort » l'extériorité « vitale » des désirs et des besoins où s'exprimerait le pouvoir créateur du « travail vivant ». Un passage ultérieur permet de reconnaître dans tout phénomène de marginalisation plus ou moins volontaire, de déchéance psychique, de désœuvrement urbain, – en somme dans la panoplie des dévastations subjectives produites par la restructuration contre-révolutionnaire des rapports capitalistes – les marques du « grand refus » opposé à la « rationalité » économique et étatique<sup>91</sup>.

---

<sup>91</sup> On pourra reconnaître les avatars contemporains de ces formulations dans des nombreuses positions qui se développent dans le sillage des travaux d'A. Negri et G. Agamben – ce dernier ayant réussi à articuler dans une synthèse suggestive (et donc parfois hypnotique) tous ces dispositifs (le messianisme, l'angoisse du système tout-puissant, la référence à une « vie » qui est à la fois plénitude absolue et privation totale), mais désormais sans le support d'une analyse plausible des rapports de production. Bien entendu, les travaux d'Agamben et Negri mériteraient une discussion beaucoup plus articulée qui excède les limites de ces lignes. Je maintiens que très peu de ce qu'écrivent ces auteurs est réellement compréhensible sans une connaissance suffisamment précise du devenir de la *Nuova Sinistra* italienne et de ses dispositifs théoriques. Contrairement à une *doxa*, dont ils ont réussi à persuader leur public hexagonal (toujours content de se voir flatté comme « exportateur » de paradigmes culturels),

En *troisième* lieu, la dernière rupture que la *Nuova Sinistra* opérera vis-à-vis de la gauche historique concerne ce que nous appellerions sa « réforme de la dialectique ». L'Italie a toujours été riche de pareilles réformes. Au XIXe siècle Bertrando Spaventa, et au XXe son continuateur Giovanni Gentile, proposèrent une réforme de la dialectique hégélienne visant à ré-absorber le processus dialectique dans le dynamisme propre à l'auto-immanence de l'Esprit, en entendant par ce dernier mot l'acte même de la pensée. Selon André Tosel, Gentile

« est fasciné par l'idée d'un lien de dépendance directe entre le savoir et la pratique (...) La praxis *est* toujours *acte*, et c'est ce qui la rend irréductible (...). Gentile conçoit la praxis comme activité pure théorico-opératoire »<sup>92</sup>.

Il n'y a donc plus de distance entre l'action et la pensée :

« Une philosophie immanente doit pouvoir être "dans" les choses. Autrement dit "praxis" signifie que l'objet est le *factum* d'un sujet (...) Il n'y a pas de "choses extérieures" : nous sommes les choses mêmes, les choses dans leur "se faire" »<sup>93</sup>.

Cette pensée de l'immanence radicale exercera la plus grande influence sur plusieurs générations d'intellectuels italiens, parmi lesquels les jeunes animateurs de *l'Ordine Nuovo* et les fondateurs du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale) en 1921. Les jeunes intellectuels marxistes, socialistes, radicaux-socialistes, actifs entre les deux guerres furent tous, à un moment ou à l'autre, des « actualistes » gentiliens, et dans l'actualisme ils trouvèrent les moyens spéculatifs de penser leur action politique dans l'ici et maintenant, leur refus des logiques évolutionnistes et des étapes soi-

---

la référence à Foucault et à Deleuze est largement accessoire pour ces deux derniers représentants d'une tradition *dialectique* spécifiquement « italique ».

<sup>92</sup> A. TOSEL, *Marx en italiques*, Mauvezin, T.E.R., 1991, p. 81.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 82.

disant nécessaires du processus historique, leur rapport à l'immanence d'un engagement qui ne tolérait ni délais ni médiations par une prétendue « marche fatale de l'histoire ». Par des liens de transmission des idées destinés à rester partiellement indécidables, le rapport au présent immédiat et à l'action élaboré par l'actualisme caractérisera aussi l'action et la pensée de la *Nuova Sinistra* : l'idée d'une pensée qui se déploie comme action, et d'une action incorporant l'immanence la plus absolue au moment présent, est en toute vraisemblance impliquée dans la généalogie de cette pratique intellectuelle fragmentaire, ne s'élaborant qu'en situation, dans des conditions d'urgence par rapport auxquelles la pensée elle-même assume une fonction d'intervention perpétuelle. D'une façon analogue, quelque chose de l'idéalisme actualiste reste dans la notion d'une fonction intellectuelle coïncidant à la limite avec la mise en place d'une forme correspondante d'existence collective. D'un point de vue plus abstrait, on dira que les réformes de Spaventa et Gentile allaient dans la direction d'une dialectique de la subjectivation : le processus dialectique n'est pas une dynamique objective à repérer dans la réalité donnée, ni une loi générale de la pensée, mais la forme de l'acte par lequel le sujet se donne lui-même une consistance subjective. Par ce biais, il est possible de trouver une analogie entre la dialectique de l'idéalisme italien et celle du marxisme occidental (Lukács, Adorno), qui s'opposait au dialectisme objectiviste que la seconde et la troisième Internationales avaient emprunté aux œuvres d'Engels (la dialectique comme « loi générale de la réalité et de la pensée ») pour rechercher une dialectique de la constitution du sujet critique et antagoniste, voire révolutionnaire, à partir des conditions de subsumption des consciences des dominés aux rapports de pouvoir et d'exploitation. La dialectique est donc le « rythme » du processus par lequel une position subjective de subalternité à la réalité sociale donnée se renverse en attitude critique et praxis collective. Le processus dialectique n'est plus le déroulement d'une marche nécessaire par étapes obligatoires, mais la traversée de l'hétéronomie et de la passivité du sujet. En même temps, elle est également la forme logique de l'impossibilité, pour le dispositif de valorisation capitaliste, de réabsorber définitivement ses éléments internes de déséquilibre, une impossibilité qui produit constamment

un « négatif » ouvrant à son tour l'espace d'une subjectivation antagoniste possible. La dialectique est par conséquent la « logique » de l'articulation entre les « bavures » nécessaires du système capitaliste *et* le mouvement par lequel les dominés se déprennent de leur identification à leurs propres conditions d'hétéronomie. Cette « dialectique » n'est donc que la prise en compte de la présence nécessaire d'un *acte* d'auto-détermination à la base de tout dépassement émancipateur de l'état présent des choses, *en même temps* qu'une tentative d'articuler cet acte à une dynamique immanente aux rapports sociaux. En tout cas, cette dynamique n'est jamais un développement dont on pourrait être le spectateur, un processus à la troisième personne. La dialectique consiste justement à saisir cette dynamique comme l'ouverture d'une possibilité permettant à une subjectivation politique de venir se substituer à l'hétéronomie de l'adhésion passive aux données sociales. Ce modèle de dialectique a été aussi celui qui a inspiré directement ou indirectement plusieurs positions de la *Nuova Sinistra*, même là où les spéculations philosophiques trop générales étaient refusées. Bien que la généalogie culturelle d'un tel modèle soit plutôt allemande et centre-européenne, sa dimension subjective trouvait dans une *doxa* philosophique italienne marquée par lesdites « réformes » de la dialectique un terrain favorable. Le *sujet*, actualiste ou « critique », saisi dans son mouvement d'auto-détermination, primait systématiquement sur la transcendance de la *substance*. Néanmoins, une distinction cruciale s'impose : le sujet actualiste est une pure positivité, tout moment du négatif lui est inconnu, le mouvement dialectique coïncidant avec une perpétuelle résorption de soi-même dans soi-même étalée sur un plan d'immanence absolue où toute *perte*, et donc aussi toute fonction critique vis-à-vis de ce qui existe, est impossible. Au contraire, le sujet de la dialectique lukacsienne ou francfortoise est une fonction de négativité par rapport aux conditions existantes, que le processus dialectique se doit de traverser afin de dépasser les conditions d'oppression et d'hétéronomie qui lui sont d'abord donnée – là où, par contre, la dialectique de l'acte pur exclut toute confrontation conflictuelle à des conditions hétéronymes, toute réalité extérieure au sujet se réduisant

à une manifestation de celui-ci que la dialectique re-enveloppera par un mouvement purement auto-immanent, purement positif<sup>94</sup>.

La dialectique de l'actualisme italien renvoie en outre au rapport entre l'action et le moment présent, donc entre l'action et l'actualité, ces deux pôles n'en faisant qu'un dans l'*acte* qui les enveloppe. Pensée de l'immanence absolue, l'actualisme ne conçoit d'action qu'au présent. Mais si cette thèse d'immanence peut fonctionner comme un rappel critique aux exigences d'une action à accomplir ici et maintenant, dans des conditions données et contingentes, et en s'opposant par là à toute résorption de l'agir dans la totalité fictive d'un processus historique mythifié, l'actualisme peut aussi bien dégénérer en culte opportuniste du fait accompli, en abandon historiciste à la factualité des circonstances. Telle fut la voie de Gentile lui-même vis-à-vis du rapport entre acte et histoire :

« Ce volcanisme de l'acte qui semble tout donner au présent (...) est tempéré par une conception conservatrice du rapport à la tradition

---

<sup>94</sup> De ce point de vue, A. Negri a « courbé » la dialectique « négative » en direction de l'actualisme (en mobilisant par-là l'immanentisme deleuzien) : les multitudes, le travail vivant, deviennent pour lui des positivités pures, auxquelles il suffirait de se réapproprier toute extériorité pour se réintégrer dans l'immanence de leur propre productivité. Le problème se pose alors de penser le statut des rapports de production capitalistes au sein desquels le travail vivant se trouve toujours-déjà imbriqué, et donc pris dans une relation dialectique imposant une dimension de négativité à l'agir politique émancipateur du travail vivant lui-même. Le trajet théorique de Negri peut alors être interprété comme une série de tentatives d'expulser le négatif, et donc le moment critique et destructeur, du processus de la subjectivation politique, en postulant à la fois une extériorité réciproque absolue entre travail vivant et capital (qui serait réduit par conséquent à une fonction de pillage violent de la richesse sociale), et une coïncidence immédiate de ces deux pôles (le capital n'étant alors qu'un voile de Maya occultant momentanément l'essence incandescente du travail vivant). Cette stratégie instable de refoulement de la négativité interne dont toute subjectivation politique se soutient, de cette rupture d'avec soi-même pris dans son existence immédiate que tout sujet politique doit accomplir afin d'exister comme tel, a des évidentes conséquences apologétiques et conformistes.

historique. Même considérée comme praxis sédimentée, celle-ci est en un sens acceptée tout simplement dans sa réalité »<sup>95</sup>.

Cette dérive de l'actualisme semble bien s'enraciner dans le même aspect qui en soutient la force critique : le primat du présent. Si l'action est entièrement au présent, si tout écart entre l'ici-et-maintenant et l'agir devient impossible, rien n'interdit d'écraser l'action elle-même sur une présentialité du présent conçue sur le mode *fusionnel*. Tout excès, donc toute distance critique, face aux données de la situation actuelle est rendu impossible : il ne reste plus que l'abandon au donné qui épouse toute signification et toute valeur de l'agir. L'exaltation de la praxis devient passivité absolue lorsque la praxis elle-même est identifiée au processus historique, toute action singulière ne trouvant son sens que dans l'engloutissement par celui-ci : la transcendance de l'Histoire rentre par la fenêtre. L'« historicisme absolu » des communistes togliattiens répète finalement cette dialectique de l'actualisme.

Sans jamais produire des ouvrages proprement philosophiques, moins encore systématiques et spéculatives, la *Nuova Sinistra* fut caractérisée par un rapport différent au temps, au présent et à l'avenir, qu'inspire et soutient la logique de ses initiatives politiques. Pour les théoriciens, mais aussi pour les militants qui donnèrent vie à ces initiatives, toute dissociation entre présent et avenir, entre action à accomplir ici et maintenant et perspective d'avenir, est à refuser – c'est inacceptable d'agir *aujourd'hui* d'une façon contradictoire par rapport aux principes dont la réalisation est évoquée pour *demain*. En d'autres termes, la lutte pour le communisme ne connaît pas d'étapes réellement séparées : elle doit contenir, d'ores et déjà, la *forme* du communisme dont on souhaite l'avènement (ce qui implique que toute séparation entre les moyens et les fins est déclarée irrecevable). Le présent n'est donc nullement un « lieu de passage » indifférent ; les actions qui s'y déroulent doivent toujours-déjà être confrontées à la mesure absolue de leur vérité. En même temps, cela implique que le présent soit toujours-déjà plus-que-lui-même. L'action présente a une valeur

---

<sup>95</sup>

*Ibid.*, p. 99.

réelle lorsqu'elle *préfigure* un système de rapports, un état du monde, qui pourra être vrai demain et pour toujours. Une politique révolutionnaire consiste à créer des renvois, des anticipations de ce qui *devra* devenir éternellement vrai. Donc, l'action présente est appréciée à l'aune de son pouvoir *d'induction*, de sa capacité de représenter, dans l'ici-et-maintenant absolu, quelque chose qui pourra être réactivé ailleurs et généralisé dans des nouvelles circonstances. Telle est, je crois, la « dialectique » de la temporalité historico-politique que nous retrouvons à l'œuvre dans les expérimentations et les positions d'un Panzieri, ou d'un Fortini, et dont la grammaire profonde est peut-être opérante dans toutes les pratiques que nous avons cherché de décrire. En réalité, une séquence à tel point dominée par des axiomes d'émancipation n'a d'autre choix que d'affirmer en quelque sorte une articulation générale entre *l'instant présent*, où tout un chacun peut et doit vivre l'adhésion à des orientations politiques, et *l'éternité* à laquelle aspirent ces orientations, si elles sont réellement émancipatrices.

En conclusion, il faut circonscrire et définir rétrospectivement notre but. Nous ne visions pas à présenter une histoire de la *Nuova Sinistra* – ce serait là un travail digne et urgent, mais qui appartient aux historiens que nous ne sommes pas, au moins dans ce contexte. Notre but était d'explorer des *effets de transformation conceptuelle* localisables à des divers endroits de cette expérience historique : nous cherchons à analyser les glissements, les mutations, les ruptures imposés au champ conceptuel définissant la pensée du politique et l'analyse de la société, et cela selon les axes précédemment dégagés : le questionnement de la fonction intellectuelle, la détermination des formes possibles de l'agir politique, la connaissance des rapports de production capitalistes, la critique des impasses du mouvement communiste. Dans tous ces domaines, la *Nuova Sinistra* aura constitué le lieu géométrique de dispositifs singuliers et inédits, dont nous avons voulu analyser les effets d'intelligibilité.

Bien entendu, cette tâche se double d'une volonté de *transmission* et de redécouverte d'un univers – aujourd'hui disparu – de pensées, de gestes et de paroles, par lequel des milliers d'êtres

humains ont pu faire l'expérience de ce qu'Alain Badiou appelle l'incorporation à une vérité. Je dis bien : une vérité, car la Séquence rouge italienne nous aura finalement légué moins une admonestation funèbre à l'égard des « illusions » meurtrières du XXe siècle – morne pédagogie des États et des avatars contemporains de l'industrie culturelle ! – que l'éclat d'une vérité éternelle dont l'époque actuelle n'est plus à la hauteur. Cette vérité concerne la présence absolue de l'émancipation au sein de la lutte pour en construire les conditions – elle nous parle toujours, depuis son monde disparu, de la puissance qui se manifeste dans les processus politiques émancipateurs. Que l'on puisse prendre dans ses propres mains les destins individuels et collectifs ; qu'une population craintive et atomisée se mobilise pour changer soi-même et autrui ; que l'égalité soit possible ici et maintenant, et que l'émancipation puisse devenir le principe d'orientation d'une politique fondée sur une lucidité rationnelle absolue et soutenue par une volonté sans limites ; que tout cela ait été possible dans des conditions d'extrême danger ou d'extrême désespoir, et que des milliers de personnes aient refusé pendant des longues années de céder sur les vérités qu'elles venaient de découvrir dans et par des luttes d'une intensité rare : eh bien, tout cela compose la figure d'une vérité qui survit aux échecs et aux désastres de l'histoire, qui résiste au désenchantement cynique comme au ressentiment craintif – *figure, figura* : cela veut dire, selon l'herméneutique médiévale qui inspirait le poème de Dante, une image qui, tout en conservant les caractères concrets de son apparence immédiate, n'en renvoie pas moins à des plans différents de compréhension – qui, tout en étant très précisément soi-même, est également *autre chose*. Toute vérité est peut-être *figura*, au moins en cela, qu'elle renvoie en même temps au monde d'où elle a surgi et aux autres innombrables qu'elle habitera sous d'autres visages, toujours imprévisibles, mais dont on reconnaîtra après-coup le lien à l'image ancienne. Ici, on a essayé de restituer une image de vérité dont personne ne peut encore prévoir les visages futurs, mais dont il nous a paru possible et urgent de faciliter une reconnaissance possible dans l'avenir.

